



RAPPORT DE L'ATELIER SOUS-REGIONAL

Thème :

« Le radicalisme religieux et les menaces
sécuritaires en Afrique de l'ouest :
perspectives nationales et régionales »

04-05 février 2016
Île de Gorée, Dakar, Sénégal

«Les idées et opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues du Gorée Institute.»

Les publications de Gorée Institute sont indépendantes d'intérêts nationaux ou politiques spécifiques. Elles sont principalement destinées aux décideurs, à la société civile, aux politiciens et aux praticiens dans le domaine. Elles ciblent également le monde universitaire et les citoyens en général.

Pour toute demande d'autorisation pour la reproduction ou la traduction de n'importe quelle partie de cette publication, veuillez contacter:

*Gorée Institute
Rue du jardin
B.P. 05 - Ile de Gorée
Sénégal*

Gorée Institute encourage la dissémination de son travail et répondra promptement aux demandes d'autorisation pour la reproduction ou la traduction de ses publications.»

Cet ouvrage est publié avec le concours de l'Agence Suédoise de Coopération Internationale pour le Développement (SIDA)



© copyright : Gorée Institute – Edition 2016

ISBN : 979-10-92136-03-6



Gorée Institute
Rue du Jardin
B.P. 05 – Ile de Gorée
Sénégal



>> TABLE DES MATIÈRES

Préface	7
But et objectifs	9
Agenda de l'atelier	11
Allocutons	15
1. Résumé du discours d'ouverture : M. Doudou DIA Directeur Exécutif du Goree Institute.....	15
2. Résumé de l'allocution de bienvenue : Me Augustin SENGHOR, Maire de la Commune de Gorée	16
3. Allocution de Monsieur Ibrahima CISSE, représentant le Ministre des Affaires étrangères et des sénégalais de l'Extérieur, S.E. Monsieur Mankeur NDIAYE.....	16
Résumé des travaux	19
A- Etat de la montée de la radicalisation religieuse en Afrique de l'ouest	19
B- Causes et facteurs multidimensionnels de l'extrémisme violent	20
C- Enjeux politico-sécuritaires du radicalisme religieux en Afrique de l'Ouest.....	23
D- Perspectives, domaines de synergie et de complémentarité des OSC	25
Recommandations d'action	27
Liste des Participants	29
ANNEXES	33

Gorée Institute remercie toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de cette publication.

>> PRÉFACE

Le présent rapport rend compte des travaux de l'atelier sous-régional sur « **Le radicalisme religieux et les menaces sécuritaires en Afrique de l'ouest : perspectives nationales et régionales** », organisé par le Goree Institute dans le cadre de son programme « Consolidation de la Paix et Prévention des Conflits en Afrique de l'ouest », avec l'appui financier de la Swedish International Development Agency (Sida).

Cette consultation de haut niveau constitue la première étape dans la mise en place d'un projet de « Prévention de l'extrémisme violent en Afrique de l'ouest » sous l'égide du Goree Institute et ses partenaires locaux et internationaux. L'élaboration d'un tel projet trouve sa pertinence dans un contexte ouest-africain marqué par la prolifération de groupes terroristes et des mouvements extrémistes radicaux ; la circulation illicite d'armes légères et de petit calibre ; le trafic de stupéfiants, drogues et substances psychotropes ; et la banalisation de la violence dans toutes ses formes.

Le projet vise à développer des actions concrètes, concertées et inclusives pour contribuer à empêcher l'occurrence, la propagation ou la récurrence de la radicalisation des opinions religieuses, l'incitation à la haine et la violence confessionnelles. Il se fonde sur la prise de conscience que ni les instruments traditionnels/classiques de gestion des crises, ni la mobilisation des moyens militaires ne suffisent plus pour faire face à ces « nouveaux ennemis acharnés, imprévisibles et asymétriques ». Il est d'autant plus opportun qu'il ambitionne d'adopter une démarche plus proactive, holistique et systémique, dans l'optique d'améliorer les chances de réussite des OSC et ONG africaines engagées dans ce combat majeur pour la paix et la stabilité des pays de la sous-région.

Le projet s'inscrit en droite ligne du mandat et de la stratégie du Goree Institute, mais aussi de son mode opératoire caractérisé par « la recherche, la facilitation et l'intervention ». Ainsi, ce premier atelier a été organisé pour jeter les bases d'une étude multidisciplinaire plus approfondie sur le phénomène du « radicalisme religieux et de l'extrémisme violent en Afrique de l'ouest ».

Il est important de noter qu'en prélude à l'atelier, six études de cas préliminaires ont été faites au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Mali, au Niger, et au Sénégal. Ces premières « consultations nationales », commanditées sur la base d'un échantillonnage assez représentatif des pays les plus vulnérables en Afrique de l'ouest francophone, visaient à analyser les risques encourus par chaque pays et à établir la cartographie des menaces sécuritaires régionales liées à ce phénomène préoccupant.

Dans une perspective comparative, il s'agissait aussi d'identifier et d'expliquer à la fois les invariants et les différences d'approches vis-à-vis de la résolution du problème, en tenant compte des spécificités culturelles de la sous-région. Ainsi, les discussions se sont concentrées, entre autres, sur des thématiques essentielles telles que :

- **la montée de la radicalisation religieuse en Afrique de l'ouest** : ses causes, ses manifestations et ses conséquences sur la paix et la stabilité politique de la sous-région ouest africaine en générale, mais des pays étudiés en particulier ;
- **la radicalisation d'une frange de plus en plus importante des jeunes**, leur participation active aux mouvements confessionnels radicaux, et leur enrôlement dans des groupes terroristes qui les utilisent pour perpétrer des attentats-suicides ;
- **l'instrumentalisation de la religion et la violation des droits humains des femmes**, notamment les enlèvements, viols et autres sévices sexuels dont des filles et des femmes sont victimes massivement ;

- **les stratégies développées par les différents États** et les contours de l'engagement de la société civile ouest-africaine dans la lutte contre l'extrémisme violent aux niveaux communautaire, national et sous-régional ;
- **les perspectives, les domaines de synergie et de complémentarité** dans le cadre d'une prévention efficace de l'extrémisme violent à l'échelle communautaire, nationale et sous-régionale.

Le Goree Institute à travers cet atelier a réuni des membres de la société civile ouest-africaine, des ONG nationales et internationales ; des universitaires et des chercheurs officiant dans des laboratoires, centres de recherche ou Think tanks basés à Dakar ; des représentants diplomatiques et consulaires en poste à Dakar ; des représentants de fondations et des Partenaires Techniques et Financiers (PTFs) ; de la représentante du Président de la Commission de la CEDEAO ; des autorités étatiques et locales sénégalaises.



>> BUT ET OBJECTIFS

L'objectif global de l'atelier était :

- d'une part, d'analyser le phénomène du radicalisme religieux, d'en débusquer les causes profondes, les manifestations et les conséquences sur la paix à long terme de la sous-région ouest africaine en générale, mais des pays cibles de cet atelier en particulier : Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger et Sénégal ;
- d'autre part, d'évaluer les initiatives nationales développées pour lutter contre ce phénomène dans ces pays cibles et de formuler des recommandations pour une meilleure prise en charge du problème aux niveaux communautaire, national et sous-régional.

De manière plus spécifique, il s'agissait de :

- cerner les grandes menaces, les principaux enjeux et les défis sécuritaires liés à la radicalisation religieuse dans chacun des six pays cibles ;
- identifier les facteurs institutionnels et sociaux favorables à l'émergence des groupes extrémistes violents qui menacent la stabilité et la paix aux plans communautaire, national voire régional ;
- préciser les contours de l'engagement de la société civile dans la lutte contre l'extrémisme violent aux niveaux communautaire, national, voire sous-régional ;
- évaluer les initiatives nationales développées pour lutter contre ce phénomène et dégager des perspectives, des points de synergie d'action pour une prévention efficace de l'extrémisme violent à l'échelle communautaire, nationale, voire sous-régionale ;
- formuler des recommandations générales et spécifiques à l'intention des États et gouvernements, des partenaires techniques et financiers (PTF), de la société civile, etc., sur des stratégies et des actions concrètes à mener sur le terrain en vue d'une prévention opérationnelle efficace de l'extrémisme violent dans les pays d'Afrique de l'ouest.

Mission du Goree Institute

Goree Institute est né le 25 juin 1992, lors d'une cérémonie solennelle présidée par son Excellence M. Abdou Diouf, appuyé par M. Salim Ahmed Salim, Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine. Un groupe d'Africains dévoués aux idéaux de progrès, de justice et de liberté, croyant fermement en la coopération et en l'autosuffisance est à l'origine de Goree Institute.

La proposition de l'Institut, formulée en premier lieu par le Président Abdou Diouf lui-même, est survenue au cours de la célèbre rencontre de Dakar pour la démocratie en Afrique du Sud, organisée en 1987 entre le leadership de l'ANC alors en exil et 50 Afrikaners progressistes et libéraux.

Cette rencontre, financée par la Fondation Danielle Mitterrand et la Fondation Soros, a bénéficiée de la présence et du soutien d'Africains venus d'autres régions du continent et a largement contribué à l'instauration de la démocratie en Afrique du Sud en 1994 : une solution réellement africaine à un problème africain.

Goree Institute œuvre à l'avènement d'une Afrique paisible, juste et prospère, présente sur la scène internationale, dotée de sociétés, d'institutions et de citoyens ouverts et autosuffisants, avec des États démocratiques et efficaces, des entreprises prospères et transparentes, une société civile indépendante et engagée.

L'Institut s'est fixé comme mission de contribuer à l'émergence de sociétés justes, paisibles et autosuffisantes en Afrique par la réflexion, la recherche et la facilitation.

Les objectifs stratégiques de Goree Institute sont :

- Améliorer les processus démocratiques à travers le renforcement des capacités dans la gestion, l'observation des processus électoraux, le plaidoyer et la recherche ;
- Soutenir la créativité artistique et littéraire pour améliorer la compréhension des réalités africaines ;
- Revaloriser et partager les mécanismes traditionnels de résolution des conflits ;
- Promouvoir les valeurs traditionnelles africaines par la protection de l'héritage culturel africain à travers la production artistique ;
- Favoriser les synergies, les liens et les bonnes relations entre partenaires ;
- Développer les partenariats stratégiques afin de trouver des sources de financement durables et de renforcer les avantages comparatifs de l'Institut ;
- Améliorer et développer la coordination et la coopération avec les communautés économiques régionales.

>> AGENDA DE L'ATELIER

JEUDI, 04 FEVRIER 2016

HEURES	ACTIVITES	RESPONSABLES	DUREE
07:30 - 08:30	Accueil des participants et petit déjeuner	TERAL	1h
08:30 - 08:40	Allocution d'ouverture et mot de bienvenue de M. Doudou DIA, Directeur Exécutif du Goree Institute	Président de Séance, S.E. Ambassadeur Saidou Nourou BA	10min
08:40 - 08:50	Presentation des participants	Président de Séance, S.E. Ambassadeur Saidou Nourou BA	10min
08:50 - 09:00	Agenda de l'atelier	Président de Séance, S.E. Ambassadeur Saidou Nourou BA	10min
09:00 - 09:20	Rappel des attentes & Objectifs de l'atelier	Président de Séance, S.E. Ambassadeur Saidou Nourou BA	20min
09:20 - 09:30	Photo de groupe	Communication	10min
09:30 - 11:00	Séance plénière 01: Présentations des cas du Burkina, de Côte d'Ivoire et de la Guinée, suivies de discussions	Intervenants : - Burkina- Dr SAWADOGO Poussi, Enseignant-chercheur, Université Libre du Burkina, Conseiller des Affaires Étrangères au Ministère des Affaires Étrangères, République du Burkina Faso ; - Côte d'Ivoire- Pr BOA Thiémélé Léon Ramsès, Professeur titulaire de Philosophie à l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan, Côte d'Ivoire ; Pr ABOA Abia Alain Laurent, Enseignant-chercheur à l'Institut de Linguistique Appliquée (Université de Cocody-Abidjan) ; - Guinée- Dr BARRY Alpha Amadou Bano, Recteur de l'Université Winfrey Oprah de Guinée Modérateur : S.E. Ambassadeur Saidou Nourou	1h30min
11:00 - 11:20	Pause-café	TERAL	20min
11:20 - 13:00	Discussion thématique 01 : « les jeunes et les mouvements confessionnels radicaux en Afrique de l'ouest » : introduction et échanges d'informations sur les expériences nationales et sous-régionales	Facilitateur : Dr SAMBE Bakary, Université Gaston Berger de Saint-Louis (UGB), Sénégal	1h40min
13:00 - 14:00	Pause-déjeuner	TERAL	1h

14:00 - 15:45	Session de brainstorming 01 : a) quelles solutions et alternatives faut-il préconiser face aux risques et défis liés à la radicalisation des jeunes dans les pays étudiés ? ; b) quelles stratégies et actions concrètes faut-il mener en vue de l'éradication du phénomène de la radicalisation des jeunes en Afrique de l'Ouest ? c) quelles perspectives & points de synergie des OSC pour une prévention efficace de l'extrémisme violent à l'échelle communautaire, nationale et sous-régionale ?	Facilitateur : Dr SAMBE Bakary, Université Gaston Berger de Saint-Louis (UGB), Sénégal	1h45min
15:45 - 16:00	Pause-café	TERAL	15min
16:00 - 16:15	Synthèse & Conclusion partielle	Facilitateur : Dr SAMBE Bakary, Université Gaston Berger de Saint-Louis (UGB), Sénégal	15min
16:15 - 16:25	Évaluation de la 1ère journée	Facilitateur : Dr SAMBE Bakary, Université Gaston Berger de Saint-Louis (UGB), Sénégal	10min
VENDREDI, 05 FEVRIER 2016			
08 :00 - 08 :10	Récapitulatif du Jour 1 et introduction des travaux du Jour 2	Facilitateur : Dr SAMBE Bakary, Université Gaston Berger de Saint-Louis (UGB), Sénégal	10min
08:10 - 10:55	Séance plénière 02: a) Présentations des cas du Mali, du Niger et du Sénégal, suivies discussions b) Présentation sur la « radicalisation religieuse en Afrique de l'Ouest: risques, défis et alternatives »	Intervenants : - Mali - Dr DICKO Bréma Ely, Enseignant-chercheur, en sociologie et anthropologie, Université des Sciences Humaines Bamako (Mali) ; M. BONCANA Hafizou, Enseignant-chercheur à l'Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako (Mali) - Niger- Mme HAINIKOYE Aminatou DAOUDA, Chercheure sur les questions de Genre, Islam et Paix au LASDEL, Niger - Sénégal- Dr SAMBE Bakary, Université Gaston Berger de Saint-Louis (UGB), Sénégal - Sous-régional : Pr KEBE Abdoul Aziz, Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), Sénégal Modérateur : Pr BOA Thiémélé Léon Ramsès, Professeur titulaire de Philosophie à l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan, Côte d'Ivoire	2h45min
10 :55 - 11:10	Pause-café	TERAL	15min

11:10 - 12:40	Discussion thématique 02 : « les femmes et l'instrumentalisation de la religion en Afrique de l'ouest » : introduction et échanges d'informations sur les expériences nationales et sous-régionales	Facilitateur : Dr SAMBE Bakary, Université Gaston Berger de Saint-Louis (UGB), Sénégal	1h30min
12:40 - 14:00	Session de brainstorming 02 : a) comment résoudre le problème de l'ineffectivité des principes de la laïcité, et faire respecter les droits de la femme en Afrique de l'ouest ? ; b) quelles solutions et alternatives faut-il préconiser face aux défis liés à la promotion de l'égalité femme/homme dans les pays étudiés ? c) quelles perspectives & points de synergie des OSC pour une prévention efficace de la violence religieuse basée sur le genre à l'échelle communautaire, nationale et sous-régionale ?	Facilitateur : Dr SAMBE Bakary, Université Gaston Berger de Saint-Louis (UGB), Sénégal	1h20min
14:00 - 15:00	Pause-déjeuner	TERAL	1h
15:00 - 15 :25	Synthèse & Conclusion partielle	Facilitateur : Dr SAMBE Bakary, Université Gaston Berger de Saint-Louis (UGB), Sénégal	25min
15:25 - 16:00	Évaluation générale de l'atelier, synthèse des travaux J1 & J2, plan d'action	Facilitateur : Dr SAMBE Bakary, Université Gaston Berger de Saint-Louis (UGB), Sénégal	35min
16:00 - 16:30	Collation	TERAL	30min

>> ALLOCUTIONS



1. Résumé du discours d'ouverture : M. Doudou DIA Directeur Exécutif du Goree Institute

Dans son allocution, Monsieur Doudou DIA, Directeur Exécutif du Goree Institute, a exprimé tout d'abord sa gratitude à l'État du Sénégal à travers le Ministère des Affaires Étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, de Me Augustin Senghor, Maire de la ville de Gorée, au Conseil Municipal de la Commune de Gorée, à l'Agence Suédoise de Coopération Internationale pour le Développement et à l'ensemble des personnes ressources ayant contribué à l'atelier. Il a ensuite situé le contexte dans lequel se tient l'atelier en s'appuyant sur l'actualité et les informations préoccupantes au sujet de la situation d'insécurité et d'instabilité qui prévaut dans la sous région ouest africaine. Il souligne aussi l'imbrication complexe entre les divers problèmes et défis auxquels les pays de la sous-région font face.

Pour M. DIA, la mosaïque de phénomènes dangereux tels que l'extrémisme religieux qui prédispose à l'usage de la violence et la violation des droits humains doit être combattu au même titre que la pauvreté, l'exclusion sociale, le chômage et l'oisiveté des jeunes, et tous les autres facteurs de paupérisation des populations à la base. D'où l'importance de cet atelier qui est principalement motivé par la volonté du Goree Institute de faciliter le dialogue inclusif et la concertation entre les parties prenantes dans la lutte contre le phénomène de la radicalisation religieuse qui ne cesse de s'amplifier aux niveaux des pays de la sous-région, notamment dans la zone du sahel.

2. Résumé de l'allocution de bienvenue : Me Augustin SENGHOR, Maire de la Commune de Gorée

Dans son discours d'ouverture, Me Augustin Senghor a d'abord salué au nom du Conseil Municipal de la Commune de Gorée les participants à l'atelier tout en rendant hommage au Directeur Exécutif du Goree Institute et à ses collaborateurs pour avoir choisi l'île de Gorée pour abriter cette rencontre de haut niveau. Pour lui, « le lieu ne pouvait être mieux choisi pour discuter de la stratégie de lutte contre le radicalisme religieux, puisque l'île de Gorée a vécu, par le passé, une violence humaine inouïe ». Il ajoute que cette histoire teintée d'oppression raciale doit « nous amener à tout faire pour ne pas tomber dans une situation pire que l'époque coloniale et la traite négrière ». Il a par la suite souligné la pertinence du thème de l'atelier qui sert de prétexte pour « examiner les germes qui poussent certaines personnes à se mettre en marge de leur communauté, de leur société pour être des instruments de ces attaques meurtrières ».

En définitive, Me Senghor a invité les experts et les participants à avoir une discussion à bâtons rompus permettant, sinon de régler la question, au moins d'ébaucher des pistes de solution « à ce problème de la violence qui s'est d'abord posé au Moyen Orient, en Amérique du Nord et en Europe avant de constituer aujourd'hui une menace forte et un défi majeur pour l'Afrique de l'Ouest ». « C'est à cela que nous invitons, nous autres profanes, les experts réunis à cette conférence », a insisté Me Senghor, qui a déclaré l'atelier officiellement ouvert.

A la suite de l'ouverture officielle, les travaux de la première journée se sont déroulés dans une atmosphère amicale et professionnelle, sous la présidence de son Excellence l'Ambassadeur Saidou Nourou BA, membre du Conseil d'Administration du Goree Institute.

3. Allocution de Monsieur Ibrahima CISSE, représentant le Ministre des Affaires étrangères et des sénégalais de l'Extérieur, S.E. Monsieur Mankeur NDIAYE

Monsieur le Maire de Gorée,

Excellence Monsieur l'Ambassadeur,

Monsieur le Directeur exécutif de Goree Institute,

Mesdames et Messieurs, en vos noms, qualité et fonctions,

Je me réjouis de prendre part à cette importante rencontre au titre de la représentation du **Ministre des Affaires étrangères et des sénégalais de l'Extérieur, S.E. Monsieur Mankeur NDIAYE**.

Permettez-moi de vous transmettre ses chaleureuses félicitations pour la tenue de cet atelier ainsi que ses vœux ardents de succès.

Se pencher sur le radicalisme religieux et les menaces sécuritaires en Afrique de l'Ouest, nous donne une nouvelle occasion d'analyser, à travers une perspective sous régionale, les principaux enjeux et défis sécuritaires liés à la radicalisation religieuse et d'identifier les facteurs institutionnels et sociaux qui favorisent l'émergence des groupes extrémistes ou « terroristes ».

Je voudrais ainsi saluer l'initiative de la tenue de cette rencontre qui s'inscrit en droite ligne du 2e Forum sur la Paix et la Sécurité en Afrique, tenu, à Dakar, les 09 et 10 novembre 2015.

Mesdames et Messieurs,

L'esprit qui a guidé une telle initiative réside assurément dans l'opportunité de pouvoir réunir à la fois les décideurs politiques, les experts, les membres de la société civile, les Think Tanks et le milieu académique pour échanger en toute liberté sur la douloureuse question du radicalisme religieux en Afrique de l'Ouest sujet qui nous interpelle tous.

Cette démarche dictée par la nécessité d'approfondir une thématique particulière, le radicalisme religieux, localisé dans ses manifestations et ses conséquences, dans un espace déterminé qui est l'Afrique de l'ouest ; cette démarche donc disais-je, nous permettra de mieux appréhender le caractère global du terrorisme et l'engagement actif de la Communauté internationale à le combattre.

Il apparaît dès lors qu'à la lumière de ces considérations que cet atelier contribuera à l'émergence d'une pensée stratégique africaine susceptible d'enrichir l'action des dirigeants et des institutions africaines.

Les éminentes personnalités qui vont nous entretenir des problématiques aussi prégnantes que concrètes ne manqueront pas de nous rappeler combien il est important, par ces temps de grands défis globaux, d'acquérir une culture d'anticipation et de stratégie partagée dans le domaine sécuritaire ; combien il est vital d'avoir un cadre d'échanges privilégié sur les bonnes pratiques et les expériences aptes à créer un enrichissement mutuel face aux menaces multiformes.

Mesdames, Messieurs

Le terrorisme dans ses différentes manifestations et conséquences interpelle toute la communauté internationale et la conscience collective. Il nous oblige à agir en informant et sensibilisant, en éduquant et formant, surtout sur le respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme.

C'est pourquoi, il me plaît de réitérer notre soutien à l'initiative de Goree Institute et de formuler le vœu qu'elle sert d'exemple.

Je vous remercie de votre attention.

>> RÉSUMÉ DES TRAVAUX

A/ État de la montée de la radicalisation religieuse en Afrique de l'ouest

L'insécurité est devenue une question transfrontalière en n'épargnant aucun pays de la sous-région ouest-africaine. De plus, les groupes terroristes sont plus que jamais liés et leurs actions ne sont plus confinées dans des espaces définis. Ils ont adopté des modes d'opération épousant les nouveaux contours géopolitiques et profitant de l'extrême porosité des frontières.

Une telle configuration, défiant les principes mêmes de souveraineté expose encore plus cette partie de l'Afrique. La menace terroriste n'a jamais été autant inquiétante. Au même moment, l'extrémisme religieux gagne du terrain dans toute la sous-région même dans les pays qui, jusqu'ici, semblaient être épargnés.

Les attaques terroristes de Bamako, en fin novembre 2015, à l'hôtel Radisson Blu, qui ont fait 22 morts et revendiquées par le groupe Al-Mourabitoune suivies par celle du 15 janvier 2016 à Ouagadougou faisant 30 victimes illustrent bien cette insécurité grandissante. Elles révèlent en même temps, la multiplicité des groupes armés et terroristes, résultant d'un radicalisme poussé et qui a pu prendre racine dans la sous-région. Désormais la sous-région fait face à la réalité de l'extrémisme violent dû, pour certains cas, à l'embrigadement de la jeunesse par le biais d'idéologies radicales.

Conscient d'une telle situation s'aggravant de jour en jour, l'Goree Institute a pris l'initiative de mener une réflexion sur : « Le radicalisme religieux et les menaces sécuritaires en Afrique de l'ouest : perspectives nationales et régionales ».

Cette activité, posant le **premier jalon d'une initiative sous-régionale devant mobiliser des experts de haut niveau**, des décideurs et différentes couches de la société civile, s'est déroulée sous la forme d'un séminaire alliant approches théoriques et formulation de recommandations opérationnelles selon une méthodologie inclusive.

Durant les deux jours qu'a duré l'atelier, conformément à l'approche régionale adoptée dans les termes de références, l'accent a été mis sur la région ouest-africaine en général et particulièrement sur six pays présentant une certaine pertinence que sont : le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, le Niger et le Sénégal.

Dans les différentes présentations et ateliers thématiques, les questions sécuritaires majeures notamment terroristes ont été passées en revue en lien avec la problématique du radicalisme religieux comme source ou facteur déterminant. Une telle question dépassant largement aujourd'hui le seul cadre de l'action étatique, il a été adopté, dès le début, une méthodologie prenant en compte le rôle des différents acteurs dans la prévention comme dans la lutte contre un phénomène aussi complexe.

Le constat très vite admis, lors de l'atelier, a été **que les stratégies publiques classiques de règlement de cette question terroriste ont montré leur limite**. D'autant plus que les options strictement sécuritaires n'ont, à ce jour, produit de résultats satisfaisant. Du moins elles n'ont pas réussi à endiguer le phénomène de l'extrémisme violent qui prend de l'ampleur dans la sous-région ouest-africaine. Dans certains cas, les solutions militaires ont été contre productives avec les ratés des opérations de sécurisation et leur lot bavures occasionnant encore plus de frustration et de radicalisation.

Au-delà de la dimension religieuse du phénomène, l'autre constat largement partagé a été que le radicalisme trouvait aussi ses origines dans les dysfonctionnements de l'État et les incohérences des politiques publiques productrices de marginalisations et de frustrations.

C'est en ce sens que l'atelier a pu nettement ressortir le lien intrinsèque entre ce phénomène et les questions liés à la gouvernance.

Sur ce point précis, des observations pertinentes sont allées dans le sens **d'une relation évidente entre radicalisation et violation des droits économiques et sociaux**. Les populations des différents pays de la sous-région sont de plus en plus exposées et voient leurs droits et libertés parfois bafoués au nom de leur défense, ce qui complique plus encore leur condition d'existence avec des activités économiques réduites dans certains pays.

Une telle situation sévit actuellement au Niger notamment dans la région du Lac Tchad. La lutte contre Boko Haram a occasionné l'entrave des activités économiques telles que le commerce de denrées comme le poisson et le poivron. Cette activité représentait la principale source de revenus des femmes de Diffa au Niger mais aussi de Maidiguri et des îles du lac Tchad. De ce fait des franges entières de la population sont soumises aux aléas sécuritaires et à la morosité économique ambiante ; ce qui, en soi, constitue un facteur de risques d'enrôlement de nombreux jeunes dans les rangs de Boko Haram.

Cette dimension de la question a beaucoup influé sur l'orientation des débats qui a mis en évidence **la nécessité d'une prise en charge multidimensionnelle et interdisciplinaire de la problématique de la radicalisation**. Elle a, en plus, mis à nu les insuffisances de l'approche strictement sécuritaire poussant, du coup, à prendre en compte les aspects liés au développement mais aussi à l'importance des démarches inclusives.

Dans les différentes présentations, il est nettement apparu que, comme dans toutes les questions de gouvernance, l'inclusion des acteurs de la société civile participe d'une stratégie inclusive ayant le mérite de faire éviter les solutions plaquées que les populations, sur le terrain, auront du mal à s'approprier. C'est ainsi que l'implication de la société civile dans ses différentes composantes a été débattue de manière transversale aussi bien dans les actions en amont en termes de prévention que pour la définition des stratégies de lutte contre l'extrémisme violent qui gagne la sous-région.

Lors des différentes interventions et des débats suivant les exposés sur les six pays qui ont été étudiés (Burkina Faso, Cote d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger et au Sénégal), **des bonnes pratiques ont été partagées dans une démarche critique en confrontant diverses expériences dans l'approche du phénomène et de ses facteurs**. Cet exercice appliqué à des pratiques et hypothèses de travail a permis de revisiter et de reconsidérer des ébauches de solutions. Ainsi, les actions de plusieurs organisations à l'image du CORDAID (Catholic Organisation for Relief and Development AID) le GPPAC (Global Partnership for the Prevention of Armed Conflict) qui avaient organisé des rencontres ou menés sur la thématique ont été citées en exemple.

Après avoir fait l'état de la question et revisité les paradigmes théoriques à travers des présentations suivies de discussions, l'atelier organisé par Goree Institute a mis l'accent, dans une démarche d'opérationnalité, sur les causes de l'extrémisme de même que ses conséquences de l'extrémisme.

Ces réflexions menées en privilégiant l'approche régionale ont voulu partir de la réalité du terrain à travers des études de cas sur les six pays précités. Une telle démarche avait présenté l'avantage de pouvoir partir des réalités telles qu'analysées par des chercheurs originaires de ces pays pour aboutir à un large panorama des différents courants et tendances qui traversent la sous-région.

B/ Causes et facteurs multidimensionnels de l'extrémisme violent

Conçues selon les orientations et méthodologies définies par les termes de références de l'atelier, les communications ont porté sur les causes de ce phénomène qui sont parfois identiques dans certains pays et spécifiques dans d'autres.

A titre d'exemple, selon Dr Poussi Sawadogo, on peut noter, pour ce qui est du Burkina Faso, deux types de causes : les causes internes et les causes externes. Pour les causes internes Dr SAWADOGO a mis l'accent sur « la crise sociopolitique et la fragilité sécuritaire et le déficit de la gouvernance politique » qui trouvent leurs origines, entre autres, dans le départ mouvementé de l'ancien Président Blaise Compaoré. En effet, celui-ci avait installé le pays dans une instabilité politique chronique, avec la désorganisation de l'armée et des forces de sécurité.

Les autres causes évoquées dans cette étude basée sur des éléments factuels croisés avec une fine analyse du contexte sociopolitique des dix dernières années sont liées à des tentatives de coup d'État répétitives, l'absence d'un leadership politique « légitime » à la tête de l'État pour entreprendre des réformes. De même, l'environnement sécuritaire régional n'a pas été étranger avec les attentats dans les pays frontaliers, notamment le Mali, et la crise ivoirienne.

Ces événements qui ont fortement impacté le Burkina Faso, combinés à d'autres facteurs, ont fragilisé la situation sécuritaire du pays et permis l'émergence de groupes radicaux (comme les « pieds nus »¹) ou le contact des populations avec les groupes extrémistes environnants.

A côté de la crise sociopolitique qui a aussi affaibli le pays, il a été noté la manière dont « l'envoi de contingent à la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MUNISMA) » a surexposé le Burkina et en a fait une cible des groupes djihadistes. A l'image de tous les pays contributeurs de la MINUSMA, le Burkina Faso a été, ainsi, considéré comme un pays ennemi et naturellement exposé à des attaques et représailles. La dimension socio-économique de la radicalisation s'est, alors, imposée comme un dénominateur commun à tous les pays analysés.

En effet, le taux de chômage est très élevé au Burkina surtout au niveau des jeunes diplômés ou non. Cette pauvreté a été pour beaucoup dans les tentatives de rejoindre l'Europe en passant, le plus souvent, par la voie terrestre. Il a été noté que cette aventure concernant de plus en plus de jeunes ouest-africains les pousserait à rejoindre les groupes extrémistes menaçant, aujourd'hui la sécurité de tous les pays voisins.

Pour ce qui est de la **Côte d'Ivoire** « on ne peut pas réellement parler de radicalisme religieux, même si ce n'est pas à exclure » selon le professeur Boa Thiémélé Ramsès. Le professeur Thiémélé préfère parler, plutôt, de tentatives de radicalisme religieux se matérialisant par l'implantation progressive d'idéologies exogènes.

En effet la crise ivoirienne de 2002 a mis à jour beaucoup de problème et d'intolérance qui, selon l'analyste ivoirien, « n'existait pas durant les 33 années de règne du Président Félix Houphouët Boigny dont les divergences ethniques et religieuses ». Comme dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest, la pluralisation croissante du religieux interpelle les observateurs de la scène ivoirienne et, selon certains experts, augurent d'une montée du radicalisme religieux.

Cette pluralisation se caractérise par l'émergence de nouveaux groupes religieux, la démultiplication de l'offre religieuse à travers les églises de réveil et les courants évangélistes, l'éclatement des dénominations existantes et la fragmentation des acteurs. De ce fait, les signes d'émergence d'une radicalisation multiforme sont visibles dans ce pays même si elles ne sont pas encore très actives. Mais comme certains participants l'ont pointé du doigt, les risques d'affrontements entre extrémisme musulman et évangélisme conquérant sont bien réels sans que cela attire l'attention des autorités comme de de la communauté internationale.

C'est tout à fait le contraire de la Guinée selon le professeur Barry Alpha Amadou Bano, recteur de l'université Winfrey Oprah de Guinée qui en répondant à sa propre interrogation « quel est l'état de la

1 - Le Burkina Faso n'a jamais connu des conflits d'origine religieuse malgré l'établissement d'une des premières structures musulmanes radicales au Sahel appelée « pieds nus », fondée depuis 2008 à Bobo-Dioulasso par Cheikh Ibrahim Khalil Kanouté.

situation du radicalisme religieux, et en particulier celui en rapport avec l'Islam, en Guinée ? » affirme que « le radicalisme religieux est une réalité de la République de Guinée ». Ainsi le professeur Diallo explique que cette radicalisation a comme origine la migration des populations de l'Est vers le sud et de l'islamisation qui a accompagné ce mouvement. Cette islamisation a été accentuée, selon un long processus, par la formation des imams et prédicateurs dans les pays arabes.

Des organisations basées surtout dans les pays du Golfe octroient des appuis financiers importants surtout dans le cadre de la construction et d'entretiens de mosquées, des services sociaux de base. Un tel phénomène qui a pris son envol depuis que l'instauration des politiques d'ajustement structurel a affaibli l'État et largement affecté sa légitimité et sa marge de manœuvre. A coté de ce mouvement de populations et des conditions de l'islamisation qui s'en sont suivies, l'internet aussi joue un rôle dans cette radicalisation à travers « la paupérisation urbaine » et le déficit de cadres de socialisation en dehors des structures religieuses.

Ce fait qui concerne la plupart des pays de la sous-région s'est surtout expliqué par le paradoxe entre les archaïsmes caractérisant le discours de l'islam traditionnel et la demande pressante de religiosité des jeunes de plus en plus attirés par les outils modernes de la prédication salafiste mondialisée.

Sous certains aspects, la situation de la Guinée est un peu comparable à celle du Mali. La marginalisation de certaines régions, et surtout du celles Nord, a fait émerger des mouvements qui se sont substitués à l'État pour ce qui est des services sociaux de base. L'analyse qui a été faite de cette situation a abouti au constat selon lequel, le Nord du Mali était presque laissé à lui-même pendant des décennies. Au cours de ces dernières années, les populations ont été prises en charge par le système de coopération informelle développée par les pays arabes à partir des années 70.

Aidés par des relais locaux à travers des ONG et autres organisations qui ont implanté des écoles et construis des hôpitaux ce système alliant prédication et travail social s'est développé en marge de l'action étatique au point de trouver un ancrage social qui a fait le succès des mouvances salafistes et wahhabites. Pour les Dr Hafizou Boncana enseignant à la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques et BREMA Ely Dicko du département de Sociologie de l'université de Bamako, il y a eu d'autres causes dont, notamment, le chômage endémique de jeunes et perte de repères.

Le voisinage avec l'Algérie et la présence depuis 1990 de groupes armés étrangers (GSPC algérien, DAWA), la convoitise des ressources minières (pétrole, phosphate, uranium, manganèse, gaz, bauxite, etc.) ainsi que la faiblesse de l'État (perte de l'autorité, faiblesse de contrôle sur les régions du nord ont été à l'origine de la perte de contrôle ayant abouti à une occupation djihadiste inédite en Afrique. La présentation concernant le Mali a permis de mettre en lumière les profondes causes imbriquées de l'extrémisme au Mali qui sont à la fois historiques, sociologiques et religieuses etc.

Selon Aminatou Daouda Hanikoye, on retrouve des causes similaires dans l'étude des facteurs du radicalisme qu'elle a consacrée au Niger, notamment, dans la région de Diffa. Dans cet espace vivant, avec les mêmes tensions dues à la présence de la secte Boko Haram dans tous les pays riverains du Lac Tchad, il s'est trouvé que les causes à l'origine de cet extrémisme sont entre autres socio-économiques. Ces facteurs se sont greffés à d'autres induits par le partage d'un vaste espace commercial et de la langue kanouri, marqué par un fort taux d'analphabétisme, d'exode rural vers le nord du Nigéria. Il s'y ajoute les contrecoups de l'absence de l'État surtout par le déficit criant en infrastructures et services sociaux de base.

Cette étude spécifique de la région de Diffa montre que les causes de radicalisation sont surtout économiques et politiques et que le facteur religieux est très souvent instrumentalisé dans une logique de manipulation de symboles et pour donner un sens à des combats aux motivations diverses. Le cas nigérien a pu faire ressortir la nécessité de l'approche régionale du phénomène de la radicalisation et de l'extrémisme violent. Les exactions de Boko Haram qui ont transformé tous les pays du Bassin du Lac Tchad en zone de repli stratégique ou des théâtres sporadiques d'opération en est une parfaite illustration.

Au Sénégal on ne peut plus nier l'existence de cette radicalisation même si jusqu'à présent aucun attentat n'est perpétré sur le territoire sénégalais. Une présentation des facteurs de radicalisation dans ce pays avait été faite par Dr. Docteur Bakary Sambe, directeur de Timbuktu Institute-African Center for Peace Studies de Dakar.

Comme la plupart des pays de la sous-région la population juvénile sénégalaise est confrontée au chômage, à la précarité qui est une des causes de l'émigration qui, dans certains cas, a fini en Libye. Le noyau de djihadistes sénégalais signalés dans la région de Syrte est une preuve que plus aucun pays de la sous-région n'est à l'abri du phénomène djihadiste.

Pour le directeur de l'Observatoire des radicalismes et conflits religieux en Afrique (ORCRA), par ailleurs facilitateur des travaux du séminaire, le Sénégal n'est pas à l'abri des influences idéologiques qui ont abouti ailleurs à une radicalisation violente. Au moment où les risques ne peuvent plus se mesurer à partir des seuls facteurs internes, il faudrait, selon Sambé, prendre en compte l'environnement sécuritaire sous-régional dans sa globalité.

La porosité des frontières combinée au décloisonnement et la réduction des espaces par les moyens modernes de communication induit d'autres réalités nouvelles qui rendent complexes l'étude de la radicalisation dans ce pays longtemps considéré comme « un îlot de stabilité dans un océan d'instabilité ».

De plus en plus, l'internet joue un rôle important dans cette radicalisation qui peut être motivée au début par la recherche de modes de religiosité alternatives au discours traditionnel. A l'intérieur du pays, surtout dans les régions périphériques éloignées de la capitale, les organisations islamiques s'investissent beaucoup dans le social et interviennent dans les circuits économiques par le financement de certains projets véhiculant leurs idéologies.

On peut noter l'exemple de certains villages de la région de Kolda et de Tambacounda. La première est investie par des groupes chiites dont les activités débordent jusqu'à Bignona tandis la seconde, frontalière du Mali est sous influence de groupes salafistes et wahhabites.

La récente vague d'arrestations d'imams présumés en connivence avec des groupes terroristes notamment Boko Haram a remis à l'ordre du jour la viabilité du modèle religieux sénégalais, incarné par les confréries soufies, longtemps considéré comme un rempart contre l'extrémisme violent. Elle a mis à nu comment un islam local à l'heure des appartenances mondialisées est traversé par les courants les plus contradictoires au moment où se multiplient les inquiétudes quant au risque réel d'attentats.

Les causes de l'extrémisme sont nombreuses et variées. Elles présentent des similitudes dans certains pays de l'Afrique comme la mal gouvernance, des politiques publiques inadaptées voire inexistantes, des régions reculées avec des populations paupérisées, parfois abandonnées à elles-mêmes etc.

Le facteur religieux est aussi omniprésent avec la faculté de catalyser différentes contestations qui trouvent en lui une forme de refuge et de fabrique de sens ambivalent. Mais ce qu'il faudra surtout noter c'est que le radicalisme est devenu une sorte d'idéologie de contestation de l'establishment politique et d'un modèle économique ultralibéral dominant, suite à la disparition des partis de gauche qui se formaient surtout dans le milieu scolaire et universitaire. La paupérisation et la marginalisation économique souvent évoquées comme principale du phénomène ne reflètent pas toute la réalité l'entourant.

La question éducative, aussi, se trouve au cœur de problématique avec la dualité des systèmes éducatifs dans la plupart des pays de la région à majorité musulmane. Cette dualité à l'origine d'un choc des modèles religieux source de tensions dans la plupart des pays de la sous-région et de la contestation de l'État de la part des acteurs religieux a des conséquences immédiates sur la consolidation de la paix.

C/ Enjeux politico-sécuritaires du radicalisme religieux en Afrique de l'Ouest

L'Afrique de l'Ouest connaissait déjà des problèmes et troubles liés aux mutations politiques et processus démocratiques en cours. Le radicalisme religieux souvent accompagné par des attaques terroristes menacent voire compromettent ce processus de démocratisation. L'exemple du Burkina Faso est très illustratif avec les attaques terroristes au lendemain de l'élection présidentielle dont le déroulement avait été salué par toute la communauté internationale.

Ces élections mettaient fin au régime de transition et devaient inaugurer une période d'accalmie propice au développement économique et à la stabilité qui lui est préalable. C'est-à-dire que la question du radicalisme avant d'être un problème sécuritaire est d'abord liée à la gouvernance. La radicalisation, pouvant aboutir à des attaques terroristes, pose une réelle question de développement économique car elle compromet la stabilité politico-sociale sans laquelle aucune avancée n'est possible. Ses conséquences affectent déjà l'activité économique en ralentissant des secteurs entiers tels que le tourisme.

Les régions du Nord Nigeria et celles du pourtour du Lac Tchad en font déjà fait les frais. On note depuis quelques mois une situation inquiétante au Niger comme au Nigeria voisin avec une quasi-faillite du tissu économique. Une telle situation se répercute au plan socio-économique sur l'emploi avec des milliers de jeunes désœuvrés se tournant vers les mouvements.

L'exemple de Diffa dans le sud du Niger est assez éloquent dans ce sens où « toutes les activités sont menacées pour couper les ressources au groupe islamique Nigériane « Boko Haram ». A côté des conséquences économiques et des déplacements de populations, on peut noter les cas des camps de réfugiés causant parfois des crises humanitaires.

Les conséquences sont d'ordre politique avec des menaces sur la démocratie des pays de la sous-région, des menaces économiques et sociales qui ont souvent des conséquences sur les libertés publiques et les droits de l'homme. « La question terroriste est souvent source des violations des droits de l'homme, et il faudra que ça s'arrête » soutient Alioune Tine, le directeur régional d'Amnesty International.

Certains gouvernants profitent souvent de la lutte contre le terrorisme pour prendre des mesures liberticides au point d'aboutir à une violation des droits de certaines populations, ethnies et groupes particuliers au nom de la lutte contre le terrorisme. Du coup les conséquences sont nombreuses et les luttes contre le phénomène terroriste sont parfois même source de frustrations récupérables par les mouvements djihadistes.

Le cas malien présente l'intérêt de constituer un risque pour tous ses pays voisins. Dans ce pays, le front du djihadisme se déplace et se consolide dans et à partir du centre avec des attaques récurrentes touchant les localités de Nampala, Ténenkou, Boulkessi, Diogofri et Dioura. En août 2015 dans un attentat dont le modus operandi ressemble fort bien à celui de Bamako, c'est l'Hôtel Byblos de Sévaré qui sera pris pour cible lors d'une attaque coûtant la vie à, au moins, quatre employés d'une société sous-traitante de la MINUSMA.

Ces récents développements marquent un tournant décisif sur l'existence d'un double front djihadiste au Mali : le Nord comme zone charnière facilitant la jonction avec les autres groupes terroristes de l'espace sahélo-saharien, et le nouveau creuset dans le centre dont le djihadisme se nourrit symboliquement d'un imaginaire et d'une historicité faisant sens chez les jeunes cibles des recruteurs.

La situation malienne a été l'occasion d'un vif échange qui a permis de faire un diagnostic sans complaisance du phénomène de radicalisation dans ce pays, au regard de son rapport avec la sécurité de toute la sous-région.

Beaucoup ont évoqué un élargissement du théâtre d'opération dans le Centre et le Sud qui risque de devenir le nouveau casse-tête stratégique de la communauté internationale qui a beaucoup de mal à stabiliser le Nord et qui se retrouve piégé dans un inévitable interventionnisme aux lourdes conséquences politiques. Ce, au moment où les critiques fusent de partout contre la MINUSMA qui, pourtant, a fait des avancées considérables dans le travail de stabilisation. Mais de telles attaques verbales sont parfois amplifiées par un discours populiste de la part d'une classe politique, elle aussi, responsable de la situation présente. Pendant ce temps, les différents courants islamiques se prêtent à un jeu de surenchère dangereuse, par sermons et mosquées interposés, rivalisant, de plus en plus, sur le terrain glissant d'un radicalisme religieux par réaction plus que jamais accentué.

Les dernières attaques en Côte d'Ivoire et avant elles les attentats de Ouagadougou ont signé la fin des exceptions en Afrique de l'Ouest pour ce qui est des menaces sécuritaires en lien avec la montée du radicalisme religieux.

Ces récentes attaques ont introduit un fait nouveau venu complexifier, davantage, l'analyse des risques : ces derniers ne peuvent plus être évalués selon des critères strictement internes. Le risque est devenu transnational et peut venir de l'extérieur même en l'absence de relais idéologiques internes organisés.



De ce fait, comme l'ont démontré les différentes interventions lors du séminaire, l'approche régionale que l'Goree Institute a voulu privilégier, s'impose comme une nécessité mais aussi la coordination des efforts nationaux, sous-régionaux et internationaux.

C'est dans ce sens que les partenaires internationaux doivent aussi veiller à une meilleure coordination de leurs stratégies et initiatives en direction des pays de cette région et, surtout, d'y associer la société civile depuis la conception jusqu'à la mise en œuvre, afin d'éviter le hiatus habituel entre plans « top-down » et perception locale des acteurs destinataires.

D/ Perspectives, domaines de synergie et de complémentarité des OSC

Le radicalisme religieux est une réalité en Afrique de l'ouest et constitue une menace réelle pour la sécurité humaine et le processus démocratique. Les récentes attaques terroristes dans les capitales du Mali et du Burkina Faso sont des preuves qu'aucun pays n'est à l'abri. C'est une question qui dépasse de nos jours les gouvernants et nécessitent l'implication de toutes les forces vives ouest-africaines, notamment la société civile et les organisations féminines.

Les ripostes armées ont démontré leur limite, donc il faudra passer à d'autres mécanismes pour éradiquer le phénomène. L'atelier a montré l'importance de la question qui est plus qu'inquiétante pour notre monde et nécessite de l'engagement de tous.

Pour cela, l'initiative prise par Goree Institut a été saluée dans les remarques conclusives et des appels ont été lancés pour que les États de la sous-région puissent s'approprier les résultats des discussions. Il a été vivement rappelé que les États et leurs partenaires devraient se servir de relais enracinés sur le terrain, car la société civile, les chercheurs, les instituts de recherche sur les questions de sécurité peuvent constituer des canaux d'alerte et de sensibilisation sur la radicalisation.

Le radicalisme religieux gagne du terrain sur le continent africain sous plusieurs formes, alors qu'on est resté longtemps enfermé dans de vieilles grilles d'analyse rarement renouvelées sur un « islam africain » qui serait naturellement et durablement pacifique. Jusqu'à récemment, les études sur l'islam africain n'ont pas beaucoup intégré ni le caractère transnational des acteurs, ni la mondialisation progressive du croire qui n'a pas épargné le continent et la région sahélienne.

Suite à l'émergence d'une élite arabophone (Niger, Mali, Sénégal, Tchad, Nigeria, etc.) issue des universités arabes et/ou islamiques contestant l'hégémonie des cadres francophones désignés comme responsables de la faillite des pays depuis l'indépendance, s'installe le mythe de la « conscience islamique » traversant toutes les sphères y compris confrériques.

Ce mythe s'est érigé en un véritable courant politique captant les idéologies exogènes : salafisme, wahhabisme, chiisme balbutiant, voire djihadisme par concours de circonstances comme au Mali.

S'y ajoute que les déçus du courant confrérique traditionnel d'obédience soufie, trop marqué par ses accointances répétitives avec le pouvoir politique, conformément à l'héritage colonial, se dirigent, de plus en plus, vers un islam dit « rationalisé » recrutant de plus en plus dans l'élite intellectuelle même dite « occidentalisée ».

Cette situation aurait conduit, paradoxalement, ces dernières années à une « élitisation » de l'extrémisme, vers une sorte d'islam des « ingénieurs » comme en Algérie, Tunisie et récemment au Maroc ou au Moyen-Orient (Frères Musulmans en Égypte, Hamas palestinien). Ce courant transversal, à travers tous les pays du Sahel, est manifestement sensible aux revendications de l'islamisme mondialisé (cause palestinienne, anti-américanisme, anti-occidentalisme etc.). Cette nouvelle frange radicalisée est largement renforcée par les laissés pour compte des systèmes sociaux et économiques, habités par une misère sociale et exposés aux rudes conséquences de la crise socio-économique aggravée par le fossé grandissant entre classes dirigeantes et populations paupérisées. Ensemble, ces deux catégories constituent un relais sociologique et idéologique de groupes comme AQMI et Almourabitoune.

De tels relais existent dans les milieux associatifs islamiques ; mouvements radicaux ou évangéliques (nouvelles églises et charités) sans surveillance particulière (Mali, Sénégal) et dont les activités se déploient dans le domaine social et éducatif.

A ce jour, de nombreux pays de la sous-région souffrent toujours d'une dualité du système éducatif avec l'école « officielle » francophone et la multiplication d'écoles « arabes » ou « coraniques ». Cela représente un grand danger pour ce qui est de la cohésion nationale dans le processus de la construction et de consolidation de l'État dans la région. Le phénomène Boko Haram en est une illustration pour ce qui est du cas du Nigeria.

Les États sahéliens ne semblent pas saisir les enjeux d'une telle dynamique et n'ont jamais intégré cette dimension du religieux dans le cadre global d'une politique de sécurité. De temps à autre, ce sont les puissances occidentales alliées qui tirent la sonnette d'alarme.

Les experts sont, aujourd'hui, nombreux qui attirent l'attention sur le danger d'un système éducatif dual avec un enseignement institutionnel géré par l'État et un autre parallèle qui lui échappe et qui s'ouvre aux influences saoudiennes, iraniennes et récemment turques sans parler des églises évangélistes développant des secteurs parallèles à l'action étatique.

Cet état de fait est non seulement source de troubles à moyen terme mais d'une fracture sociale (heurts interconfessionnels) donnant lieu à des États-nations sans ciment national. Dans les prochaines années, il est à craindre que le choc des extrêmes (Islamisme radical et christianisme évangélique) devienne source de tensions ethnico-religieuses notamment en Côte d'Ivoire, au Nigeria, au Cameroun et dans une moindre mesure au Sénégal. Ces réseaux de solidarité confessionnelle se substituant aux États dans le travail social ne sont pas toujours sans lien avec des phénomènes mafieux allant du blanchiment d'argent au narcotrafic.

Les partenaires bilatéraux et internationaux des pays de la sous-région devraient intégrer cet aspect dans le renforcement de la stabilité et l'accompagnement des États ouest-africains en agissant sur les orientations éducatives, les programmes favorisant une plus forte inclusion des laissés pour compte pour éviter un plus grand émiettement des structures sociales.

Au regard de son enjeu et de sa corrélation avec l'expansion des idéologies djihadistes ou violentes, la question éducative mérite un interventionnisme onusien en faisant de la prévention par la socialisation le socle de la lutte contre les radicalismes religieux dans les décennies à venir.

La lutte contre le terrorisme, en amont, par une politique de prévention par l'éducation, le renforcement des capacités, la résorption des inégalités et la promotion d'espaces de socialisation alternatifs au tout-religieux et aux surenchères ethnico-confessionnelles paraîtrait plus efficace que les formes de guerres asymétriques qui, généralement, surviennent bien après que les groupes terroristes se redéplient dans de nouvelles zones de non-droit pour menacer à nouveau des États fragilisés.

Recommandations d'action

Ces recommandations condensées des différentes idées qui ont été émises lors de la session conclusive et à la fin des présentations visent à permettre aux acteurs non-gouvernementaux d'apporter leur contribution à la recherche de solutions pour éradiquer le phénomène de l'extrémisme violent. Elles s'inscrivent plus dans une démarche préventive ; le constat ayant été fait que les interventions militaires, loin de régler définitivement le problème de la radicalisation, étaient en elles-mêmes porteuses de germes de conflits ultérieurs.

Aux États :

- Formaliser les écoles coraniques et encadrer l'enseignement religieux ;
- Organiser des sessions de formation des imams et réglementer l'exercice d'une telle profession ;
- Sensibilisation des communautés sur la question de radicalisation religieuse ;
- Sécurisation et encadrement des pratiques religieuses des communautés ;
- Coopération en matière de renseignement afin de développer des stratégies concordantes en matière de prévention comme la lutte contre l'extrémisme violent ;
- La contribution des médias à l'instauration d'une culture de débat public, indispensable pour contrer les préjugés sur les religions et éviter les amalgames. Ils doivent œuvrer sans relâche à une culture de tolérance religieuse pour briser les préjugés et prôner la tolérance et le dialogue interreligieux ;
- Amélioration des cadres institutionnels et du fonctionnement de l'État pour mieux répondre aux besoins de la population afin d'éviter la radicalisation surtout parmi les jeunes ;
- Lutter contre les injustices sociales sous toutes leurs formes ;
- Assurer, de manière collaborative, un plus grand contrôle du financement des mouvements religieux et l'activité des ONG internationales ;
- Respect des droits fondamentaux dans la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme ;
- Mise en place des politiques publiques inclusives ;
- Implication des collectivités dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme ;
- Prise en compte des préoccupations légitimes des minorités ethniques et religieuses ;
- Implication des femmes et les organisations féminines dans la recherche de la solution concernant le radicalisme ;

- Un meilleur contrôle des ONG confessionnelles ou caritatives, la cartographie de leur domaine d'intervention et une rationalisation de la délivrance des agréments.

Aux Organisations de la Société Civile

- Mise en place d'une plate forme de la société civile sur la question de la radicalisation qui regroupera la société civile des pays de l'Afrique de l'ouest dans le but de mettre en place une stratégie globale ;
- Nécessité de renforcement de capacités sur la problématique de la radicalisation e de l'extrémisme violent pour les décideurs et les OSC.

Aux Organisations religieuses

- Travailler sur la question de l'interprétation des textes et leur impact sur l'évolution des sociétés ouest-africaines ;
- Poursuivre et encourager les activités de renforcement de capacités des imams et officiers de cultes ;
- Établissement d'un réseau d'experts sur la question de l'extrémisme violent ;
- Lutter contre les défaillances du leadership religieux et solutionner la crise du discours religieux traditionnel afin de mieux l'adapter aux besoins des jeunes attirés par le radicalisme ;
- Résorber les conflits dans les lieux de culte en termes d'Imamat et réglementation de la construction des lieux de culte.

Aux partenaires techniques et financiers

- Promouvoir la participation de la société civile et du secteur privé dans la lutte contre la radicalisation, ainsi que l'exploitation de leurs ressources et de leur expertise, afin d'accroître la résilience et les capacités internes aux pays destinataires des projets ;
- Encourager les échanges de meilleures pratiques et d'expériences en vue de l'élaboration de programmes de sortie de la radicalisation en coopération avec les États partenaires ;
- Promouvoir et appuyer des programmes de sensibilisation et de modules de formation sectoriels à destination des intervenants de première ligne ainsi que des administrations de la sous-région ;
- Faire participer les États et les organisations de la société civile dès les phases de conception des projets de prévention et de lutte contre l'extrémisme pour une meilleure appropriation par les populations ciblées ;
- Prendre en compte et valoriser les expertises endogènes dans les stratégies de lutte contre la radicalisation ;
- Impulser une dynamique collaborative impliquant la société civile et les organisations locales pour plus d'efficacité et de portée des actions menées sur le terrain ;
- Revoir les procédures et les critères d'éligibilité aux financements de projets locaux dans le cadre de la lutte contre la radicalisation ;
- Rationaliser les prises de position sur les conflits locaux et internationaux pour crédibiliser l'engagement aux côtés des pays et organismes partenaires notamment dans le domaine de la lutte contre le terrorisme.

>> LISTE DES PARTICIPANTS

Titre	Noms	Prénoms	Fonctions	E-mail	Tel.
S.E.M.	ZIDOUEMBA	Nongoma Bruno	Membre du Conseil Scientifique de l'Institut des Hautes Etudes Internationales (INHEI) du Burkina Faso ; Président du Groupe de contact du Réseau des Organisations de la Société Civile pour une Observation Citoyenne des Elections (RESOCEL)	bzidouemba@gmail.com	+226 76 57 77 21 +226 65 13 05 05
Mme	ZIDA/COULA	Bernadette	Présidente Nationale de la Marche Mondiale des Femmes du Burkina Faso (MMF/ANBF)	poulazida@yahoo.fr	+226 70 23 70 84
M.	KONE	Souleymane	Président du Cercle d'Etudes, de Recherche et de Formation Islamique (CERFI) du Burkina Faso	cerfiben@gmail.com; konesouley67@yahoo.fr	+226 78 88 77 01
M.	DOSSOU	Aristide Augustin	Coordinateur des Masters au Centre de Recherche et d'Action pour la Paix (CERAP) de Côte d'Ivoire	info@cerap-inades.org; servicecom@cerap-inades.org; aristide.dossou@cerap-inades.org	+225 22 40 47 20
Imam	DRAME	El Hadj Moussa	Conseil supérieur des Imams de Côte d'Ivoire (COSIM)	dramemoussa54@yahoo.fr	+225 07 93 01 58 +225 21 30 21 51
Dr	KOUAME	N'Guessan	Assistant de Programme au Programme National de Cohésion Sociale (PNCS) de Côte d'Ivoire	infos@pncs.ci; ngkouame@yahoo.fr; kouamenguessan@pncs.ci	+225 22 47 83 73
Dr	KOUASSI	Assanti Olivier	Administrateur du Réseau Ivoirien des Jeunes Leaders pour l'Intégrité (RIJLI)	kao_olivier@hotmail.fr; assantikouassi@gmail.com; secretariatdurijli@gmail.com;	+22508026238
Mme	KONE	AOUA CISSE	Chargée de Communication au Réseau Paix et Sécurité des Femmes dans l'Espace CEDEAO section Côte d'Ivoire (REPSFECO-CI)	gasdiallo14@gmail.com; repsfecoci@yahoo.fr; cma081@yahoo.fr	+225 40 16 23 69 +225 22 44 67 08 +225 05 92 12 96 +225 49 05 03 25
M.	DIALLO	Mamadou Lamine	Imam de la Mosquée de l'Université Gamal Abdel Nasser de Conakry; Directeur Général du Fonds National de la Zakat au Secrétariat Général des Affaires Religieuses;	eldmlamine@gmail.com	+224 628 72 40 89
Mme	CHERIF	Fatoumata	Présidente de l'ONG Femmes, Pouvoir et Développement- FEDEP	fatiiche@gmail.com; fatoumatacherif@ongfe-depguinee.com	+224 664 20 10 50 +224 654 20 10 50

Me	KEITA	Saran	Réseau Paix et Sécurité des Femmes dans l'Espace CEDEAO (REPSFECO) - section Mali	masarankd@yahoo.fr	+223 66 74 43 87
Gal	Coulibaly	Moussa Sinko	Directeur Général de l'Ecole de Maintien de la Paix «Alioune Blondin BEYE» (EMPABB) de Bamako	sect1-emp@empbama-ko.org; moussasinko@hotmail.com	+223 76 04 24 08
M.	BAH	Moussa Boubacar	Haut Conseil Islamique du Mali (HCIM)	hci.mali@yahoo.fr; hcim.media@gmail.com	+223 20 29 60 78 +223 20 72 28 10
M.	GARBA	Issa	Comité de Réflexion et d'Orientation Indépendant pour la Sauvegarde des acquis Démocratiques (CROISADE)	alidrissanani@yahoo.fr; ali.idrissa1@gmail.com	+227 94 95 59 93 +227 96 47 10 57
M.	LAOUAL	Sayabou	Le Réseau des ONG de Développement et des Associations de Droits de l'Homme et de Démocratie (RODADDHD) – Niger	rodaddhd@yahoo.fr; bizosky@yahoo.fr; laoual_sallaou@yahoo.fr	+227 96 96 34 58
M.	BAKO	Ali	Chercheur au Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local (LASDEL)	lasdel@lasdel.net; alibako@yahoo.fr ; alibako@lasdel.net; hajdagobi@yahoo.fr	+227 20 72 37 80
M.	KOUNTA	EL Hadji Mohamed	Représentant du Président du Conseil Supérieur Islamique du Sénégal (CSIS)	kounta76@yahoo.fr; csiahmediyane@yahoo.fr	+221 77 657 68 26 +221 77 554 67 91
M.	MBODJI	Aboubacry	Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO)	raddho@orange.sn; mbodjiaboubacry@gmail.com	+221 33 865 00 30
M.	SECK	EL Hadj Abdoulaye	Coordonnateur de Campagnes à Amnesty International Sénégal (AI Sénégal)	contact@amnesty.sn; abdoulaye.seck@amnesty.sn; seydi.gassama@amnesty.sn	+221 33 825 47 38 +221 77 374 48 60
M.	BADJI	Youssoupha	Chargé de Programmes, Mouvement contre les armes légères en Afrique de l'ouest (MALAO)	malaosenegal@yahoo.fr; honore_georges@hotmail.com	+ 221 33 864 65 48
M.	ASSANVO	William	Senior Researcher, Institut d'Études de Sécurité (ISS-Dakar)	dakar@issafrica.org; wassanvo@issafrica.org	+221 33 860 33 04 +221 33 860 42 48
M.	DIATTA	Paulin	Chargé de Programme « Alerte Précoce et Prévention des Conflits » du Réseau Ouest Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP) Sénégal	pdiatta@wanepsenegal.org; agomis@wanepsenegal.org; paulino900@yahoo.fr	+221 33 855 02 16 +221 77 551 14 20
S.E.M.	BA	Saidou Nourou	Membre du Conseil d'Administration du Goree Institute	saidnourba@yahoo.com	+221 77 450 40 83
Mme	HUIJGEN	Vivian	Premier Secrétaire aux Affaires Régionales et Sahel, Ambassade du Royaume des Pays-Bas	vivian.huijgen@minbuza.nl	+221 78 637 14 65

Dr	GUEYE	Moustapha	Enseignant-chercheur en Sciences de l'Information et de la Communication au Centre d'Etude des Sciences et Technique de l'Information (CESTI), Université Cheikh Anta DIOP (UCAD)	moutoufah@gmail.com	+221 77 368 03 53
M.	AKANA	Parfait D.	Program Manager, Research Programme Codesria (Council for the Development of Social Science Research in Africa)	parfait.akana@gmail.com	+221 33 825 98 22/23
Mme	KONATE	Maimouna	Chef de la Division des Affaires politiques et de la Coopération Internationale, Département des Affaires politiques Paix et Sécurité, Commission de la CEDEAO	mai.konate@gmail.com	
Dr	SAWADOGO	Poussi	Conseiller des Affaires Etrangères au Ministère des Affaires Etrangères, République du Burkina Faso ; Consultant en Accompagnement de Changement de Vie (Coach de Vie)	poussisaw2001@yahoo.fr; poussisaw2001@gmail.com	+226 78 81 45 56
Pr	BOA	Thiémélé Léon Ramsès	Professeur titulaire de Philosophie ; Université Félix Houphouët-Boigny Abidjan ; UFR Sciences de l'Homme et de la Société ; Département de Philosophie	boathie@yahoo.fr	+225 44 28 42 86
Pr	ABOA	Abia Alain Laurent	Enseignant-chercheur au département des Sciences du Langage et chercheur à l'Institut de Linguistique Appliquée (Université de Cocody-Abidjan)	aboaalainlaurent@yahoo.fr	+225 08 96 22 40 +225 02 01 16 16
Dr	BARRY	Alpha Amadou Bano	Recteur de l'Université Winfrey Oprah de Guinée ; Porteur du projet sur l'Observatoire (projet du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, MESRS) ;	barybano@hotmail.com; barybano@hotmail.com	+224 622 08 80 80
Dr	DICKO	Bréma Ely	Enseignant-chercheur, Assistant en sociologie et anthropologie, Université des Sciences Humaines Bamako (Mali)	bremaely@yahoo.fr	+223 76 19 69 99 +223 96 29 94 29
M.	BONCANA	Hafizou	Consultant indépendant et Enseignant-chercheur à l'Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako.	hafizou@hotmail.com	+223 76 19 76 77

Mme	HAINIKOYE	Aminatou DAOUDA	Chercheure sur les questions de Genre, Islam et Paix auprès du Laboratoire d'Analyses et de recherches en sciences sociales et le développement Local (LASDEL) au Niger sous financement de l'USAID.	amyhainikoye@gmail.com	+227 97 35 35 39
Pr	KEBE	Abdoul Aziz	Département Arabe de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), Sénégal	kaziza@gmail.com	+221 77 644 01 29
Dr	SAMBE	Bakary	Enseignant-chercheur, Université Gaston Berger de Saint-Louis (UGB), Sénégal	bakary.sambe@gmail.com ; bakary.sambe@ugb.edu.sn	+221 33 961 23 60 +221 77 897 12 42
Dr	GAYE	Abdoul Aziz	Chercheur assistant, Université Gaston Berger de Saint-Louis (UGB), Sénégal	bakary.sambe@gmail.com ; bakary.sambe@ugb.edu.sn	+221 33 961 23 60 +221 77 897 12 42



ANNEXES



Atelier sous-régional

**Thème : « Le radicalisme religieux
et les menaces sécuritaires
en Afrique de l'Ouest : perspectives
nationales et régionales »**

**Communication : « Radicalisation
religieuse en Afrique de l'Ouest :
risques, défis et alternatives »**

Pr Abdoul Azize KEBE

Centre de Recherche Islam Sociétés
et Mutations – ED. ETHOS-UCAD

Introduction

Aujourd'hui, l'Afrique de l'ouest est traversée par une peur partagée à la fois par les populations et les gouvernants envers les « suicide bombers », les raptés et kidnappings de ressortissants des pays Occidentaux ainsi que les conquêtes d'espaces « libérés » de la tutelle des autorités légitimes et légales. Toutes ces opérations sont le fait de groupes armés au nom de l'islam, groupes en rupture avec une vieille et longue tradition d'un islam pacifique, spirituel et solidaire.

Cette vague de violence qui se propage et se développe au nom de la religion musulmane affecte les sociétés dans leur stabilité et dans leur équilibre en perspective de leur développement et même de leur survie. Ce qui se présente comme un nœud de vipère pour les Etats, les acteurs sociaux non étatiques dont les religieux et aussi pour les Partenaires au développement.

Nous avons dit supra que l'islam en Afrique de l'Ouest s'est développé dans une tradition de pacifisme et de spiritualité solidaire à travers les confréries. L'on est alors dans le droit de se poser la question de savoir :

- les causes de cette radicalisation dans la sous-région,
- les défis auxquels elle expose nos sociétés et
- les possibles réponses à cela.

I. Les causes de la radicalisation en Afrique de l'ouest

Dans nos méthodes d'analyse, il nous arrive de cerner d'abord le champ sémantique et conceptuel des notions que nous manipulons.

I.1. Le radicalisme c'est quoi-même ?

Lorsque nous consultons le dictionnaire politique, il nous dit qu'étymologiquement « le radicalisme est une attitude intellectuelle consistant à reprendre les questions à partir du commencement, de leur racine ». Il est intéressant de noter que dans l'histoire politique de l'Europe, le radicalisme est à la source de la réforme libérale qui a abouti au suffrage universel en Angleterre, en 1867, sur la base du principe « plus grand bonheur pour le plus grand nombre ».

En France, le radicalisme est le courant qui a prôné l'instauration du suffrage universel, à partir de 1840, la liberté, l'égalité et la laïcité.

Mais lorsque nous consultons le Larousse, il nous renseigne sur cette notion en ces termes : « Attitude d'esprit et doctrine de ceux qui veulent une rupture complète avec le passé institutionnel et politique » ; il dit encore : « attitude d'esprit d'une intransigeance absolue ». Quant au nom ou adjectif radical, Larousse écrit : « se dit d'une organisation, d'une attitude visant à des réformes profondes de la société ».

A partir de cette définition, on se rapproche du phénomène qui nous intéresse et qui fait l'objet de toutes les préoccupations du monde. Mais ce qui est spécifique dans le phénomène c'est son caractère religieux et particulièrement « islamique ». Ici le qualificatif « islamique » ne signifie pas « être conforme aux normes de l'islam » ; cela signifie simplement que c'est référé à la religion musulmane. Nous pourrions discuter ultérieurement la justesse ou non de cette référence.

I.2. Analyse du radicalisme religieux d'aujourd'hui.

De nos jours lorsqu'on aborde la question du radicalisme, tous les esprits se tournent vers l'islam, comme si c'était le seul vecteur de cette attitude intransigeante et réformatrice profonde. La cause réside dans le fait que les promoteurs du radicalisme en islam, prônent non pas seulement une attitude de repli et de réforme mais ils promeuvent aussi la violence pour y arriver.

C'est que le radicalisme religieux se nourrit d'une idée d'universalité qui ne se fonde pas sur la concurrence argumentaire mais sur le rapport de force. Tous les courants doctrinaux qui s'inscrivent dans ce registre de rupture institutionnelle par le retour au modèle des vertueux anciens (salaf), l'intransigeance absolue à la lettre des textes sacrés (intégrisme) et de réforme profonde au nom de l'islam (islamisme), exaltent d'une façon ou d'une autre l'usage de la violence (jihâd), comme instrument pour arriver à leur but.

1.2.1. Le salafisme

Du mot salaf, qui signifie ancêtres, la salafiyya est née. C'est un courant qui prône le retour au modèle religieux des pieux croyants des trois premiers siècles de l'islam. C'est Mouhammad b. Abdel Wahhâb qui a été l'idéologue du salafisme le plus en vue aujourd'hui, lorsqu'il s'est approprié les idées d'Ibn Taymiyya. L'ossature de ces idées tournent autour d'un rigorisme total concernant la théologie et d'un littéralisme absolu concernant les textes fondamentaux : coran et sunna. Le rigorisme d'Ibn Taymiyya entraîne le rejet de tout ce qui ne se conforme pas à ses vues, ainsi il exclut de la religion authentique les Shi'a et les soufis.

Il faut dire que le salafisme n'est pas forcément violent. Il y a les quiétistes, qui prônent un islam purifié dans un communautarisme solidaire, sans recourir à la violence. L'on peut compter El Hadj Malick Sy, Thierno Mamadou Saïdou Bah, et autres comme modèles de ce salafisme.

Le salafisme radical et violent est une denrée dérivée du Wahhabisme, théorisée par les Frères musulmans d'Egypte, particulièrement par Sayyid Qutb. La doctrine des Frères est claire à ce niveau : « L'islam est dogme et culte, patrie et nationalité, religion et Etat, spiritualité et action, Coran et sabre ». Ceci résume la théorie et la pratique du salafisme des Frères musulmans qui a inspiré nombre d'associations de chez nous dont la Jamâ'atu Ibadu Rahman. L'islam est global, cela implique :

- Tous les aspects de la vie humaine sont réglés par la révélation, donc il faut islamiser la société,
- Les modèles venant de l'occident, quelle qu'en soit la forme et de quelque secteur que ce soit, (social, culturel, économique, politique) sont rejetés et doivent être combattus,
- Nécessité d'un Etat musulman multiethnique, multinational, un califat mondial
- Recours à la violence s'il le faut pour y arriver.

Au demeurant tout cela se retrouve en synthèse communicationnelle dans le logo et la devise des Frères musulmans ; « ان يبيس ي ف توجل او ، ان لي بس داهجل او ، ان روتسد ن أرقل او ، ان تودق لوسرل او ، ان تي اغ ل ل ا » Allah est notre but, le Prophète notre guide, le Coran notre constitution, le Jihâd notre voie, la mort sur la voie d'Allah notre plus grand souhait ».



En revanche, l'association al-Falah se réclame du Wahhabisme qui, influence grâce à ses pétrodollars et à la position symbolique de l'Arabie saoudite, les organisations islamiques non confrériques en Afrique de l'Ouest et la plupart des Haut conseils islamiques qui s'y trouvent.

Au demeurant, il faut dire qu'à l'origine, le salafisme des Ikhwân est une sorte d'acclimatation du wahhabisme. Ce qui fait que les deux grandes organisations Falah et Ibadu sont deux courants salafistes qui partagent les mêmes idéaux et qui enseignent l'intégrisme.

1.2.2. L'intégrisme

L'intégrisme est plutôt une domestication d'une approche catholique consécutive à Vatican 2. Lors de ce concile, certains prêtres ont refusé l'ouverture voulue par le Pape Paul VI. Ils ont prôné l'application de la tradition de façon intégrale. Actuellement, il existe des intégristes catholiques qui invitent au retour de l'Église comme elle existait avant le concile de Vatican II.

L'intégrisme est l'attitude consistant à réfuter toute évolution possible de la norme religieuse basée sur l'interprétation des textes. C'est une attitude qui favorise l'archaïsme et qui n'est pas, contrairement à ce que l'on croit, l'approche des salafs. Ces derniers s'adonnaient à l'interprétation des textes et à leur contextualisation. Sans l'interprétation on n'aurait pas ces écoles juridiques, les madhâhib.

1.2.3. L'islamisme

L'on a souvent accusé les chercheurs et autres universitaires d'avoir créé le concept. Ce qui est loin d'être exact. En effet, c'est l'un des dirigeants des Frères musulmans, Sayyid Qutb qui a lancé le concept dans les geôles.

L'islamisme peut être résumé en deux mots : l'islam politique. C'est cette doctrine qui cherche l'islamisation globale de la société, par l'application intégrale du Coran qui est la constitution chez eux.

1.2.4. Jihadisme

Le jihadisme comme son nom l'indique vient du mot jihad. Le jihad qu'il ne faut pas confondre avec la guerre sainte, est un concept coranique à opération multiple. Mais on peut retenir les deux formes les plus usitées : le jihad pour le développement personnel au niveau spirituel et humain, c'est le jihad majeur. Et le jihâd di mineur, qui est la pratique militaire dans le cadre de la défense du territoire de l'islam, de ses biens et des populations lorsqu'ils sont agressés.

Aujourd'hui, le jihadisme est une idéologie extrémiste qui a recours au terrorisme pour exprimer son rejet de l'occident et son désir d'instaurer l'Etat islamique qui appliquerait intégralement le Coran dans la société globale.

1.3. Interrogations sur la portée de ces concepts et courants en Afrique de l'Ouest.

Par quel moyen peut-on mesurer la pénétration de ces concepts et courants dans les sociétés africaines ? J'ai essayé d'observer les discours des religieux à travers les médias, lors des grandes manifestations religieuses dans les foyers confrériques. J'ai voulu interroger le nombre de protestations faites pour dénoncer les actions des terroristes. Enfin, le regard sur l'enseignement moderne.

Au Sénégal, en Afrique de l'Ouest, en général, (Mali, Côte d'Ivoire, Niger) l'explosion de la bande et la libéralisation médiatique a libéré des espaces d'expression qui ont vite fait d'être occupés par les prédicateurs salafistes déclarés ou non. La majorité des intervenants dans les médias partagent la même opinion et le même discours sur :

- Le Coran est notre constitution,
- La société doit être islamisée davantage,
- Il n'y aura de développement ni de stabilité tant que qu'on n'applique pas la Sharî'a,
- La violence actuelle est justifiée par le comportement de l'occident.

Il y a moins de deux semaines, dans une grande ville confrérique, un petit-fils du fondateur de la confrérie, du haut de la tribune du prêche de vendredi disait que seul les peureux prétendent que le jihad militaire est révolu.

Sur une radio de la place, un célèbre prédicateur, très bien écouté, exaltait les frères Kouachi et lisait un poème élogieux à leur honneur.

En ce qui concerne les dénonciations, il y a vraiment une très grande bienveillance à l'égard des salafistes radicaux. Jusqu'à aujourd'hui, je n'ai perçu aucune dénonciation vigoureuse (marche, communiqué, protestation) face aux exactions des islamistes, même pas au profit des filles de Shibock. Contrairement à ce qu'on a vu pour le fait divers du sac d'un jeune chanteur.

Si une étude sérieuse n'est pas à notre disposition pour mesurer le degré de pénétration, il y a quand même une donnée irréfutable : la récurrence du discours salafiste et islamiste dans les médias et dans les discours des religieux.

Cette constatation est valable pour les pays de la sous-région où il existe des stations dédiées, souvent appelées radio Qurân, financées par les pays du Golfe.

L'autre élément qui peut mesurer la portée de ces courants réside dans les écoles franco-islamiques et les centres de mémorisation (tahfidh) à travers le pays. Si l'on sait que la Fédération des associations de maîtres coraniques regroupe plus de sept cents associations qui détiennent un récépissé, et si l'on voit avec quelle détermination, la loi sur la modernisation des daaras a été rejetée, on peut avoir une idée la pénétration de ces courants, même si cela ne se fait pas publiquement.

Au demeurant, le rejet de l'enseignement public, et les récurrentes liaisons faites entre la critiques des avatars de société moderne et l'éducation à l'occidentale est un signe inquiétant. Lors d'une réunion avec les prédicateurs, au ministère de l'éducation sur la question de loi sur la modernisation des daaras, l'un d'eux déclarait : « ce sont ceux que vous avez éduqués qui manifestent dans les rues, qui brûlent les pneus, qui détruisent les biens publics, qui détournent les deniers publics, détériorent les mœurs, nous ceux que nous éduquons n'ont rien comme soutien de l'Etat, mais ils restent corrects ». Un autre dira, dans une émission qu'il anime sur une radio de la place : « Tous les déséquilibres de la société sont le fait des ressortissants de l'école publique. Jusqu'à présent on n'a pas donné l'opportunité aux sortants des daaras de montrer leurs capacités. Il est temps qu'ils accèdent au pouvoir ».

1.3.1. Y a-t-il un arrière plan historique pour le radicalisme religieux ?

Au chapitre précédent, nous avons montré les points sur lesquels le radicalisme se fondait. Et la démarche des Frères musulmans à travers leur logo et leur slogan nous amène à nous interroger sur la réceptivité de ces idées à partir de l'arrière-plan historique. Je voudrais proposer que l'on examine deux projets du 18^e siècle en Afrique de l'Ouest : celui des Almamis prolongé par El H. Omar et celui de Dan Fodio.

Le projet des Almamis était-il un projet radical ? Et celui d'El H. Omar ? L'on ne peut pas parler de radicalisme à ce niveau vu le contexte impérial et conquérant. Mais la notion de jihad victorieux, en un moment donné, peut servir de mémoire pour les jihadistes des temps contemporains, pour justifier leurs actions comme une continuité, comme une fidélité à la mémoire des ancêtres.

C'est d'ailleurs ce qui s'est produit avec Abu Bakr Shekao, qui « rétablit l'émirat de Sokoto » lorsqu'il prête allégeance à l'OEI, le 24 août 2014. Il dit : « Je suis Aboubakar Shekao, guide de la communauté de la sunna pour l'appel et le jihâd, dans ce qu'on a appelé le Nigéria. Nous, nous ne reconnaissons pas l'appellation Nigéria, car nous sommes dans l'Etat du califat islamique. Ainsi, Nigéria ne signifie rien à DAESH ». Les observateurs ont établi le lien entre cette déclaration et l'évocation du premier califat au nord Nigéria consécutif au jihad de Dan Fodio (1754/1817).

- I.3.2. Si l'on reprend la théorie de Dan Fodio dans 'Nûr al-Albâb', qui a servi de base au lancement de son jihad, l'on est frappé par la similitude de son argumentaire avec ceux des jihadistes modernes.**

II. Les défis de la radicalisation sur les sociétés ouest-africaines

Lorsqu'on revient sur l'agenda des doctrines salafistes islamiste, l'on a une vue claire de ce qui pourrait être des défis auxquels s'exposent les pays africains. Ils tournent autour de la nature de l'Etat, de la diversité dans la société, de la pluralité des expressions, du respect des droits humains, de la pérennité de la démocratie.

II.1. La nature de l'Etat

En Afrique de l'ouest, l'Etat est de nature laïque. Une laïcité qui est héritée de la France et qui risque de nous coûter nombre de malentendus avec les populations.

Les islamistes ne cessent de dénoncer cette laïcité et de manipuler à travers prêches, émissions, conférences et autres occasions, les populations pour les dresser contre cette notion.

Ceci est d'autant plus facile que l'environnement socio-culturel permet une jonction entre certains aspects des traditions musulmanes avec les traditions africaines. L'on se rappelle la volte-face du gouvernement malien sur le projet de code la famille adopté par le parlement et renvoyé en seconde lecture par le Président de la République sur la base d'une forte pression des islamistes du Haut conseil islamique du Mali. Avant cela, le Sénégal avait adopté une loi sur l'excision mais avait établi un moratoire sur son application. Récemment, le projet de loi sur la modernisation des daaras a été retiré à cause des mêmes pressions des arabisants.

La laïcité de nos États, à cause de l'histoire de ses origines (ancienne colonie, anticléricalisme) risque d'être une ligne de fracture entre deux catégories de la population : ceux qui regardent vers l'ouest, les europhones et europhiles, peut-être et ceux qui sont orientés vers l'orient, arabophones et islamistes. Or, sur cette question, il y a consensus, sur le principe entre l'ensemble des secteurs de l'islam, même si dans les modalités de conquête il y a divergence. Car les islamistes, même s'ils ne le disent pas n'écartent pas l'usage de la violence alors que les courants confrériques condamnent cela. Comme nous l'avons expliqué plus haut, la tonalité des condamnations des exactions des terroristes comparée à la virulence des manifestations contre l'homosexualité, contre la modernisation des daaras est un indicateur.

En outre, l'espace public risque de devenir, depuis que les sociétés civiles à caractère islamique y pris goût, un espace de conflit et non de dialogue comme l'avait plutôt voulu Serigne Abdoul Aziz Sy Dabbkah. Le risque du conflit sur la laïcité est d'autant plus grand qu'aujourd'hui, à la suite de la Conférence des oulémas d'Afrique, une résolution appelant à une structuration a été saisie au vol. Ce qui a entraîné la mise en place de la coordination des Oulémas d'Afrique, structure financée par l'Arabie Saoudite et qui regroupe les salafiste et wahhabites qui lui ont fait allégeance. Il y a là comme une volonté de créer les germes d'une oumma régionale, comme au Sénégal, le RIS est l'embryon d'une oumma local, selon leur conception des choses. Or, l'objectif final demeure l'érection d'un califat islamique avec le Coran comme constitution.

Dans cette volonté de regroupement, les finances sont importantes et elles proviennent de l'Arabie saoudite à travers le Wamy, la LIM, l'AMA ou d'autres agences à cet effet.

II.2. Diversité, pluralité et citoyenneté.

Nos sociétés sont des sociétés plurielles de par leurs croyances religieuses et philosophiques. Cette pluralité est respectée par tous et l'Etat en est garant par le cadre législatif et réglementaire.

La citoyenneté permet de faire respecter l'égalité entre tous, en droit et en devoirs. C'est ce qui assure l'équilibre et l'équité au sein de la société.

Avec le projet radical, il y a un risque important à une « purification » de la société. Rien que le terme islamisation, que cela soit par le haut que cela soit par le bas, est assez éloquent pour percevoir les menaces sur la diversité et la pluralité.

L'Afrique de l'ouest est une zone de diversité ethnique, par conséquent culturelle. Le sort de palmyre, des Boudhas géants et des tombes de Tombouctou est assez éloquent pour montrer les risques qui se profilent à l'horizon avec le radicalisme.

Par ailleurs, la police des mœurs, comme nous l'avons vu dans les pays où l'Etat est estampillé islamique, et même lors de l'amère expérience de l'occupation du Nord Mali, montre à suffisance, que l'on va vers la mort de l'expression artistique, de la diversité culturelle, de la pluralité politique et médiatique et des libertés individuelles et publiques.

II.3. Démocratie et droits humains

La démocratie est considérée par les salafistes et islamiste comme une invention satanique de l'occident. Même s'ils en usent et en abusent, ils ne cessent de la dénoncer. Il en est de même pour les droits humains, en particulier pour les droits de la femme et de l'enfant. Pour eux, il s'agit d'une idéologie concoctée par ce qu'ils appellent les coalisés (juifs, chrétiens et francs-maçons).

A ce niveau, l'agressivité des organisation de défense des droits de l'homme par rapport à l'homosexualité, à l'excision, et à tout ce qui touche à la famille, est une preuve que les droits de l'homme ne sont rien d'autre qu'une idéologie anti-islamique.

Au demeurant, le rapt des filles de Shibok (Nigéria), le mariage forcé des filles lors de l'occupation du Nord Mali, les discours des prédicateurs sur le mariage précoce et le mariage forcé, saut autant de points qui doivent alerter sur les risques du salafisme et de l'islamisme, en Afrique de l'Ouest.

II.4. Sécularisation et éducation

Il apparaît clair que le projet de globalisation de l'islam, par une réislamisation de nos sociétés, ne peut prospérer sans la formation d'une élite pétrie de cette idéologie et prête à la servir.

Deux secteurs sont importants pour cela : le secteur de l'éducation et celui de la communication de masse.

Tout comme la laïcité et les droits de l'homme l'école publique est pointée du doigt, dans ses contenus et ses méthodes. Ce n'est pas pour rien que la jam'a sunna li-tawhîd wal-jihâd, soit connu par leur slogan « boku haram ». le rejet de l'occident commence par le rejet de l'école qui reproduit ses idées et pratiques.

Ce même rejet est partagé partout en Afrique de l'ouest : au Sénégal, l'école est appelée « écolu tubaab », l'école du blanc, et le faible taux de scolarisation a amené les pouvoirs publics à compter les pensionnaires des écoles coraniques dans le tbs.

Le risque que l'on encourt ici, c'est que la multiplication des écoles arabo-islamiques, avec des programmes véhiculant les idées salafistes, aboutissent à une cohorte de gens lettrés en arabe, et hostiles à la société. C'est avoir une masse critique de personnes qui donnent la primauté au nationalisme religieux au détriment du patriotisme. C'est cela qui fait que nos enfants se mobilisent pour DAESH, ou autres choses au détriment de leurs propres patries.

Pourtant, il existe des exemples opposés à ceux-là car avant les indépendances, l'école Franc-mouride avait été créée par Serigne Cheikh Gaïnde Fatma, dans un milieu hostile à l'éducation séculière.

Dans la même veine, la famille Tidiane de Tivaouane envoyait ses enfants à l'école publique et même dans les écoles catholiques. Mon homonyme et guide spirituel, Serigne Abdoul Aziz Sy al-Amine a confié ses filles à l'école Sainte Ursule à Thiès, et à Dakar, l'actuel Khalife des Tidiane et lui-même ont envoyé certains de leurs enfants à l'école des pères Maristes.

Or, en y regardant de près, c'est comme si nos États se laissent encercler par ces écoles ou medersas et ne sont pas conscients des enjeux qui s'y manifestent. Avec la Faculté africaine et la future université africaine financées par l'Arabie Saoudite, la régionalisation de la Oumma se précise. Former une élite ouest africaine aux mêmes idéaux, les préparer au même projet, et les libérer dans leurs pays respectifs pour poursuivre de travail de réislamisation par la base, et préparer d'autres pour le travail au sommet.

III. Quelles réponses alternatives au radicalisme religieux ?

Le radicalisme religieux est une idéologie qui se fonde sur une religion et une pratique ou une modalité extraterritoriale. De ce point de vue, il y a lieu de réfléchir sur une réponse fondée sur la même religion avec une modalité territoriale. Par ailleurs, les secteurs qui reflètent les menaces sont à investir pour élaborer des stratégies idoines de réponse.

A ce niveau les confréries sont des entités qui ont une excellente maîtrise des savoirs islamiques, et elles présentent l'avantage d'être des émanations d'une conjonction de l'histoire et de la culture du territoire. C'est ce qui leur confère cette légitimité dont elles jouissent et cette conscience de leur responsabilité sur la survie du legs.

III.1. Comment tirer profit de ces entités ?

Il est d'une importance capitale de les consulter sur certaines grandes questions qui engagent la société et la nation afin de les entretenir sur les enjeux et solliciter leur appui : toutes les grandes réformes, que ce soit institutionnel ou autres, les problématiques qui touchent la religion, comme le jihadisme et le terrorisme, les réformes sur l'éducation.

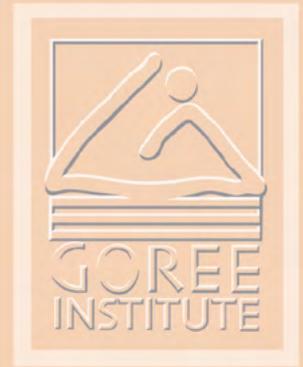
Il est utile de prendre en charge les besoins des confréries, en matière d'infrastructures utiles pour la communauté, qui peuvent être incluses dans les politiques publiques.

En ce qui concerne le système éducatif, outre la réforme des curricula qui doit prendre en charge la mémoire des territoires, l'histoire de l'islamisation, les fondements culturels de la cohabitation, il est utile de travailler sur un socle commun relatif au fait religieux dans la sous-région. Il faut une approche régionale des curricula concernant l'histoire des religions et des idées, l'histoire de l'Afrique, l'éducation civique et citoyenne, la sécurité.

III.1.1. Au plan média

Le radicalisme tire profit de l'explosion médiatique et du vide laissé au niveau des espaces religieux. Il est impératif de corriger le vide et de mettre en place des structures légères, genre observatoire du discours religieux, non pas pour censurer mais pour proposer un discours alternatif.

Enfin, avec la velléité de régionalisation d'une oumma, qui réponde aux vues des salafistes, la réponse doit être l'encouragement des regroupements de leaders religieux et d'intellectuels musulmans éclairés, capables de proposer des plans d'actions dans le sens de contrer le radicalisme, avec intelligence, clairvoyance et efficacité.



Atelier sous-régional

**Thème : « Le radicalisme religieux
et les menaces sécuritaires
en Afrique de l'Ouest : perspectives
nationales et régionales »**

**« Perceptions des Maliens de
l'extrémisme : causes et solutions »**

Dr Bréma Ely DICKO

Enseignant-chercheur, Maître-Assistant CAMES en
sociologie, Université des Sciences Humaines et des
Sciences de l'Éducation de Bamako (Mali)

Hafizou BONCANA

Enseignant chercheur à l'Université des Sciences
Juridiques et Politiques de Bamako (Mali).

Résumé :

Depuis 2012, le Mali connaît une crise sécuritaire inédite. A la rébellion chronique, s'est greffée l'installation de groupes extrémistes violents perpétrant des attaques ciblées sur les représentants de l'Etat et des communes. Les casques bleus de l'ONU ainsi que les soldats français de la force anti-terroriste Barkhane sont assez souvent exposés aux engins explosifs mortels. L'insécurité quotidienne est désormais une réalité qui alimente les débats médiatiques ainsi que les articles de la presse écrite locale et internationale. Cet article s'attache à examiner cette donne à partir des perceptions des Maliens tous azimuts sur les causes et les conséquences de l'insécurité.

Mots clés : Perceptions ; insécurité au Mali ; groupes extrémistes ;

Introduction

Longtemps considéré comme un havre de paix, un exemple de démocratie, le Mali a connu au début de l'année 2012 différentes crises institutionnelles à Bamako et sécessionnistes au nord du pays. Au moment où Bamako enregistrait des rivalités entre les militaires putschistes et les politiciens en quête d'un retour à l'ordre constitutionnel, différentes dynamiques se sont jouées dans le septentrion malien. En effet, divers groupes extrémistes violents à l'instar du Mouvement pour l'unicité du djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), les mouvement islamistes Ançardine et Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) qui ont occupé en quelques semaines les 2/3 tiers du territoire malien.

Il est désormais admis que le coup d'Etat militaire du 22 mars 2012 a fragilisé la situation sociopolitique et sécuritaire du Mali. De même, la faible présence militaire de l'Etat dans les régions du nord a favorisé l'implantation de groupes extrémistes violents précités. Plus récemment, l'actualité médiatique semble se polariser cette année sur l'insécurité chronique dans les régions centre du pays à savoir Mopti et Ségou.

Cependant, si la cartographie des acteurs de cette insécurité tant au Nord qu'au centre du Mali ainsi que les modes d'actions sont largement documentés¹ force est de reconnaître que les perceptions des Maliens sur le phénomène du radicalisme violent restent assez méconnues. Or l'ampleur et l'intensité de la situation d'insécurité sont au menu des discussions dans tous les milieux sociopolitiques du pays.

Cet article qui s'appuie sur les données d'une enquête qualitative conduite à Bamako entre fin janvier et début février 2016 s'attache à analyser les perceptions des Maliens de l'insécurité. L'enquête s'est intéressée à des publics tout-venants tels que les leaders religieux, les citoyens lambda (notamment les jeunes), le ministère des cultes et des affaires religieuses, les universitaires, les imams, les élèves coraniques communément appelés « talibés ».

Dans un premier temps, il sera question du contexte sécuritaire dans le pays (I). Seront ensuite abordées les causes de l'extrémisme violent du point de vue des acteurs interrogés (II). Enfin, les perceptions des Maliens ainsi que les solutions qu'ils préconisent seront examinées (III).

I. Le contexte sécuritaire au Mali

La situation d'insécurité se présente différemment selon les zones géographiques du Mali.

Sur un plan national, on assiste à la montée d'un sentiment généralisé de peur. A partir du septentrion, l'insécurité s'est peu à peu répandue pour atteindre Bamako la capitale nationale. Les attentats de la terrasse à l'Hippodrome (mars 2015) ainsi que ceux des hôtels Radisson (novembre 2015) et Sud Nord (mars 2016) en sont des exemples illustratifs.

1 - Thierry Perret (2014) ; Chena Salim & Antonin Tisseron (2013) ; P. Boilley, 1999 ; A. Bourgeot 1990

Cette situation a conduit l'Etat à instaurer l'état d'urgence sur tout le territoire. De dix (10) jours initialement exigés, l'état d'urgence a été prolongé sine die. Cette mesure politico-sécuritaire a eu pour conséquence immédiate le renforcement de la sécurité dans les villes grâce aux patrouilles mixtes composées de gendarmes, de gardes et de policiers. Les check-points installés dans les endroits stratégiques tels que les accès des ponts, le long de certaines artères sont une réalité visible.

D'autres mesures sécuritaires sont également prises par les autorités, à savoir l'interdiction de la circulation des véhicules non immatriculés et/ou ayant des vitres teintées ; l'implantation des caméras de surveillance au niveau de certains sites sensibles et mondains.

En dehors de Bamako, du fait de l'insécurité plus persistante, l'Etat malien a renforcé des dispositifs sécuritaires dans les régions administratives. Aux nombreuses patrouilles mixtes (militaires, gardes et gendarmes), s'ajoutent la présence des soldats de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et du Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA) notamment dans les régions de Tombouctou, de Gao et de Kidal.

Dans le centre du pays, on assiste incontestablement à un glissement de l'insécurité du nord du pays vers les régions de Mopti et de Ségou. C'est au centre que les nouvelles dynamiques se jouent. Sont cités par les enquêtés² de nombreux exemples d'assassinats dont les représentants de l'Etat ont fait l'objet ces deux dernières années dans les cercles de Niono, de Macina et de Tenenkou :

- Commune de Sokolo (Cercle de Niono) : en 2015, enlèvement du véhicule du sous-préfet par des hommes armés et assassinat du collecteur des impôts de la mairie ;
- Diabaly (Cercle de Niono) : plusieurs écoles fermées temporairement en 2015, les collecteurs d'impôts par peur d'être pris pour cible ne s'aventurent plus dans certains villages où les « hommes armés en motos » sont fréquents ;
- Niono (Cercle de Niono) : assassinat d'un gendarme en juin 2015, le jour de la foire ;
- Tougou (Cercle de Macina) : assassinat d'un guide forestier le jour de la foire en septembre 2015 ;
- Attaque de la foire de Kouna (Cercle de Macina) le 21 octobre 2016. Prises de panique, 4 personnes décèdent par noyade ;
- Malemana (Cercle de Tenenkou) : assassinats d'une vingtaine de Peuls par les Bambaras suite à un conflit foncier.

A ces exemples s'ajoutent d'autres attaques qui ont visé des préfets, des sous-préfets, des Maires, des agents des eaux et forêts dans les deux régions du centre du pays. L'attaque du poste de gendarmerie de Macina (région de Ségou) survenue le 3 mars 2016 et les récents assassinats des casques bleus de la MINUSMA rappellent la permanence de l'insécurité.

Dans le nord³ du pays où est situé l'épicentre de la crise malienne, sont enracinés divers groupes armés tels que : ANÇARDINE ; HCUA⁴ ; MUJAO ; AQMI. Là encore, les attaques récurrentes des militaires maliens et étrangers sans oublier l'explosion des mines anti personnelles rythment le quotidien des populations de cette zone. De nombreux soldats tchadiens, burkinabés, sénégalais, français, etc. ont perdu la vie ces dernières années.

De même, entre 2013 et 2016 de multiples attaques aux obus ainsi que des attentats suicide (perpétrés par des kamikazes) ont eu lieu dans les villes de Gao et de Kidal. Dans ces deux villes du nord du Mali, les populations vivent dans l'angoisse. Le risque d'attaques terroristes est une donnée avec laquelle les habitants vivent d'autant plus que la présence des forces multinationales n'a pas endigué l'existence

2 - Nous avons recueilli ces exemples d'attaques en Mai 2016 dans le cadre d'une étude conduite par l'Institut d'Etudes de Sécurité (ISS-Dakar).

3 - Thierry Perret (2014) ; Chena Salim & Antonin Tisseron (2013) ; P. Boilley, 1999 ; A. Bourgeot 1990

4 - Le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA)

des groupes extrémistes dans la zone. Le récent attentat kamikaze survenu au camp de Gao a causé la mort d'un casque bleu chinois, une première dans l'histoire de l'humanité d'après les analystes. Cet événement a ravivé la peur du lendemain et a semé la psychose chez les populations maliennes.

Du nord du pays au sud en passant par le centre, le phénomène d'insécurité due à l'extrémisme violent alimente les discussions quotidiennes dans les assemblées informelles appelées communément « grin », au sein des administrations ainsi que les émissions télévisées et radiophoniques.

Par ailleurs, les personnes interviewées à Bamako évoquent une multitude de facteurs ayant conduit le Mali dans cette situation.

II. Les causes de l'insécurité au Mali du point des Maliens

Les enquêtés mettent l'accent sur la combinaison de plusieurs déterminants de la crise malienne et son corollaire de réduction des libertés humaines. Les Maliens rencontrés au cours des enquêtes pensent que l'extrémisme violent qui s'est emparé des franges importantes de la société malienne a des racines profondes bien ancrées. Le premier facteur évoqué concerne la présence depuis les années 1990 des groupes armés étrangers⁵ sur le sol malien à l'instar du GSPC algérien et des Dawa⁶. Différentes personnes soutiennent que par le truchement de la prédication, la dawa dénommée Jama'at Tabligh a su s'adjoindre des personnes qui avaient une simple connaissance « récitative » du Coran.

Des enquêtes révèlent que le rôle des ONG islamiques bénéficiant des financements des pays du Golf. Ces ONG ont pu gagner la confiance des populations grâce à de nombreux investissements dans les secteurs vitaux⁷ tels que la santé, l'éducation et l'alimentation. Il s'agit là de pans entiers faiblement occupés par l'Etat central jugé absent et incapable d'assouvir les besoins vitaux de ses citoyens.

D'autres personnes rencontrées soulignent la montée d'un islam politique à Bamako et son institutionnalisation progressive à partir des années 1980. La création de L'association malienne pour l'unité et le progrès de l'Islam (AMUPI) et, en janvier 2002, du haut conseil islamique dirigé par l'imam prédicateur Mahmoud Dicko participent de la prise en compte du religieux par le pouvoir public malien.

La multiplication des radios et télévisions privées, des centres de formation islamique pour l'apprentissage du Coran constituent du point de vue des enquêtés un facteur explicatif de la montée du radicalisme religieux. A ce propos un enquêté soutient :

« Au Mali, on vit de la religion et non avec la religion. [...] Les prêches au lieu de favoriser la cohésion sociale, contribuent bien au contraire à la division de l'islam en branches. Cela peut pousser certains à devenir fanatiques et à empiéter sur la liberté des autres »⁸.

Bon nombre de personnes partagent cette affirmation. Certains maliens affirment que la prolifération des radios dites islamiques ainsi que des télévisions, telles que Sunaa TV, Chérifla TV, est devenue une aubaine pour certains prêcheurs de mobiliser des masses de fidèles et de s'enrichir sur le dos de ces derniers.

D'autres maliens estiment que la méconnaissance du sens des textes religieux par la plupart des adeptes fait d'eux des proies faciles pour les groupes extrémistes violents ayant un référent religieux.

Effet, de nombreux maliens ont une simple connaissance « récitative » du Coran. Les sourates de prière sont généralement apprises dès le bas âge dans le vestibule familial. Chez certains groupes ethniques tels que les Peuls, la pratique est largement répandue et est inscrite dans les mœurs. Il existe des écoliers qui alternent les cours entre l'école conventionnelle et celle coranique. Dans d'autres cas,

5 - A ce propos voir Annette LOHMANN, 2011

6 - C'est une invitation au non musulman à écouter le message de l'Islam. L'expression désigne aussi le groupe qui pratique la prédication

7 - Cette question est largement traitée par Holder G. (dir.), Sow M. (dir.) L'Afrique des laïcités : Etat, religion et pouvoirs au sud du Sahara. Marseille (FRA) ; Alger : IRD ; Ed. Tombouctou, 2014, 395 p.

8 - Entretien réalisé en fin janvier 2016 avec un universitaire malien

l'apprentissage du Coran peut intervenir à un âge avancé. C'est le cas des personnes âgées et des autres adeptes religieux de dernière minute. Auquel cas, les centres de formation islamique qui pullulent dans les villes maliennes servent de cadre d'apprentissage.

Par ailleurs, il ressort de plusieurs discussions que l'insécurité au Mali a été provoquée par des facteurs tels que le chômage des jeunes, la convoitise des ressources nationales (pétrole, phosphate, uranium, manganèse, gaz, bauxite, etc.) par les puissances étrangères, la faiblesse de l'Etat (faiblesse du contrôle sur les régions du Nord d'où tous les trafics de drogue et de personnes) ; la prolifération des armes depuis 2012 du fait de la rébellion au Nord du pays et du coup d'Etat militaire survenu le 22 mars 2012 à Bamako.

A ces facteurs, il convient d'ajouter les frustrations⁹ des pasteurs peuls des régions de Mopti notamment et des paysans de la zone office du Niger situé dans la région de Ségou. Depuis le royaume théocratique peul de Sékou Ahmadou du 19e siècle, la transhumance dans le centre du pays a été régulée et suit des couloirs bien définis partant de la zone inondée vers la zone exondée et vice-versa en fonction des crues et des décrues du fleuve Niger.

Le Mali indépendant a reconnu ses tracées historiques de routes de passage d'animaux. Cette reconnaissance a été matérialisée par l'adoption des chartes pastorales.

Cependant, les aménagements hydroagricoles récurrents de l'office du Niger, la spéculation foncière des autorités communales, la pression démographique ont entre autres modifié profondément les couloirs de transhumance. Ce faisant, les conflits opposants les sédentaires et les bergers peuls sont devenus monnaie courante. La persistance des conflits a fini par éprouver les mécanismes traditionnels de prévention et de gestion des conflits. Depuis un certain temps, les différends sont de plus en plus renvoyés devant les tribunaux étatiques. Les retards dans les délibérations, les procès mal rendus du point de vue de certains belligérants ont envenimé les relations interethniques. De colère en frustrations, les uns et les autres cherchent des voies et moyens de règlement des conflits.

Le massacre de plus d'une vingtaine de Peuls par des milices d'auto-défense Bambaras dans le village de Malemana dans le cercle de Tenenkou a été mal vécu par les proches des victimes. Beaucoup de Peuls se sentent stigmatisés et par crainte pour leur vie se sont donc armés grâce à la prolifération des armes légères dans la région.

D'autres bergers, frustrés par la gestion des bourgoutières¹⁰, des rackets perpétrés par des agents des eaux et forêts sont devenus des proies cooptées par les groupes extrémistes violents qui sévissent dans le centre du pays. L'enjeu pour l'Etat c'est d'éviter l'escalade des conflits interethniques.

A ces transhumants peuls, s'ajoutent de centaines de paysans frustrés à cause de la relative difficulté d'accès aux terres aménagées par l'Office du Niger. Ces agriculteurs appartenant à divers groupes ethniques se sentent comme des citoyens de « seconde zone » car profitant très peu des aménagements rizières contrairement aux riches commerçants et fonctionnaires installés à Bamako.

En fait, c'est l'accaparement des terres par des compagnies étrangères et par des riches citoyens qui constitue l'objet de frustrations des sédentaires paysans. Ceux-ci à l'instar des Peuls constituent des franges importantes souvent sensibles à l'appel des groupes armés ayant un référent religieux.

Dans tous les cas les enquêtés s'accordent pour dire que l'insécurité est une réalité dans tout le pays. Ses effets sont innombrables, et impactent négativement les communautés autochtones.

9 - Boubacar BA, 2010, *examine la compétition pour les ressources dans le delta intérieur*

10 - *Plantes fourragères très abondantes dans le delta intérieur du Niger et dont nécessite le paiement d'un tribut à des maîtres de terres appelées « dioros » en Peul*

III. Les conséquences de l'insécurité sur le quotidien des Maliens

Le sentiment de peur est présent chez tous les acteurs qu'ils soient politiques, civils, étrangers ou non. La présence des groupes extrémistes violents dans les régions nord et centre du pays a eu plusieurs conséquences.

Tout d'abord, il ressort des enquêtes, la montée du sentiment d'insécurité si bien que par exemple le moindre bruit fait peur à celui qui l'attend. De même, les contrôles policiers ainsi que les attaques des représentants de l'Etat et des autorités communales sont devenus récurrents. Le paroxysme a atteint son comble avec la stigmatisation fréquente des Peuls et des Touaregs assimilés, à tort ou à raison, aux terroristes : d'où les arrestations fréquentes par l'armée malienne de bergers peuls dans la région de Mopti.

Par ailleurs, toutes les personnes rencontrées indiquent la limitation des libertés individuelles surtout pour les femmes et les jeunes. A titre d'illustration de nombreuses écoles ainsi que les mairies sont fermées dans les régions de Mopti et de Kidal. Dans bon nombres de villages où circulent les groupes armés à référent religieux, les cérémonies festives et de mariage avec cortège sont prohibés : c'est le cas à Diabaly, à Nampala dans la région de Ségou.

Enfin, on peut relever la dépendance du Mali vis-à-vis de l'étranger. Le pays est sous tutelle de la communauté internationale qui a défini ses objectifs et qui assure la médiation dans le cadre de la mise en œuvre des accords pour la paix signés en mai et juin 2015 à Bamako.

Somme toute, les Maliens interviewés proposent de nombreuses recommandations en vue de la résolution de la crise sécuritaire du pays. Il s'agit entre autres :

- Bonne gouvernance (meilleure répartition des richesses nationales) ;
- Renforcement de la politique d'emploi des jeunes par le gouvernement ;
- Création d'un cadre formel de concertation entre les principaux dignitaires de la communauté musulmane ;
- Education, information, sensibilisation ;
- Adoption d'une stratégie globale de lutte contre le radicalisme religieux ;
- Diminuer le fossé entre l'Etat et les Populations ;
- Revoir les institutions et le fonctionnement de l'Etat pour mieux répondre aux besoins des populations ;
- Lutter contre l'injustice sur toutes ses formes.

En attendant la réalisation de ces vœux pieux des populations, l'insécurité se développe et glisse avec une force inédite du Nord vers le Centre du pays. Les régions du centre du pays sont devenues le terreau d'une nébuleuse antiétatique avec ou sans référent religieux comme c'est le cas du dernier mouvement armé « peul » dont la naissance fut annoncé le lundi 20 juin 2016, soit le jour anniversaire des accords pour la paix signés à Bamako le 20 juin 2015.



Atelier sous-régional

**Thème : « Le radicalisme religieux
et les menaces sécuritaires
en Afrique de l'Ouest : perspectives
nationales et régionales »**

**Communication : « Analyse de
l'extrémisme religieux de Boko Haram
dans la région de Diffa au Niger »**

Aminatou Daouda Hainikoye

Chercheure en « Genre, Islam et Paix » au Laboratoire
d'Analyses et de recherches en Sciences sociales
et le Développement Local au Niger (LASDEL).

Introduction

L'islam est apparu au VI^{ème} siècle dans la péninsule arabique avant de se propager dans le monde. Il a été introduit en Afrique : d'abord au nord par les disciples du prophète Mohamed persécutés par les habitants préislamiques de la Mecque, puis à l'ouest par des commerçants musulmans qui empruntaient les déserts de l'Afrique du nord pour atteindre le sahel et toute l'Afrique.

Au Niger, c'est surtout vers le XI^{ème} siècle que les populations prirent contact avec l'islam. Cette conversion s'est faite en deux phases. La première s'est déroulée sous l'impulsion de djihads menés par les confréries soufies au XIX^{ème} siècle. Il s'agissait de redynamiser l'islam à travers l'enseignement des confréries musulmanes mystiques « at-turuq » « as-sufiyya » : la « Quadriyya », la « Tijaniyya », la « sanoussiyya », la « khalwatiyya » et leurs ramifications. La seconde phase d'expansion de l'islam au sein des populations nigériennes eut lieu sous la colonisation française.

L'islam nigérien était essentiellement de type soufi. Le « wahabisme » bien qu'existant dans certains pays de l'Afrique, n'y était pas beaucoup répandu. Il a fallu la fin du 20^{ème} siècle pour assister à la montée du « wahhâbisme » dans certaines régions nigériennes dont Maradi, Zinder et surtout dans la capitale, Niamey.

A travers plusieurs de leurs activités à savoir la construction « tous azimuts » de mosquées et d'écoles, l'organisation des prêches dans tous les lieux publics, le wahhabisme surtout de type « Izala », finit par séduire les fidèles nigériens entraînant un radicalisme de certains d'entre eux. Ces derniers deviennent de plus en plus violents et intolérants aussi bien vis-à-vis des autres confréries qu'envers les non musulmans.

Depuis février 2015, la partie sud-est du Niger, à savoir Diffa, fait face à un mouvement insurrectionnel religieux importé à partir du Nigéria. Il s'agit de Boko Haram. Ce mouvement religieux, fondé par Mohamed Yssouf en 2002 à Maiduguri dans l'Etat de Bornou signifie en Haoussa « l'éducation occidentale est interdite ».

Le fondateur a créé un complexe scolaire qui recevait des élèves venant aussi bien du Nigéria, du Niger que du Tchad. Les adeptes de Boko Haram dénonçaient aussi la mauvaise gouvernance politique de l'Etat fédéral du Nigeria qu'ils envisageaient éradiquer par la création d'un Etat gérer sur la base des fondements de la Charia. Le mouvement par la conjonction de plusieurs facteurs va se radicaliser et s'exporter dans toute la région du bassin du Lac Tchad.

Notre réflexion dans le cadre de cet atelier du programme « Consolidation de la Paix et Prévention des Conflits en Afrique » de Gorée Institute porte sur l'extrémisme religieux de Boko Haram dans la région de Diffa. L'objectif de notre réflexion est :

- d'abord, d'analyser le phénomène de Boko Haram, de rechercher les causes profondes, les manifestations et les conséquences sur la paix à long terme pour les habitants du bassin du Lac Tchad en général et sur ceux de la région de Diffa en particulier.
- Ensuite, d'évaluer les initiatives internationales, régionales et nationales développées pour lutter contre ce phénomène.
- Enfin, de dégager des pistes de réflexion en guise de recommandations pour une meilleure prise en charge du problème aux niveaux communautaire, national et sous-régional.

a- Méthodologie

Pour mieux structurer notre réflexion, nous nous sommes proposé la démarche suivante :

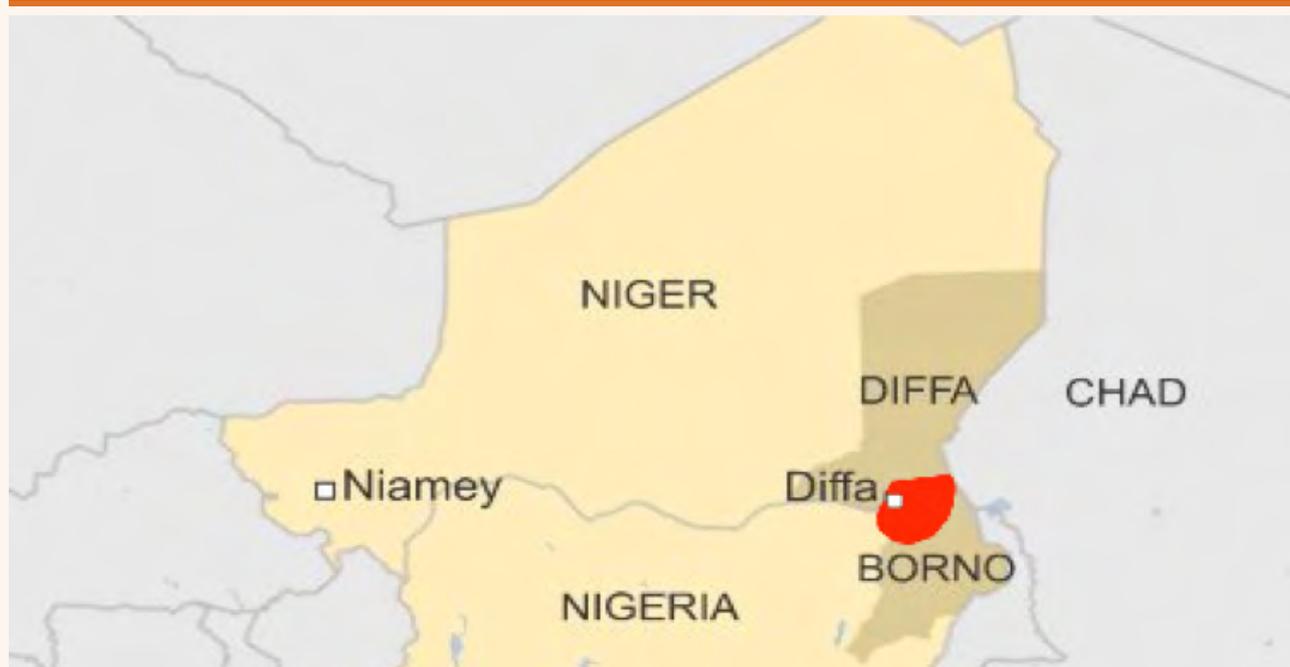
- Revue documentaire : la plupart des documents élaborés par les experts de la question du radicalisme religieux violent, surtout en ce qui concerne le mouvement Boko Haram, sont

consultés. Nous avons parcouru les actes du colloque international sur la paix dans le bassin du Lac Tchad organisé par l'Université de Diffa du 2 au 3 novembre 2015 à Diffa. Il est mis à contribution les rapports de certains programmes nationaux qui interviennent dans le domaine de la radicalisation religieuse et de la paix.

- Recherches de terrain : il s'agit essentiellement des entretiens que nous avons eus avec les populations de Diffa, notamment les oulémas, les ressortissants de la région de Diffa, les organisations humanitaires, les responsables des services administratifs centraux, régionaux et locaux, la société civile, les leaders d'opinion. Le groupe cible est composé d'agents du Ministère de l'intérieur et de la défense, des responsables du Ministère de la promotion de la femme et de l'action sociale, les jeunes, les autorités coutumières, les ONG et OSC locales, les associations (coopératives, groupements féminins, etc.).

Le travail de terrain et les éléments tirés des documents lus ont nourri notre réflexion sur le radicalisme religieux en cours dans la région de Diffa. L'enjeu de notre recherche sur le terrain a été de débusquer les causes profondes de l'adhésion des jeunes de la région de Diffa aux mouvements radicaux et extrémistes de la trame de Boko Haram ; mais aussi d'évaluer les mesures sociales et politiques prises par les populations et les autorités pour juguler le phénomène.

b- Contexte de l'étude : la région de Diffa



La région de Diffa est située au Sud-est du Niger, à 1360 kilomètres de Niamey. Elle est limitée au Nord par la région d'Agadez, à l'Ouest par celle de Zinder, à l'Est par la République du Tchad et au Sud par la République Fédérale du Nigeria. Elle couvre une superficie de plus de 156.000 km², soit environ 12% du territoire national.

Sa population est estimée à près de 500.000 habitants, selon le recensement de la population et de l'habitat de 2001. Cette population est composée de kanouris, de boudoumas, de toubous, de peulhs et de haoussas qui pratiquent dans leur majorité un islam de type modéré. Diffa reste la région dont le taux de scolarisation est le plus bas au Niger. L'agriculture est la principale activité des populations de Diffa et occupe environ 2/3 des personnes en activité. Sur le plan minier, la China National Petroleum Corporation (CNPC) exploite plusieurs puits de pétrole depuis 2011.

I- Les causes et les conséquences de l'extrémisme religieux à Diffa



a- Causes liés au contexte :

- Nous sommes dans un contexte mondial instable, caractérisé par de graves crises sécuritaires, notamment la recrudescence de l'extrémisme religieux avec son corolaire d'attaques terroristes.
- En Afrique : il faut noter la porosité des frontières, la faiblesse des Etats qui ont du mal à assurer la sécurité des populations face à la recrudescence de la criminalité organisée, d'insurrections et d'attaques ayant pour cibles des ambassades et consulats étrangers, notamment l'ambassade des USA à Nairobi et à Mombassa au Kenya.
- En Afrique de l'Ouest : on note une prolifération de mouvements extrémistes dits « jihadistes » (Ansar Dine et Mujao au Mali ; Boko Haram au Nigéria, etc.). « Boko Haram » (en Haoussa) ou « Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'Awati Wal-Jihad » (en arabe), est un groupe sunnite pour la prédication et le djihad. Il a été créé à Maiduguri en 2002 par Mohamed Yusuf avec pour principal objectif la création d'un Califat régit par la charia.

b- Causes socio-économiques et culturelles :

- Fort taux d'analphabétisme (déperdition scolaire au profit du commerce et de la migration) ;
- Education des enfants confiée à des marabouts (prédominance de l'école coranique sur l'école formelle) ;
- Fort taux d'exode rural et de migration vers le Nord Nigéria ;
- Partage d'espace commercial, partage de la monnaie, partage de la langue, etc. ;

c- Causes politiques :

- Absence de l'Etat (déficit en infrastructures sociaux de base) ;
- Mauvaise gouvernance (corruption généralisée, injustice sociale et impunité ;
- Non-prise en charge de la question du chômage, notamment des jeunes) ;
- Politique de décentralisation inefficace, voire inexistante.

d- Les conséquences dans la sous-région :



Les conséquences sont essentiellement d'ordre sécuritaire, même si ce phénomène mine gravement les économies des différents pays touchés.

- Beaucoup de pertes en vies humaines ;
- Faillite du tissu économique ;
- Déplacement des populations ;
- Epidémies ;
- Restriction des libertés publiques et violation des droits de l'homme.

e- Les conséquences au Niger :



Au Niger, le phénomène de l'extrémisme violent, notamment l'insurrection de Boko Haram et la radicalisation des jeunes à Diffa, impacte négativement le processus de paix et de cohésion sociale. Les conséquences de ce phénomène sont multiples et peuvent être résumées comme suit :

- Désorganisation du tissu social créant une méfiance entre les ethnies : les ethnies (boudouma et kanouris) sont considérées par les autres Nigériens comme des terroristes. Les dénonciations (tous azimuts) faites sur la base de l'appartenance ethnique des uns et des autres font craindre la résurgence de conflits communautaires post-crise Boko Haram au Niger.
- Désorganisation du système éducatif : après l'attaque en février 2015 et les tentatives infructueuses de quelques éléments de Boko Haram de prendre la ville de Diffa, les services sociaux de base ont cessé de fonctionner normalement. Selon l'Unicef, 3 sur 5 enfants en âge d'aller à l'école ne fréquentent pas les classes du fait de la fermeture des écoles par crainte d'attaques terroristes.
- Désorganisation du tissu économique : l'économie autour du lac Tchad qui concentre l'élevage, la pêche et les cultures maraichères s'est écroulée. L'interdiction de l'usage des engins à deux roues (motos), principaux moyens de déplacement des autochtones, a paralysé la circulation des personnes et des biens dans la région de Diffa.

II- Les actions et initiatives en matière de lutte contre l'extrémisme religieux

a. Actions et initiatives régionales

- La stratégie antiterroriste de la CEDEAO.
- Le G5 Sahel, créé en février 2014 par cinq États du Sahel : Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad dont le secrétariat permanent est en Mauritanie.
- La Ligue des Oulémas, Imams et Prêcheurs des pays du Sahel, créée en Janvier 2013 à Alger : regroupe l'Algérie, le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, la Libye, le Niger, le Nigeria et le Tchad.

b. Actions et initiatives nationales



- Mise en place des comités nationaux à la Primature du Niger ;
- Haute Autorité à la Consolidation de la Paix au Niger ;
- EUCAP SAHEL NIGER : lancée à la demande du gouvernement nigérien à l'été 2012, l'EUCAP SAHEL NIGER constitue un élément important de cette stratégie ;
- SDS SAHEL Niger ;
- Colloque international sur la culture de la paix dans le Bassin du Lac Tchad.

c. Evaluation et analyse des actions menées par les autorités pour mettre fin à l'extrémisme

La mise en œuvre des dispositifs pour mettre fin à l'extrémisme religieux a donné des résultats mitigés : si ces différentes actions et initiatives ont permis de repousser les assaillants, les attaques sporadiques souvent dramatiques persistent. Malgré les interventions des ONG humanitaires, les conditions de vie des populations se sont considérablement dégradées. Quatre Etats victimes de la secte Boko Haram ont mené des actions d'assistance au profit des populations déplacées ou des réfugiés présents sur leur territoire. L'essentiel de l'assistance est apporté par les organisations humanitaires pour suppléer la carence des actions des gouvernements des quatre pays.

Des mesures coercitives sont adoptées dans la sous-région allant de l'interdiction d'utilisation d'engins à deux roues, à l'interdiction de la vente de poissons séchés ; et l'interdiction du port de la burqa ou du Nikab par les femmes. L'interdiction à certains prédicateurs extrémistes de prêcher dans les lieux publics. Des mesures qui certes affaiblissent les combattants de Boko Haram qui se servent des revenus des produits dont les ventes sont interdites mais appauvrissent davantage les populations. Toutes ces mesures adoptées au plan national par les pays en l'absence de toute coordination ont eu un effet très limité sur le phénomène Boko Haram. Les attentats à la bombe continuent d'endeuiller les populations dans les quatre pays.

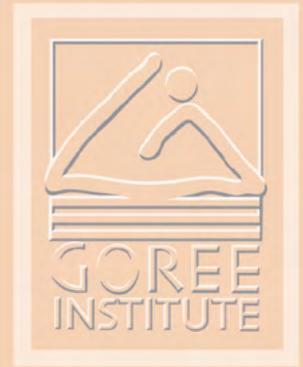
III- Recommandations

Au plan régional :

- Renforcer les capacités et moyens des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) pour mieux assurer leur mission avec une coordination sous-régionale efficace ;
- Répartir en concertation avec les pays voisins, la localisation des infrastructures de sorte à renforcer l'intégration transfrontalière (centres de santé, écoles, marchés, aires de jeu, etc.) ;
- Développer des formations spécialisées sur les questions de Paix et de Sécurité au niveau sous-régional.

Au plan national :

- Renforcer le dispositif de sécurité à l'intérieur du pays et au niveau transfrontalier et impliquer les populations dans la gestion de la crise ;
- Renforcer les aides d'urgence dans les camps de déplacés, de réfugiés et les populations dont les activités sont compromises (alimentation, santé, éducation) ;
- Créer de l'emploi pour les jeunes qu'il faut nécessairement insérer pour éviter les influences négatives ;
- Formaliser les écoles coraniques et encadrer l'enseignement religieux ;
- Organiser des sessions de formation des imams et réglementer l'exercice de ce métier.



Atelier sous-régional

**Thème : « Le radicalisme religieux
et les menaces sécuritaires
en Afrique de l'Ouest : perspectives
nationales et régionales »**

**Communication : « Le spectre du
radicalisme religieux en Côte d'Ivoire »**

Thiémélé Léon Ramsès BOA

Professeur titulaire de Philosophie ; Université Félix
Houphouët-Boigny Abidjan ; UFR Sciences de l'Homme
et de la Société ; Département de Philosophie

Pr Abia Alain Laurent ABOA

Enseignant-chercheur, Université Félix Houphouët
Boigny Abidjan, Institut de Linguistique Appliquée,
Département des Sciences du Langage

Introduction

Même si les situations sont différentes selon les aires culturelles, dans tous les pays, avec plus ou moins d'intensité, le paysage religieux bouge très vite depuis quelques années. L'élan de religiosité se développe à un rythme tel qu'il bouleverse l'ensemble de la société.

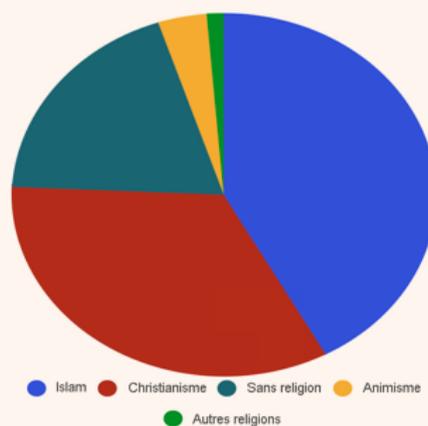
En Côte d'Ivoire, comme dans bien d'autres pays d'Afrique et ailleurs, on assiste aujourd'hui à une pluralisation croissante du religieux, et subséquemment à une montée du radicalisme religieux.

Le processus de diversification religieuse qui se poursuit et s'amplifie, virant bien souvent au fanatisme, se traduit tout d'abord par l'émergence de nouveaux groupes, la démultiplication de l'offre religieuse, l'éclatement des dénominations existantes et la fragmentation des acteurs.

Lors de la récente crise qu'a connue la Côte d'Ivoire, de 2002 à 2011, des observateurs de la vie sociale et politique ivoirienne n'ont pas manqué d'incriminer les autorités religieuses d'avoir agi comme facteur d'aggravation des antagonismes politiques qui ont amené à son déclenchement.

I. La répartition des religions en Côte d'Ivoire

Répartition des religions en Côte d'Ivoire



D'après les résultats du recensement général de la population et de l'habitat réalisé en 2014, l'on enregistre deux grandes obédiences religieuses dans le pays ; il s'agit de l'islam qui concentre 42 % de la population totale du pays (c'est-à-dire nationaux et non nationaux), suivi du christianisme (34 %) et des sans religion, 19 %.

Les animistes quant à eux ne représentent que 4 % et les autres religions 1 %. On note par ailleurs que parmi la population étrangère, les musulmans représentent 72 % (contre 18 % de chrétiens de cette population) alors que dans la population de nationalité ivoirienne, ce sont les chrétiens qui viennent en tête avec 39 % et les musulmans représentent 30 %.

II. Les causes de la tendance au radicalisme religieux en Côte d'Ivoire

En Côte d'Ivoire, pays pluriculturel et plurilingue, les lignes de fracture politique épousent les lignes de fracture ethnique et religieuse. C'est dans ce contexte alambiqué qu'est survenue la crise ivoirienne de 2002 à 2011.

Le concept « d'ivoirité », apparu sur la scène politique ivoirienne au début des années 1990, a longtemps cristallisé les passions au point d'être présentée par certains comme la source des tensions intercommunautaires et religieuses contre lesquelles la Côte d'Ivoire s'était prémunie pendant les trente trois ans de règne (1960-1993) du Président Félix Houphouët Boigny.

Le mot est d'abord employé par le Président Henri Konan Bédié, à une convention du PDCI-RDA, le 26 août 1995 à Yamoussoukro. Bédié définit l'ivoirité en ces termes : « Ce que nous poursuivons, c'est bien évidemment l'affirmation de notre personnalité culturelle, l'épanouissement de l'homme ivoirien dans ce qui fait sa spécificité, ce que l'on peut appeler son ivoirité ».

Par la suite, il précise sa pensée dans son livre *Les chemins de ma vie*, en ces termes : « l'ivoirité concerne en premier les peuples enracinés en Côte d'Ivoire, mais aussi ceux qui y vivent en partageant nos valeurs ». Ce texte est extrait du discours programme du candidat Henri Konan Bédié, président du PDCI-RDA. Il était à cette époque Président de la République de Côte d'Ivoire.

Ce discours est perçu comme une réponse aux vellétés de candidature de M. Alassane Dramane Ouattara, ancien Premier Ministre, et dont la nationalité ivoirienne est contestée par une partie de l'opinion (proche du pouvoir).

L'article 35 de la Constitution (rédigé dans ce contexte dominé par la polémique autour du concept de l'ivoirité) qui stipule : « Le candidat à l'élection présidentielle doit être Ivoirien d'origine, né de père et de mère, eux-mêmes Ivoiriens d'origine », est vu, par l'opposition, comme un verrou « ivoiritaire » pour éliminer un candidat gênant.

L'ivoirité est dès lors dénoncée comme un projet de catégorisation des Ivoiriens. Elle est vue en tant que moyens juridiques, intellectuels et politiques d'opposer les peuples du nord musulman à ceux du sud chrétien. Elle signifie, pour ses détracteurs, un concept d'exclusion, de rejet de l'altérité, surtout du musulman venu du nord.

Ces récriminations sont d'ailleurs reprises par les rebelles qui vont déclencher une insurrection militaro-politique le 19 septembre 2002, entraînant ainsi la partition du territoire ivoirien pendant une décennie.

III. Les indices d'une montée du radicalisme religieux en Côte d'Ivoire

Les événements récents survenus pendant la crise ivoirienne, tendent à constituer un faisceau d'indices qui crédibilisent l'hypothèse d'une montée du radicalisme religieux en Côte d'Ivoire.

Dès le début de la crise en septembre 2002, on a pu observer, aussi bien au Nord qu'au Sud, la référence constante au religieux ou au sacré, et l'instrumentalisation du religieux par le politique.

Lors du déclenchement de la rébellion, on a enregistré, au Nord comme au Sud, une mobilisation du sacré traditionnel. Il y a eu, par exemple, le port des amulettes, observé notamment chez les ex-rebelles et les forces pro-Ouattara ; le sacrifice de bœuf des chefs traditionnels à Agboville, le lancement des abeilles aux assaillants à Béoumi et dans le village de Gomon (Sikensi), la sortie du fokwè, une danse guerrière des hommes du peuple du sud-est, et de l'adjanou, une danse d'exorcisme et de purification exécutée par des femmes chez les Akan, dans la zone gouvernementale.

Par ailleurs, des églises, des temples et des mosquées ont été saccagés, des Imans, des pasteurs, des prêtres et des sacrificateurs molestés, et nombreux d'entre eux assassinés, par les partisans des parties en conflit, tant à Abidjan qu'à l'intérieur du pays.

Pendant la crise postélectorale de 2010-2011, on se souvient du rôle joué par des figures du pentecôtisme dans la position « jusqu'au-boutiste », adoptée par l'ancien couple présidentiel, Laurent et Simone Gbagbo. En effet, le dynamisme qui caractérise certains courants de la mouvance évangélique – y

compris dans les relations étroites qui se sont nouées avec la sphère politique – a influé sur la période trouble qu'a traversée la Côte d'Ivoire jusqu'à la crise postélectorale de 2010-2011 ».

Pendant la crise, les tendances politiques s'affichaient selon les lieux de culte : l'Eglise ou la Mosquée. D'un côté, on priait que Dieu de sa main puissante foudroie les forces d'occupation : Licorne, ONUCI, et les assaillants (qui sont les rebelles et les originaires du nord).

Certains pasteurs évangéliques ont ainsi prophétisé une guerre de six jours, à l'issue de laquelle, l'Armée ivoirienne, comme Tsaahal viendrait à bout de ces forces d'occupation et de leurs alliées nordistes.

De l'autre côté, ce sont des fatwas qui étaient lancés contre les « cafri », les infidèles qui veulent casser du musulman. Ici, l'avènement d'un musulman au pouvoir est perçu comme le salut, le seul moyen de mettre un terme aux brimades, aux tracasseries, à la fin d'une place d'Ivoiriens de seconde zone.

De tels indices montrent bien qu'en Côte d'Ivoire, la ligne démarcation du politique et du religieux semble très fine. Ici comme ailleurs, le discours religieux prédispose l'individu à la radicalité lorsqu'il diffuse un univers symbolique de rupture.

CONCLUSION

Même si le radicalisme et l'extrémisme religieux n'ont pas encore atteint l'ampleur observée dans d'autres pays de la région, la Côte d'Ivoire n'est pas à l'abri du phénomène. Ce que l'on a pu observer, dans ce pays, pendant la récente crise, montre à quel point les sentiments religieux qui tendent parfois à consacrer la primauté d'un groupe sur un autre, conduisent partout et toujours à l'éclatement de la nation.

A. Recommandations aux Etats et aux organisations sous régionales

Afin d'être perçu comme un garant crédible de la liberté de religion ou de conviction pour tous, l'État ne doit pas s'identifier exclusivement à une religion ou une croyance particulière au détriment de l'égalité de traitement des adeptes d'autres religions. Tous les critères d'exclusion doivent être remplacés par un cadre institutionnel inclusif dans lequel la diversité religieuse peut s'épanouir sans discrimination et sans crainte.

- Les États doivent respecter la liberté de religion et de conviction, ainsi que tous les autres droits de l'homme, lorsqu'ils prennent des mesures destinées à circonscrire et à combattre la violence commise au nom de la religion.
- Les États doivent utiliser tous les moyens disponibles, y compris l'éducation et la sensibilisation, pour promouvoir une culture de la tolérance religieuse, de la non-discrimination et du respect des différences au sein de la société tout entière.
- Les Etats doivent accentuer la lutte contre la pauvreté, dans la mesure où cela constitue un terreau pour la montée des inégalités, le développement de sentiments primaires et de la décrépitude sociale.
- Les Etats doivent créer et renforcer une synergie entre acteurs religieux, associations et organisations de la sous région, qui œuvrent pour la non violence et la paix.
- Les États doivent utiliser tous les moyens disponibles, y compris l'éducation et la sensibilisation, pour promouvoir une culture de la tolérance religieuse, de la non-discrimination et du respect des différences au sein de la société.

B. Recommandations aux communautés religieuses

Les communautés religieuses et leurs dirigeants doivent promouvoir la tolérance religieuse et le respect des différences. Ils doivent dénoncer les dérapages verbaux et comportementaux des religieux extrémistes en montrant que leurs points de vue témoignent d'une ignorance des fondamentaux de la religion.

- Les communautés religieuses doivent lancer des initiatives de communication et de coopération entre les religions, notamment créer des conseils interreligieux.
- Les différentes confessions religieuses doivent s'engager dans une dynamique de rapprochement, à travers des espaces informels et formels pour la poursuite du dialogue interreligieux.

C. Recommandations aux organisations de la société civile

La société civile doit lutter contre toutes les formes de radicalisation religieuse, et adresser ainsi un signal de solidarité aux personnes et aux groupes pris pour cible.

Les organisations confessionnelles et laïques de la société civile doivent travailler ensemble, notamment en créant des plates-formes communes, et montrer ainsi qu'un engagement en faveur des droits de l'homme peut créer une solidarité au delà de tous les clivages religieux, culturels ou philosophiques.

D. Recommandations aux médias

Les médias doivent défendre leur indépendance, leur professionnalisme et leur intégrité, et sensibiliser l'opinion sur les dangers de la radicalisation religieuse. Ils doivent évoquer également les diverses causes profondes de ce phénomène et les circonstances politiques et sociales qui les entourent.

Les médias doivent contribuer à instaurer une culture du débat public, indispensable pour contrer les préjugés sur les religions et éviter les amalgames. Ils doivent œuvrer sans relâche à une culture de la tolérance religieuse.

Les médias doivent aider à créer une synergie entre les religions et contribuer à un approfondissement de la connaissance mutuelle des différentes confessions religieuses et à la réalisation d'une vision commune de la paix.



Atelier sous-régional

**Thème : « Le radicalisme religieux
et les menaces sécuritaires
en Afrique de l'Ouest : perspectives
nationales et régionales »**

**Communication : « Du radicalisme
religieux au terrorisme ? Le cas
sénégalais dans l'ensemble sahélien »**

Dr. Bakary Sambe

Directeur de Timbuktu Institute –African Center for
Peace Studies - Observatoire des radicalismes
et conflits religieux en Afrique (ORCRA)

Introduction

Lorsque le phénomène AQMI s'est déclaré dans les sociétés maghrébines, il fallait aussitôt s'attendre à son extension au sud du Sahara. Nos Etats ont péché par leur déficit de prospective et d'anticipation. S'y ajoute qu'une certaine reconfiguration géopolitique a fait de cette région du Sahel une zone très convoitée aussi bien sur le plan stratégique qu'économique, au regard des richesses minières et énergétiques dont elle regorge. Pour dire qu'une confrontation des intérêts divergents va irrémédiablement et continuellement y occasionner des troubles récurrents. Aussi, la lutte d'influences idéologique sur fond de chocs de modèles religieux va-t-elle s'y accentuer. Les nombreuses alertes sur l'enjeu d'une telle confrontation idéologique n'ont commencé à faire écho qu'avec l'apparition des groupes islamistes radicaux et, surtout, les actions terroristes et les prises d'otages dans cette vaste zone aux frontières poreuses. Il est un fait, le terrorisme est devenu un phénomène endogène et les récentes attaques de Ouagadougou et de Grand Bassam ont signé la fin des exceptions en Afrique de l'Ouest.

Il s'agira dans cette contribution de remonter d'abord aux origines de cette radicalisation islamique dans les pays du Sahel et principalement au Sénégal, l'ancrage des idéologies violentes alimentant le djihadisme en tant que mode de combat et aux actions terroristes avant de proposer des actions pouvant endiguer une telle remontée du radicalisme aux conséquences sécuritaires énormes pour ce pays et la Région. Ces répercussions s'étendent aussi dans le domaine des crimes organisés comme elles touchent la stabilité nécessaire au développement économique.

I- Aux sources idéologiques de l'offensive salafiste dans le Sahel

Il y a eu, depuis les années 1970, consécutivement à la montée du panislamisme qui a détrôné l'esprit tiers-mondiste de l'après-Bandung, une véritable stratégie de conquête développée par l'Arabie Saoudite qui profité du déclin du leadership égyptien suite à la disparition de Nasser. Cela s'est fait avec la multiplication d'organismes spécialisés financés par elle et qui essayent de coordonner les actions de prédication sous différentes formes. Ces organismes essayent de prendre la forme d'organisations internationales avec une certaine représentativité afin d'acquérir la respectabilité et surtout le statut privilégié des ONG sur la scène internationale où les rapports se privatisent de plus en plus.

Ainsi, des mouvements de différentes natures vont se multiplier et vont s'imposer comme la courroie de transmission de l'idéologie wahhabite surfant sur la contestation de l'islam confrérique ou traditionnel tel que connu dans plusieurs régions du Sahel (Sambe, 2005 : 18).

Les tenants du wahhabisme international ont longtemps travaillé sur un projet de zone d'influence wahhabite en Afrique. Pourtant, les nombreuses alertes n'ont jamais poussé à des mesures préventives face à un phénomène qui inquiète aujourd'hui tous les pays du Sahel. Cette zone d'influence d'un islam radical est clairement identifiable aujourd'hui. Il s'agit de la ligne Erythrée, Khartoum encerclant l'Ethiopie « chrétienne » en passant par Ndjaména et les actuelles provinces du Nord Nigeria appliquant la « Shari'a », le Niger et le Mali, sous effervescence islamiste, pour aboutir au Sénégal, seul pays d'Afrique noire ayant accueilli par deux fois le Sommet de l'OCI et siège régional de la Ligue islamique mondiale entre autres.

Jusqu'ici, l'action des mouvements islamiques soutenues par des bailleurs du monde arabe se limitait à une concurrence aux Etats dans les domaines de l'Education et des œuvres sociales au regard des difficultés des gouvernements respectifs à satisfaire les besoins des populations. Les politiques d'ajustement structurel ont facilité cet affaiblissement des Etats et de ses services sociaux de base.

Mais avec les récents bouleversements dans la sous-région et les conséquences découlant de l'alliance entre les groupes djihadistes (comme AQMI anciennement GSPC) et la nébuleuse Al-Qaeda, divers

mouvements commencent à être des sources d'inquiétudes.

Au moment où il est question de « stratégies Sahel », la communauté internationale a un retard d'au moins quarante ans par rapport aux réseaux qu'on cherche à éradiquer aujourd'hui. Tout s'est joué depuis les vagues de sécheresse des années 70 où, elles-mêmes, durement touchées par la crise pétrolière et financière, ni l'Europe ni l'Amérique ne pouvait assister les pays du Sahel. Seules les monarchies pétrolières en avaient, alors, la capacité. Les organisations panislamiques ont alors procédé à une véritable conquête idéologique assise sur deux socles : la da'wah (prédication) et l'ghâtha (secours humanitaire). Et comme si les partenaires au développement n'avaient pas saisi les enjeux de l'époque on assomma ces Etats ou ce qui en restait avec les politiques d'ajustement structurel qui ont mis à nu la vulnérabilité de nos pays désormais rudement concurrencés par des acteurs transnationaux sur leurs domaines régaliens l'éducation, la santé, les services sociaux de base.

Ensuite la plupart de ces pays sont confrontés au phénomène de dualité de leur système éducatif : un enseignement « officiel » francophone auquel se superpose un autre système dominé par les écoles coraniques et les instituts islamiques dont le curriculum et l'orientation pédagogique sont en dehors du contrôle des gouvernements. Combiné aux effets de la percée du salafisme conquérant, cela s'est traduit en un choc des modèles religieux et une contestation de l'islam traditionnel et paisible par de nouvelles élites « arabophones » frustrées par la longue domination politique des cadres francophones et laïcs.

A- Sénégal : des faits et évènements alarmants depuis 2007

Un certain nombre de faits aurait dû alerter les services de sécurité de nombreux pays de la sous-région, notamment le Sénégal. Ce pays, frontalier de la Mauritanie et du Mali, plongé dans une double crise politique et sécuritaire dans le Nord, semble ces derniers temps sous la visée des groupes djihadistes.

Déjà, en 2007, des assassins présumés d'un groupe de Français recherchés par la police mauritanienne a pu, via le Sénégal et la Gambie, regagner Bissau pour y être finalement arrêtés par les services de sécurité bissau-guinéens. Le 29 mai 2010, Mohamed Nadane, Moulaye Abdallah Aldani et Mohamed Bright Nadanecours ont été interpellés à l'Aéroport International Léopold Sédar Senghor par la Division des Investigations criminelles (DIC). En Septembre 2010, il y a fallu une coopération de la police marocaine pour identifier ces trois personnes : membres de la jeunesse islamique combattante (JIC), une organisation liée à Al-Qaeda. Elles étaient recherchées pour avoir commis un attentat. Elles seront extradées vers le Maroc par le gouvernement sénégalais dans la nuit du 20 au 21 septembre 2010 par un vol de la Royal Air Maroc depuis Dakar.

Début Février 2011, deux membres présumés d'AQMI sont en fuite vers le Sénégal avant d'y être arrêtés dans la banlieue dakaroise. On parlait déjà d'un séjour express et récent de Liman Chafi au Sénégal, ce Mauritanien très expert dans la libération d'otages occidentaux des mains d'AQMI. On n'avait pas encore parlé des dix djihadistes présumés qui ont été arrêtés, en 2012, à Dagana au Nord du Sénégal par la Gendarmerie Nationale. Ces arrestations dont celle d'un des lieutenants du chef du MUJAO, l'Imam Dianko dans la banlieue dakaroise de Thiaroye montrent l'extrême nécessité de repenser nos paradigmes sécuritaires à l'heure de la porosité des frontières et de l'extension sans arrêt du « ventre mou » malien.

II- Le Sénégal : cible naturelle du terrorisme ?

Comme souligné plus haut, AQMI vise depuis bien longtemps à atteindre les intérêts occidentaux dans la zone du Sahel. Elle est la franchise djihadiste qui cible notamment les intérêts de la France surtout dans une zone longtemps considérée comme un « pré-carré ».

Le Sénégal, véritable paradoxe géopolitique, présente une certaine particularité dans ce contexte. Tout en symbolisant la profondeur africaine des pays et organisations arabes et islamiques (OCI, ISESCO, Ligue islamique mondiale, Appel Mondial Islamique, etc.), il demeure un allié traditionnel des puissances occidentales. On pourrait dire la même chose de la Mauritanie, mais aussi du Tchad comme du Niger. Ces pays du Sahel présentent, de ce fait, beaucoup de similitudes avec les pays arabes (Arabie Saoudite, Emirats du Golfe, Maroc, Egypte, Tunisie en pleine transition politique, etc.) visés par Al-Qaeda qui les considère comme des « agents » de l'Occident. Rappelons les faits suivants qui confortent ce statut exposant des pays comme le Sénégal aux menaces de mouvements djihadistes.

En fait, tous les faits cités font partie de ceux qui alimentent le discours radical des mouvements djihadistes et qui justifient que l'on puisse s'attaquer à tel pays ou à certains intérêts :

- Participation des forces sénégalaises à la première guerre du Golfe en 1991 durant l'invasion du Koweït aux côtés des forces occidentales.
- Présence militaire de la France un peu partout dans les pays francophones de la sous-région, pays considéré comme « ennemi de l'islam » surtout depuis l'interdiction du voile islamique et les différentes déclarations du Président Nicolas Sarkozy qui avait relancé, à l'approche de la campagne présidentielle, le débat jugé antimusulman sur la place de l'islam en France.
- Les accords de défense avec la France peuvent aussi raviver un tel sentiment que nos différents états sont des « défenseurs des intérêts français » dans la sous-région.
- Les récents accords de défense avec les Etats Unis d'Amérique repositionnent le Sénégal sur la carte stratégique de la lutte contre le terrorisme.
- Intérêts économiques français très présents dans le pays (grands groupes industriels français, investissements importants).
- Les prises de position régulières du Sénégal. Rappelons, en 2001, l'appel lancé par le Président sénégalais Abdoulaye Wade pour organiser un sommet mondial contre le terrorisme suivi de la visite de George Bush au Sénégal.
- Les représentations diplomatiques occidentales importantes dans la sous-région sahélienne et surtout à Dakar devenue la zone de repli de la communauté internationale suite à la déstabilisation de pays voisins : état d'alerte autour des Ambassades des USA, de la France et d'Israël.
- Les menaces d'AQMI (en 2011 et récemment en 2012) contre l'ex-président Wade, dont la sécurité fut alors renforcée suite à l'extradition de 3 marocains et de 3 mauritaniens, membres présumés d'Al-Qaida.

De plus, les actes posés par le Sénégal sur le plan diplomatique ne semblent pas, souvent, accompagnés de dispositions nécessaires sur les plans de la sécurité et du renseignement intérieur et militaire.

Il est sûr que la nature des menaces comme celle d'AQMI, d'Al-Mourabitoune et des groupes transnationaux (Constantin, 1994 : 154) avec une nouvelle conception des espaces territoriaux, exige, désormais, une expertise pluridisciplinaire et non plus seulement sécuritaire.

Cette expertise devra nécessairement prendre en compte, non seulement, les aspects géopolitiques, mais aussi la dimension idéologique et sociologique d'un phénomène multiforme. Il ne semble pas en être le cas, pour le moment, au sein des services de sécurité alors qu'on peut s'interroger sur l'existence éventuelle d'un terrain favorable au déploiement de groupes comme AQMI. Les dimensions socio-anthropologiques des phénomènes semblent négligées au profit d'approches normatives, policières et militaires alors que nous sommes dans le cas d'espèce d'une guerre asymétrique ayant rendu caduques les stratégies les plus performantes.

III- Le Sénégal : un terrain sahélien favorable aux groupes djihadistes

Il y aurait, à notre sens, assez d'éléments pour qu'émergent, à tout moment, dans les différents pays sahéliens, deux types de relais : a) idéologique et éventuellement, b) opérationnel et ce, malgré les assurances d'un système confrérique ou d'un islam traditionnel aujourd'hui cible des islamistes (Tombouctou) et qui étaient considérés comme paravents et remparts plus ou moins durables contre la radicalisation.

Les spécialistes français de l'islam africain, notamment sénégalais, sont, pour beaucoup, restés sur une scission binaire du champ religieux sénégalais : un islam confrérique concurrencé ou contesté par des mouvements réformistes proches des Frères Musulmans ou d'obédience salafiste wahhabite d'émanation saoudienne. Sous certains aspects, ils n'ont pas tenu compte de l'évolution de ce champ ainsi que l'interpénétration des courants comme des itinéraires mixtes des acteurs. Sur ce point précis, une révision paradigmatique s'impose surtout que les critères d'évaluation de la menace ont évolué ; les pays n'ayant plus leur destin en main face à une menace le plus souvent exogène. Le Burkina et la Côte d'Ivoire ont été frappés par Al-Mourabitoune ayant utilisé l'espace malien aux frontières difficilement contrôlables.

A- Un terrain idéologiquement en conquête ?

Malgré cette nouvelle configuration, beaucoup croient encore en un islam sénégalais confrérique soufi en tant que rempart contre l'extrémisme islamiste. Cette force des confréries, notée dans des pays comme le Sénégal ne fait plus le poids au Mali comme c'est le cas au Niger où le mouvement salafiste Izala domine la sphère islamique surtout dans les zones frontalières du Nigéria comme Maradi et Diffa.

Il est vrai que des leviers de médiation comme les marabouts, au Sénégal, et autres chefs religieux existent qui limitent l'impact de l'assaut idéologique wahhabite avec ses pétrodollars par le biais du travail social des associations islamiques. Ces dernières investissent les domaines où se manifestent le plus souvent une carence de l'Etat-providence ; l'éducation et le social.

Les ressources financières des mouvements salafistes commencent, certes, à se raréfier suite aux attentats du 11 septembre 2001 et la surveillance accrue doublée d'un gel important des avoirs de certains organismes bailleurs, notamment du Golfe. Mais on oublie très souvent que suite à l'émergence d'une élite arabophone au Sénégal issue des universités arabes et/ou islamiques contestant l'hégémonie des cadres francophones désignés comme responsables de la faillite des pays depuis l'indépendance, il y a le mythe de la « conscience islamique » traversant toutes les sphères y compris confrériques. Ce mythe s'est érigé en un véritable courant politique captant les idéologies exogènes : salafisme, wahhabisme, chiisme balbutiant, voire jihadisme. Le contournement des circuits financiers traçables se fait désormais par le commerce et la grande distribution.

S'y ajoute que les déçus du courant confrérique d'obédience soufie, trop marqué par ses accointances répétitives avec le pouvoir politique, conformément à l'héritage colonial, se dirigent, de plus en plus, vers un islam dit « rationalisé » recrutant de plus en plus dans l'élite intellectuelle même francophone. Cela aurait conduit, paradoxalement, avec une « élitisation » de l'extrémisme, vers une sorte d'islam des « ingénieurs » comme en Algérie ou au Moyen-Orient (Frères Musulmans en Egypte, Tunisie et récemment au Maroc).

Ce courant transversal, à travers tous les pays du Sahel, est manifestement sensible aux revendications de l'islamisme mondialisé (anti-américanisme, anti-occidentalisme, etc.). Cette frange est largement renforcée par les laissés pour compte des systèmes sociaux et économiques, habités par une misère sociale et exposés aux rudes conséquences de la crise socio-économique aggravée par le fossé grandissant entre classes dirigeantes et populations paupérisées. Ensemble, ils constituent un relais sociologique et idéologique de groupes comme AQMI ou encore Al-Mourabitoune ayant frappé le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire.

De tels relais existent dans les milieux associatifs islamiques sahéliens sans surveillance particulière (Mali, Sénégal) et dont les activités se déploient dans le domaine social et éducatif.

Le Sénégal souffre toujours d'une dualité de son système éducatif avec l'école « officielle » francophone et la multiplication d'écoles « arabes » ou « coraniques ». Ce qui représente un grand danger pour ce qui est de la cohésion nationale dans le processus de la construction de l'Etat sous sa forme jacobine.

Les autorités ne semblaient pas saisir les enjeux d'une telle dynamique et n'avaient jamais intégré cette dimension du religieux dans le cadre global d'une politique de sécurité. Pendant ce temps, certains éléments concordants indiquent l'existence de relais éventuellement opérationnels tel que l'ont montré les récentes vagues d'arrestations d'éléments démontrant une transnationalité de plus en plus poussée des réseaux actifs comme dormants.

B- Dernières évolutions d'un phénomène en mutation : le risque est-il devenu plus réel ?

Il faut, désormais, intégrer la rupture conceptuelle des mouvements comme Al-Qaida depuis l'expérience afghane. Pour les groupes djihadistes, il s'agira, de moins en moins, de visées globales coûteuses et difficilement réalisables. L'expérience malienne l'a démontré : selon un modus operandi bien simple, ces groupes bien établis, procèdent au parasitage des conflits locaux, irrédentistes, en leur donnant un habillage islamique espérant, ainsi, attirer l'Occident et ses alliés dans le piège d'une éventuelle intervention dont les bavures et maladresses vont certainement encore causer plus de radicalisation. Et c'est le cercle vicieux dont nous ne sommes pas prêts de sortir de sitôt. Il s'y ajoute que l'inéluctable militarisation à outrance du continent ainsi que les travers de la lutte contre le terrorisme par des régimes africains illégitimes ou en fin de règne, vont encore alimenter la rhétorique d'un djihadisme africain bien ancré.

Boko Haram est certes harcelé au Nigeria mais ses exactions visant les soft targets (cibles faciles) à défaut d'opérations de grande envergure, s'abattent sur tout le pourtour du Lac Tchad, de Garoua au Cameroun à Mitérié au Tchad, déstructurant les économies, décimant des villages entiers.

Le terrorisme qui, il y a dix ans, paraissait un phénomène lointain, est devenu une réalité pour l'opinion sénégalaise. Le soupçon sur certains imams ayant été proches de Boko Haram ou en contact avec Daech a changé la perception même des autorités par rapport au phénomène terroriste. Le cas sénégalais présente des similitudes avec nombre de pays voisins encore plus exposés et moins dotés en termes de résilience.

Conclusion

La transnationalité des acteurs, la porosité des frontières ainsi que la réduction de l'espace par les moyens de communication modernes semblent en faveur de la propagation du phénomène djihadiste dans le Sahel. Une telle propagation ne peut objectivement pas épargner le Sénégal, un pays au cœur des interactions saharo-sahéliennes. La sous-région, dans son intégralité, n'est pas, totalement, à l'abri d'une telle propagation idéologique ; l'opérationnalité étant, elle, une question de circonstances. Combinés aux données stratégiques et à l'aggravation des phénomènes liés au trafic de drogue, à la prise d'otages, ces éléments impliquent une nécessaire prise en compte globale de la problématique « sécurité humaine », au-delà du Sénégal, dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest.

Les errements diplomatiques dans la sous-région ajoutés au dysfonctionnement de certains services de renseignements et l'installation d'instructeurs djihadistes étrangers au Nord Mali pays frontalier du Sénégal, montrent que ce pays n'a, aujourd'hui, qu'une emprise limitée sur l'évolution de la situation.

Le Sénégal, longtemps cité comme une exception, ne peut plus évoluer en dehors des cadres régionaux tels que le G5 Sahel où son leadership et sa diplomatie pourraient être déterminants. Il faudra rattraper le retard dans l'élaboration de stratégies intégrées et coordonnées.

Bibliographie indicative

Sambe, B, 2015 : Boko Haram, di problème nigérian à la menace régionale, Presses panafricaines, Montréal

Sambe, B ; Bâ D, 2013 : Grand angle sur le radicalisme religieux et la menace terroriste au Sénégal, Rapport Paix et Sécurité dans l'Espace CEDEAO, Institut d'études de Sécurité, ISS, Dakar, mai 2013

Sambe, B, 2011 : Islam et diplomatie, la politique africaine du Maroc, 266 p

Sambe, B, 2005 : Pour une ré-étude de l'islam au Sud du Sahara, in Prologues, revue maghrébine du livre, n° 34, Eté 2005

Sambe, B, 2003 : L'islam dans les relations arabo-africaines, rôles et usages des confréries et associations islamiques dans les relations entre le Sénégal et des pays du monde arabe (Thèse de doctorat, IEP Lyon)

Otayek, R, 2000 : Identité et démocratie dans un monde global, Presse de Sciences Po, p. 164.

Constantin, F. 1994 : De l'individu à l'Etat, in Les individus dans la politique internationale, (sous dir. Michel Girard), p.154

Al-Bichri, T., 1982 : «Mouvement national et mouvement islamiste», Peuples méditerranéens, 21, octobre-décembre 1982



Atelier sous-régional

**Thème : « Le radicalisme religieux
et les menaces sécuritaires
en Afrique de l'Ouest : perspectives
nationales et régionales »**

**Communication : « L'analyse du
radicalisme religieux
en République de Guinée »**

Pr Alpha Amadou Bano BARRY

Recteur de l'Université Winfrey Oprah de Guinée et
Vice-recteur chargé de la recherche à l'Université de
Sonfonia à Conakry

RESUME

Après la prise du Nord de la République du Mali par des groupes armés avec des revendications identitaires, territoriales et islamiques, les attentats de Bamako et surtout de ceux de Ouagadougou, une question s'impose aux autres pays : « quel est l'état de la situation du radicalisme religieux, et en particulier celui en rapport avec l'Islam, en Guinée ? ».

Les réponses qui émergeront de cette interrogation imposeront d'autres questions comme celles de savoir qui sont les acteurs de ce radicalisme religieux en Guinée ? Comment ont-ils émergés dans la sphère publique, avec quelles revendications, quels projets et moyens d'action ?

Cet article montre que le radicalisme religieux est une réalité de la République de Guinée. Son histoire s'inscrit dans la double trajectoire migratoire des populations de l'Est vers le Sud et de l'islamisation qui a accompagné ce mouvement. Si ce radicalisme trouve un terreau fertile à l'interne à travers la paupérisation urbaine, les inégalités sociales criantes et la dépravation des mœurs. Il s'est longtemps appuyé sur les ressources financières des pays arabes qui ont formé des imams, financés des mosquées et assuré des services sociaux dans les zones de « non Etat » qui résultent de l'appauvrissement et le rétrécissement de l'Etat central.

Cependant, ce radicalisme religieux n'est pas encore totalement politique. Il peine à investir, à l'intérieur des frontières, le champ politique dominé davantage par les questions ethniques. A quel rythme le radicalisme religieux deviendra-t-il politique ? Difficile à dire. Mais on peut considérer que l'existence d'une forte communauté guinéenne dans les pays fortement touchés par ce phénomène risque de donner un coup de pouce à la transformation du radicalisme religieux à celui politique.

I. CONTEXTE RELIGIEUX

Pour l'essentiel, la population guinéenne se partage de façon inéquitable entre les deux religions monothéistes (islam, 95%) et le christianisme (3%). Au sein des populations Guinéennes, les confréries Qadiriyya et la Tidjâniyya restent encore majoritaire (Devey, 1997). Cependant, les opportunités « économiques » qu'offrent le Wahhabisme venu de l'Arabie Saoudite et du chiisme appuyé par l'Iran prennent de l'essor. Si la proportion des animistes reste stable depuis l'indépendance (autour de 2%), des mouvements de conversion sont de plus en plus importants, surtout dans la région forestière de la Guinée.

Les rares données disponibles sur la répartition des populations musulmanes de Guinée indiquent (BARRY, 2014), que la moitié des guinéens de confession musulmane ne sont membres d'aucune confrérie, 40% se déclarent de la confrérie Tidjâniyya (essentiellement dans les communautés Peuls et Malinkés), 1% se déclarent Qadiriyya (chez les Diakanké et les Malinkés), moins d'un pour cent se déclare Chiite et autour de 10% se déclarent Wahhabites.

I.1. Historique des confréries musulmanes en Guinée

Des quatre confréries qui se partagent l'espace musulman en Guinée, le Qadiriyya est la plus ancienne confrérie à s'implanter en Guinée. Cette confrérie aurait été fondée en Irak au XI^{ème} siècle par un saint du nom d'Abdel Kader El Djilani (né vers 1077 et mort vers 1166). Ce serait au XV^{ème} Siècle que le Qadiriyya se serait répandu en Afrique de l'Ouest à partir des grandes migrations qui ont marqué les mouvements de population du Sahara vers les côtes à la suite de la destruction de l'empire du Ghana.

Les témoignages oraux dans la région de Kankan indiquent que ce rite se serait propagé dans l'actuel territoire de la République de Guinée par les Sarakollés et les Diakankés qui l'ont transporté avec eux dans leur migration vers le Sud du Sahara. C'est à eux, les « Maninka Mori¹» (des Sarakollés qui ont

1 - Littéralement, les marabouts des Malinkés.

été absorbé culturellement et linguistiquement par les malinkés), que l'on doit la propagation du rite Qadiriyya dans le territoire actuel de la République de Guinée.

Ce rite se caractérise par sa piété rigoriste (respect rigoureux des 5 prières par jour et de préférence en commun). Le Qadiriyya se caractérise aussi par son insistance sur la charité et ses pratiques mystiques. Les adeptes du Qadiriyya perdront du terrain en raison de sa rigidité et de sa complexité (réciter quatre litanies 302 fois après chaque prière de l'aurore et du coucher) et la propagation du Tidjâniyya une nouvelle confrérie.

L'ordre des Tidjâniyya aurait été fondé par Sid-Ahmet Mohamed Tidjane en 1772. Elle a été propagé par maintes missions vers le Sud du Sahara par plusieurs peuples et en particulier les Peuls en s'implantant dans le Fouta Djallon (République de Guinée) à partir du XVIIème siècle et les Toucouleurs sous la conduite d'El Hadji Oumar TALL autour du XIXème.

Contrairement au rite Qadiriyya, le Tidjâniyya se caractérise par un rituel simple, accessible, fondé sur un détachement et l'ascèse. Le Tidjâniyya avait aussi une dimension politique non négligeable avec la volonté d'islamiser davantage de populations et d'imposer à tous le rite Tidjâniyya. Dans une région très partiellement islamisée avec un fort taux de syncrétisme, le Tidjâniyya insufflait une ferveur à la guerre sainte pour continuer à convertir, mais aussi un mode organisationnel démocratique qui mettait sur le même pied tous les musulmans sans distinction de statut dans l'accès à la baraka.

Dans sa longue traversée de la Guinée actuelle du Nord vers l'Est avant d'aller mourir dans les falaises de Bandigara, El Hadji Oumar fera des adeptes dans la communauté Malinké de Kankan (la principale ville de la Haute Guinée) surtout parmi les élites religieuses et politiques.

Le Wahhabisme aurait émergé en Afrique de l'Ouest autour du XIXème siècle et s'attachait à la défense des droits civils des musulmans, au contrôle du pèlerinage à la Mecque et aux fondements d'une éducation islamique réformée.

Du point de vue fondement, le Wahhabisme prône le retour aux sources de l'Islam pendant son âge classique (le temps du prophète et de ses quatre califes). Le terme Wahhabite est une référence à la Wahhâbiya, mouvement rigoriste né en Arabie au XVIIIème siècle qui prônait le retour aux deux sources fondamentales de la religion musulmane : le coran et la sunna.

Les études réalisées sur l'histoire de ce courant religieux, comme celle de GOMEZ-PEREZ (2005), indique que ce courant prend son inspiration doctrinaire de Cheick Ibn Hambal Ibn Taïmiya. Dans ses fondements, cette doctrine rejette les interprétations juridiques et les institutions telles les confréries et le culte des saints et, par prolongement, les marabouts (interpréteur du savoir islamique). Pour les tenants de ce courant, de telles pratiques, le recours aux marabouts, favorisent le maraboutisme.

Dans le cas particulier de la Guinée, le Wahhabisme a utilisé deux zones de pénétration (en fait les mêmes que les autres confréries) et à deux moments différents. La plus ancienne zone et le premier moment du Wahhabisme l'a été dans l'Est, en l'occurrence la région de Kankan et bien avant l'indépendance de la Guinée.

Les premiers adeptes en Guinée de ce courant fondamentaliste, qui se caractérise par des signes extérieurs (la barbe, l'habillement et le fait de croiser les bras lors de la prière) et un fondement doctrinaire qui combine l'idéologie et la théologie, furent des étudiants qui rentraient d'études de l'Université Al Azhar du Caire (Egypte).

Kaba Lanciné (2004) indique que dans les années 1946, quatre diplômés reviennent d'Al Azhar et se lancent dans une véritable mission d'implantation du Wahhabisme. Il s'agirait d'El Hadji Kabiné KABA (Kankan, Guinée) et El Hadji Mouhamad KEITA (Bamako, Mali), d'El Hadji Mamoudou SANOUSSI et d'El Hadji Diabi GASSAMA (Gambie).

Ces quatre diplômés feront le tour de la sous-région pour tenir des conférences et intervenir dans les écoles coraniques (Medersas) axant leur discours autant sur la pratique religieuse que sur la critique de l'administration coloniale et des marabouts qui exercent au sein des communautés. Certaines publications indiquent que le Wahhabisme commence à prendre pied à Kankan dans les années 1950 avec des réactions rigoureuses des grandes familles maraboutiques de la localité qui voyaient dans ce courant la propension à la violence.

La seconde voie est celle de la préfecture de Pita dans la région de la Moyenne Guinée à travers sa forte colonie de ressortissants au Sénégal. C'est parmi eux que l'on retrouvera dans les années 80 des activistes qui reviendront et voudront diffuser le Wahhabisme. Dans cette préfecture, qui est à cinquante de kilomètres de Labé (la ville la plus importante du Fouta Djallon et principal centre islamique de la Guinée et du Tidjâniyya), l'arrivée des Wahhabites et leur volonté de s'opposer aux familles maraboutiques de confrérie Tidjâniyya sera à la base de la première et de la plus grande tension religieuse sous la première République. Pour faire face à la tension sociale et religieuse, les dirigeants du Parti Démocratique de Guinée (PDG) enverront une forte délégation pour l'étouffer et mettront en place une structure dans le gouvernement (Secrétariat général) en charge des affaires islamiques, d'abord, avant de devenir en charge des affaires religieuses.

A partir des années 1980, l'implantation de la Banque Islamique en Guinée va aider à la propagation du Wahhabisme. Si officiellement, elle offrait des prêts et des facilités sur la base des règles bancaires strictement « islamiques », elle sera un puissant instrument pour les Wahhabites guinéens d'avoir des crédits, des dons et des financements qui vont permettre de recruter des milliers de guinéens à Conakry dans les quartiers populaires de la haute banlieue, surtout dans les familles de « basse souche² ».

Les Wahhabites en Guinée sont sélectionnés parmi des acteurs religieux qui ne sont pas issus des grandes familles maraboutiques. Les propagateurs actifs sur le terrain sont souvent des anciens étudiants qui reviennent des pays arabes (Soudan, Egypte, Arabie Saoudite) ou des personnes qui font du commerce entre leur pays et les pays arabes et qui se transforment par la suite en intermédiaires entre les capitaux privées, des fondations et des mécènes pour propager le fondamentalisme religieux dans leur pays.

Sous la seconde République (1984-2008), le régime politique va laisser se propager le Wahhabisme en Guinée et le courant Chiite. Le premier sera fortement soutenu par l'Arabie Saoudite qui va offrir des centaines de bourses en théologie dans certaines de ses universités et dans celles du Soudan et de l'Egypte. Ces étudiants qui rentraient devenaient des imams dans des mosquées construites par des fonds provenant de l'Arabie Saoudite, du Koweït et du Qatar.

La Guerre civile en Sierra Leone et surtout du Libéria sera aussi une source importante de propagation du fondamentalisme islamique avec des financements de l'ULIMO, l'une des fractions de la rébellion libérienne qui recrutait surtout des jeunes Koniankés (originaire des préfectures de Beyla et de N'Zérékoré). La fin des guerres civiles dans ces deux pays va ramener en Guinée des milliers de guinéens convertis au Wahhabisme dans leur préfecture d'origine, essentiellement à Beyla et à N'Zérékoré.

1.2. Causes et manifestations du radicalisme religieux

Pendant longtemps, la question de l'islam en Afrique au Sud du Sahara a exclusivement été abordée en rapport aux confréries. C'est vrai aussi que les confréries ont joué, et continuent d'ailleurs de le faire, un rôle central dans la diffusion de la foi musulmane et dans la structuration de l'espace social surtout à partir du XIX^{ème} siècle avec les guerres saintes menées dans l'espace de l'Afrique de l'Ouest.

² - Familles d'origine servile et de caste.

La plus ancienne des causes du radicalisme religieux est liée à la compétition que se livrent les différentes confréries, surtout lorsqu'une nouvelle confrérie surgit dans le paysage et veut se faire de la place. Au-delà de cette dimension historique, on peut schématiser les facteurs du radicalisme religieux en des facteurs exogènes, internationaux et des facteurs endogènes, propres au pays.

I.3. Les facteurs exogènes

Avec le choc pétrolier des années 70 augmente substantiellement les revenus des pays arabes qui permettent une redistribution de revenus entre les acteurs de l'Etat et de la sphère religieuse en leur sein.

Parallèlement, à l'enrichissement des pays arabes, les pays africains au Sud du Sahara s'appauvrissent, les ressources de l'Occident se réduisent et les économies des pays africains s'affaiblissent. En plus du renchérissement des importations des énergies fossiles, les pays africains voient une chute drastique de ses revenus tirés de l'exportation de ses matières premières.

Alors que les pays africains peinaient à se relever du choc pétrolier, l'Occident impose l'ajustement structurel aux économies africaines qui vont se caractériser par une réduction des effectifs de la fonction publique et le recentrage des activités de l'Etat autour de certaines fonctions régaliennes comme le fait d'avoir des représentations diplomatiques, sans grand résultat, et en dédouanant les Etats africains dans leur responsabilité sociale (fourniture des biens et services sociaux de base) et économiques (création d'entreprises et d'emplois).

Dans cette conjoncture, les pays arabes ont été incités à se substituer à l'Occident dans l'apport à l'aide au développement. Dans cette brèche ouverte, les Etats arabes (Arabie Saoudite, Lybie, Egypte, Qatar, Koweït, etc.) et les autres pays musulmans (Iran, Pakistan, Turquie) et les organisations religieuses de ces pays (Banque Islamique, Ligue Mondiale des Musulmans, etc.) vont s'engouffrer et écumer les rues et les banlieues des pays africains.

L'invasion de l'Afghanistan par l'Union Soviétique va permettre aux USA d'aider à libérer les énergies « musulmanes » pour combattre l'ennemi de la guerre froide. Dans le discours du Président CARTER annonçant l'invasion de l'Afghanistan, il mettra de l'avant le fait qu'une grande puissance a rompu les équilibres mondiaux en envahissant un pays « non aligné », d'une religion différente de celle de l'Union Soviétique.

Si les USA forment, entraînent et conseillent et fournissent les armes adaptées à la défaite de l'Union Soviétique, les jeunes des pays arabes sont invités et motivés à aller combattre et les Etats arabes financent et laissent faire. Les djihadistes d'Al-Qaeda et en Algérie sont des anciens combattants d'Afghanistan. De plus, le même model (mobilisation des ressources financières et humaines) sera activité dans d'autres contextes (Tchéchénie, Tunisie, Lybie, Mali, etc.).

Le retour en force des pays arabes et/ou musulmans sur l'échiquier de la coopération avec l'Afrique au Sud du Sahara accentue la compétition entre les acteurs musulmans de confession Chiite et Sunnite, et en particulier les Wahhabites. Ces modifications dans le rapport de force au niveau international vont favoriser la propension des « entrepreneurs » religieux de l'Orient qui sont en compétition ouverte avec les fondamentalistes évangélistes chrétiens. Les uns et les autres sont dans une compétition pour imposer leurs valeurs culturelles. Parmi ces valeurs, l'élargissement des droits en Occident, surtout le mariage pour tous, et sa propension à vouloir régenter les normes sociales mondiales ont eu un effet boomerang avec une prédisposition des populations guinéennes à rejeter celles de l'Occident et un attrait pour les celles de l'Orient.

I.4. Les facteurs endogènes

Ce changement dans le rapport international avec la réduction des capacités de l'Etat guinéen à assumer ses mandats a eu pour conséquence de « laisser » à autrui, les pays arabes pétroliers le soin

de financer le culte (la formation des imams, des mosquées, la solidarité avec les plus faibles). Ces acteurs internationaux vont chercher et trouver au sein de la Guinée ceux des Guinéens qui veulent remettre en cause l'ordre social, surtout celui des grandes familles maraboutiques.

L'absence de l'Etat, sauf par ses services de répression, dans la quasi-totalité du pays et surtout dans les zones de la banlieue de la capitale va laisser le champ libre au Wahhabisme dans sa politique d'expansion. Face au rétrécissement de l'Etat avec les politiques néo-libérales caractérisées par la doctrine du « moins d'Etat », les organisations religieuses montées et financées par les pétrodollars ont pris la place offrant écoles, structures de santé, eau et vivres à des populations entassées dans des bidonvilles périphériques de la capitale (de Hamadallah au kilomètre 36). Si la critique publique de ces mouvements envers l'Etat guinéen est encore faible, elle utilise l'espace laissé par l'Etat pour assurer une prise en charge des personnes vulnérables tout en véhiculant l'idéologie Wahhabite.

La conquête des droits en Occident et le discours qui l'accompagnent braquent de plus en plus de musulmans et renforcent la pratique religieuse. Le fondamentalisme actuel est aussi un instrument de moralisation de la société avec les tenues vestimentaires dénommées par les sigles de « DVD » et de « VCD ». Le premier signifiant « Dos et Ventre au Dehors » et le second de « Ventre et Cuisse au Dehors ».

Enfin, dans la région forestière de la Guinée, les séquelles de la Guerre civile en Sierra Leone et surtout du Libéria dont certains des acteurs affichaient une dimension religieuse dans leur lutte restent une menace sécuritaire.

I.5. Les Manifestations du Radicalisme

La progression du radicalisme, du moins les signes visibles de sa manifestation, est perceptible. L'augmentation des écoles dites « franco-arabe » et des habillements « Wahhabites » (voile, barbes et pantalons courts) sont manifestent même dans les campus.

On observe une augmentation de la construction des mosquées, même dans les quartiers résidentiels par des anciens boursiers dans les pays arabes qui reviennent avec des fonds importants.

Dans ces nouvelles mosquées financées par des fonds venant des pays Arabe avec des imams formés dans les mêmes pays, le prêche est devenu le moment de la diffusion des valeurs doctrinaire du Wahhabisme et les mosquées, l'espace de cette diffusion. Une nouvelle ferveur religieuse se fait jour par une pratique des prières collectives qui rassemblent de plus en plus de personnes, surtout les vendredis. Les discours publics de certains Guinéens soutenant et légitimant les actes de violences lors des attentats relayés par la presse sont une indication d'une forme de radicalisation.

Les violences entre des adeptes, souvent qui appartiennent aux mêmes familles, sont les manifestations la plus tangible du radicalisme religieux en Guinée. Ces violences ont ponctué, périodiquement, la vie de la Guinée depuis les années 70. La plus violente de ces violences est celle qui a endeuillé la localité de Touba (dans la préfecture de Gaoual, Nord de la Guinée).

CONCLUSION

Le radicalisme religieux est en gestation en République de Guinée depuis plusieurs années. L'augmentation considérable des revenus tirés du pétrole à la suite du choc « pétrolier » dans les années 70 a permis une offensive religieuse et une propagation du salafisme en République de Guinée.

Les données sur le radicalisme religieux montrent que la compétition entre les différents courants religieux exprime autant des rivalités locales, endogènes aux communes que des enjeux régionaux et internationaux qui sont souvent mal perçus par les différents protagonistes. Les acteurs locaux sont dans une compétition, certes locale, où chacun cherche à gagner une légitimité endogène à la

communauté (familles maraboutiques et acteurs indépendants instruits dans les pays arabes).

Comment éviter que ce radicalisme religieux ne se transforme en radicalisme politique ? La réponse n'est pas simple. Depuis très longtemps, la réponse de la Guinée a été de « caporaliser » les imams à travers un Ministère en charge des affaires religieuses qui structure et encadre la pratique religieuse pour formaliser les sermons du vendredi et en les intégrant dans la pyramide de l'administration territoriale. Cependant, ce mécanisme a montré ses limites en l'absence d'une politique publique pour récupérer certaines dimensions comme :

- La formation des imams selon des normes et des enjeux des réalités guinéennes ;
- La récupération par l'Etat guinéen de ses attributs comme le financement du culte musulman (mosquées) ;
- L'amélioration de la capacité et de la capabilité de l'Etat guinéen dans la fourniture des services sociaux de base (santé, eau, voirie, etc.) pour répondre à la demande de bien-être social des populations, particulièrement celles urbaines ;
- Assurer un plus grand contrôle du financement des ONG et l'activité des ONG internationales au sein de la société guinéenne.

BIBLIOGRAPHIE

BARRY Mamadou Lamarana (1989), « Place des marabout dans la société traditionnelle, le bassin du Haut Niger », Université Julius Nyérére de Kankan

DIANE, Djiba (1987), « Contribution à l'histoire de l'islam de Haute Guinée : la société musulmane du Baté, son rayonnement, des origines à la mutation socioéconomique de 1974-1970, Université Paris I Panthéon Sorbonne

BARBIER, J. C. (1999), « Repères démographiques. Citadins et religions au Burkina-Faso », dans R. OTAYEK, dir., Dieu dans la cité. Dynamiques religieuses en milieu urbain ouagalais, Bordeaux, Centre d'étude d'Afrique noire, p. 159-172.

CISSE, I. (2009), « Le wahhabisme au Burkina Faso Dynamique interne d'un mouvement islamique réformiste », Cahiers du CERLESHS, XXIV, 33, p. 1-33.

CISSE, I. (2010), « La Ahmadiyya au Burkina Faso », Islam et sociétés au sud du Sahara, 2, p. 95-116.

COULON, C. (2002), « Introduction. Les nouvelles voies de l'umma africaine », dans C. COULON, (dir.), L'Afrique politique, Islams d'Afrique. Entre le local et le global, Paris, Karthala (Centre d'étude d'Afrique noire), p. 9-29.

GOMEZ-PEREZ, M. (2009), « Autour de mosquées à Ouagadougou et à Dakar. Lieux de sociabilité et reconfiguration des communautés musulmanes », dans L. FOURCHARD, O. GOERG et M. GOMEZ-PEREZ, (dir.), Lieux de sociabilité urbaine en Afrique, Paris, L'Harmattan, p. 405-433.

HASSANE, S. (2009), « Société civile islamique. Esquisse sur l'islam postmoderne et les pratiques religieuses "globales" en Afrique », dans G. HOLDER, (dir.), L'islam, nouvel espace public en Afrique, Paris, Karthala, p. 101-125.

KABA Lansiné (2004), « Cheick Muhammad Chérif et son temps ou islam et société à Kankan en Guinée (1874-1955), Présence Africaine, Paris, France

KONE-DAO, M. (2005), « Implantation et influence du wahhâbisme au Burkina Faso de 1963 à 2002 », dans L'islam politique au sud du Sahara. Identités, discours et enjeux, M. GOMEZ-PEREZ, (dir.), Paris, Karthala, p. 449-459.

LE BLANC, M. N. (2003), « Les trajectoires de conversion et l'identité sociale chez les jeunes dans le contexte postcolonial ouest-africain. Les jeunes musulmans et les jeunes chrétiens en Côte d'Ivoire », Anthropologie et Sociétés, 27, 1, p. 85-110.



Atelier sous-régional

**Thème : « Le radicalisme religieux
et les menaces sécuritaires
en Afrique de l'Ouest : perspectives
nationales et régionales »**

**Communication : « L'analyse du
radicalisme religieux
au Burkina Faso »**

Dr Poussi SAWADOGO

Conseiller au Ministère des Affaires Etrangères,
République du Burkina Faso

Introduction

Le Burkina Faso n'est pas une terre d'éclosion du radicalisme religieux comme au Nord-Mali, avec des groupes importés et autochtones. Boko Haram au Nigéria donne aussi l'illustration d'une revendication extrémiste locale inspirée par des mouvements internationaux. Au Burkina Faso, on assiste jusqu'à présent à une certaine importation de la violence djihadiste. Il s'agit d'un phénomène transnational qui profite de la porosité des frontières et de la vulnérabilité du pays au plan sécuritaire. Il est beaucoup plus approprié dans le cas du Burkina Faso de parler d'incursions extrémistes. Cela ne veut pas dire que le Burkina Faso ne porte pas en lui des germes potentiels d'extrémisme religieux.

Le radicalisme religieux ou encore l'extrémisme religieux est compris dans le cadre de cette analyse comme le fait de « *plaider en faveur, s'impliquer, préparer ou soutenir de toute autre manière la violence motivée ou justifiée par des motifs idéologiques dans le but d'obtenir des avancées au plan social, économique ou politique* »¹. La présente analyse porte sur les causes et les manifestations du radicalisme religieux, de ses conséquences et propose quelques recommandations afin d'éviter que le pays ne bascule dans le chaos.

I. Causes et manifestations

I.1. Causes

Des mobiles internes et externes expliquent l'émergence des attaques terroristes contre le Burkina Faso depuis près d'une année.

a) Causes internes

La crise sociopolitique et la fragilité sécuritaire exposent le pays aux attaques terroristes. L'insurrection populaire d'octobre 2014 qui a mis fin au régime de Blaise Compaoré a entraîné le pays dans un processus de transition politique. Cette période a été empoisonnée par la lutte entre les autorités de la transition et le régiment de sécurité présidentielle (RSP)² jugée fidèle au président déchu. En rappel, ce régiment a fait parler de lui en décembre 2014, en février et en juin 2015 avant d'entreprendre le coup d'Etat de septembre 2015. Le gouvernement de transition a ouvertement accusé les putschistes de complicités avec des groupes terroristes pour déstabiliser le pays : « Le gouvernement rappelle qu'au plus fort de la crise, il avait attiré l'attention des populations sur la mobilisation de forces étrangères et de djihadistes que les putschistes avaient appelés à la rescousse, pour la réalisation de leur funeste dessein, celui de sacrifier l'avenir de notre pays sur l'autel de leurs intérêts égoïstes³ ».

Mêlant des revendications corporatistes aux exigences politiques, le RSP a constitué un problème majeur pour les autorités de la Transition. Cette crise, qui a abouti au démantèlement du RSP, a fragilisé le système sécuritaire du pays sur les plans du renseignement et de la capacité de réaction face aux attaques terroristes⁴.

Comme tous les autres pays de la région, la porosité des frontières expose le Burkina Faso aux attaques terroristes. A cela, il faut ajouter l'envoi de près de deux milliers de militaires burkinabè au Mali dans le cadre de la MINUSMA pour la stabilisation de ce pays. Installées à Tombouctou, les forces burkinabè

1 - USAID, *The Development Response to Violent Extremism and Insurgency: Putting Principles Into Practice*, septembre 2011, cité par LOADA (Augustin), et ROMA-NIUK (Peter), *Prévention de l'extrémisme violent au Burkina Faso : Vers une résilience nationale dans un contexte d'insécurité régionale*, juin 2014 (étude conduite par le Global Center on Cooperative Security), 56 p (document pdf), in <http://www.globalcenter.org/wp-content/uploads/2014/07/BF-Assessment-FR-with-Logos-low-res.pdf> (consultée le 13 janvier 2016), p. 7.

2 - Le RSP était un corps d'élite avec des compétences avérées dans le renseignement et la lutte contre les actes terroristes, selon certains analystes.

3 - Gouvernement de Transition, *Communiqué du 09 octobre 2015*.

4 - BETH (Emmanuel), « Les terroristes veulent gêner le développement et instaurer la peur », *Invité Afrique (RFI)*, par BOIBOUVIER (Christophe), mercredi 20 janvier 2016, in <http://www.rfi.fr/emission/20160120-general-emmanuel-beth> (consultée le 20 janvier 2016).

ont déjà été victimes d'attaques par des groupes armés. L'attaque de la capitale, le 15 janvier 2016, serait, selon certains analystes, un avertissement et un acte de représailles contre la participation burkinabè à la MINUSMA⁵.

De toutes ces causes visibles liées directement au phénomène terroriste, il faut aussi ajouter les facteurs prédisposant le Burkina Faso à l'extrémisme religieux. Dans l'étude commanditée conduite par le Global Center on Cooperative Security en 2014, il est noté que « *des conditions économiques, surtout la pauvreté, le sous-développement et le chômage, et des facteurs politiques liés à la corruption, l'impunité et la mauvaise gouvernance* »⁶ rendent le Burkina Faso vulnérable à l'extrémisme religieux. Cependant, la même étude note que « *Malgré ce risque généralisé, la menace d'extrémisme violent au Burkina Faso n'est pas imminente et reste faible comparé aux pays voisins. Il est rare que les Burkinabè tombent dans l'extrémisme pour exprimer leurs revendications* »⁷.

Il faut quand même prendre ce risque au sérieux avec les premières attaques terroristes sur le sol burkinabè, entre avril 2015 et janvier 2016, avec la participation d'assaillants appartenant à des groupes ethniques présents au Burkina, au Mali et au Niger tels que les Peulh et les Touaregs. De possibles complicités ou adhésions locales aux idées extrémistes sont à considérer malgré le niveau de tolérance élevé de la pratique religieuse des Burkinabè. Une telle veille permettrait d'éviter d'éventuelle radicalisation de groupes locaux⁸ et l'installation d'extrémistes étrangers.

Si la participation de Burkinabè aux opérations terroristes reste une donnée possible, certains analystes soutiennent qu'elle serait marginale et ne serait pas le fait d'engagés idéologiques mais de jeunes en quête de bien-être attirés par les promesses des chefs djihadistes. C'est le sens des propos de l'enseignant-chercheur Jacob Yarabatioula : « Mais je voudrais vous rassurer après avoir analysé le profil sociologique, que ce soit des habitants du Sahel, de ceux du Plateau central ou des autres sensibilités sociales de notre pays, il est très difficile pour un Burkinabè, à l'heure où je vous parle, de se lancer dans ce processus djihadiste à connotation idéologique. »⁹

b) Causes externes

La crise malienne et l'émergence des mouvements terroristes dans l'espace sahélo-saharien (AQMI, MUJAO, ANSAR DINE...) présentent des sources d'insécurité pour les pays voisins¹⁰ dont le Burkina Faso. Malgré ses moyens limités, le Burkina Faso a accueilli depuis 2012 des milliers de réfugiés maliens suite à la crise au Nord de ce pays voisin. Causée par des revendications séparatistes et amplifiée par des actions terroristes, cette crise a entraîné des milliers de départs de populations maliennes vers les pays voisins. Au Burkina Faso, les sites d'accueil sont basés dans les régions du Sahel, du Centre et des Hauts-Bassins.

La crise libyenne a été à l'origine de la déstabilisation du Mali. Les observateurs font remonter à la crise libyenne les causes profondes de l'insécurité dans l'espace sahélo-saharien. En effet, la désagrégation de la Libye a permis aux groupes djihadistes de se doter en armes mais aussi de recruter des combattants. La présence militaire française et américaine serait, selon certains observateurs, une cause de l'attaque terroriste à Ouagadougou, le 15 janvier 2016. Boukary Sawadogo parle de perspective nationaliste et soutient : « C'est une grille de lecture selon laquelle le terrorisme est un moyen par lequel les puissances occidentales veulent recoloniser l'Afrique. En ce sens, l'impératif sécuritaire serait un prétexte pour (re) installer des bases militaires et des dispositifs de renseignement pour mieux défendre leurs intérêts. Le marché africain suscite des convoitises, et de nouveaux acteurs, comme la Chine, bousculent les anciennes puissances colonisatrices. »¹¹

5 - RTB, émission « La riposte contre le terrorisme », par Fousseni KINDO (17 janvier 2016). / 6 - LOADA (Augustin), et ROMANIUK (Peter), juin 2014, op. cit., p. 4. / 7 - LOADA (Augustin), et ROMANIUK (Peter), juin 2014, op. cit., p. 4. / 8 - Certains analystes évoquent l'existence possible de cellules dormantes des groupes terroristes sur le sol burkinabè.

9 - « ATTAQUES TERRORISTES AU BURKINA : « L'approche sécuritaire à elle seule ne suffit pas pour protéger tout un pays. » », Jacob Yarabatioula, enseignant-chercheur, Le Quotidien, mardi 27 janvier 2016, in <http://metafrique.net/attaques-terroristes-au-burkina-lapproche-securitaire-a-elle-seule-ne-suffit-pas-pour-protoger-tout-un-pays-jacob-yarabatioula-enseignant-chercheur/> (consultée le 29 janvier 2016) / 10- 30 000 réfugiés vivent actuellement au Burkina Faso, lire : « Réfugiés maliens aux bailleurs de fonds : « Il y a encore près de 30 000 âmes qui comptent sur vous », mardi 23 juin 2015, in <http://www.lefaso.net/spip.php?article65415> (consulté le 12 octobre 2015)

11 - SAWADOGO (Boukary), « Attaques de Ouagadougou : je me pose des questions ! », mercredi 20 janvier 2016, in <http://lefaso.net/spip.php?article69220> (consultée le 20 janvier 2016).

I.2. Manifestations

« Ce qui tâte la joue finira par arriver à la gorge », dit un proverbe burkinabè. Le même peuple soutient : « une maison ne s'écroule pas sans qu'il y ait d'abord quelques mottes qui tombent en signe d'alerte ». Depuis avril 2015, quelques incursions de groupes armés non identifiés s'attaquent au Burkina Faso par la périphérie¹². Ouagadougou, la capitale burkinabè, est touchée au cœur le 15 janvier 2016.

a) De Tambao à Ina Bao : incursions périphériques

Le Burkina Faso a une longue frontière avec deux pays touchés par des attaques djihadistes, notamment le Mali¹³ et le Niger¹⁴. Le Burkina Faso a déjà fait l'objet d'attaques par des groupes armés. Le 04 avril 2015, un groupe armé non identifié enlève un expatrié membre de l'équipe de sécurité de la mine de Tambao, située dans la province de l'Oudalan (Région du Sahel). Le conducteur et un gendarme burkinabè ont été blessés à l'occasion¹⁵.

Dans la nuit du dimanche 23 au lundi 24 août 2015, des individus armés attaquent la gendarmerie de Oursi, dans la province de l'Oudalan (Région du Sahel) faisant deux blessés dont un gendarme. Ce dernier succombe à ses blessures quelques jours après. Le 12 septembre 2015 au poste de contrôle de Ouenkoro, à la frontière du Burkina Faso (Barani), un gendarme malien perd la vie suite à une attaque opérée par trois hommes en moto¹⁶. Le vendredi 09 octobre 2015 aux environs de 4 heures du matin, une cinquantaine d'hommes non identifiés ont attaqué la brigade de gendarmerie de Samorogouan dans la province du Kéné Dougou (Région des Hauts-Bassins). L'attaque a fait quatre morts dont trois gendarmes. Dans son communiqué, le gouvernement fait un lien entre cet incident et le coup d'Etat du 17 septembre 2015.

Le 15 janvier 2016, un communiqué du ministère en charge de la défense du Burkina Faso annonce l'attaque d'une mission de gendarmes à Ina Bao dans la province de l'Oudalan (Région du Sahel). L'attaque perpétrée par une vingtaine de personnes lourdement armées a eu lieu le 15 janvier 2016 aux environs de 14 heures avec un bilan provisoire de deux tués (un gendarme et un civil) et de deux gendarmes blessés. Dans la nuit du 15 janvier à Djibo, dans la province du Soum (Région du Sahel), il a été signalé l'enlèvement d'un couple australien¹⁷. Un groupe armé attaque la capitale burkinabè, Ouagadougou, dans la soirée du 15 janvier.

b) L'attaque terroriste au cœur de Ouagadougou

L'attaque contre le Restaurant Capuccino, le restaurant Taxi-Brousse, l'Hôtel Splendid et l'Hôtel Yibi sur l'avenue Kwamé Nkrumah, revendiquée par Al-Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI)¹⁸, s'est soldée par une trentaine de morts dont les assaillants. Les forces de sécurité burkinabè ont reçu le soutien des forces spéciales françaises de l'opération Barkhane et l'appui militaire des Etats-Unis¹⁹. AQMI justifie son acte par les opérations françaises en Afrique (Mali, Centrafrique...) et par l'invasion de la culture occidentale. Ce mode opératoire a déjà été employé le 20 novembre 2015 à l'Hôtel Radisson Blue de Bamako, au Mali. Là aussi, l'appui de la France, des Etats-Unis et des forces onusiennes a été nécessaire pour mettre fin à la prise d'otages.

12 - RFI, « Attaque terroriste au Burkina Faso : des signes avant-coureurs », in <http://www.rfi.fr/afrique/20160116-attaque-terroriste-burkina-faso-signes-avant-coureurs> (consultée le 17 janvier 2016)

13 - Plusieurs mouvements sont présents au Mali dont les trois principaux sont AQMI, le MUJAO et Ansar Dine.

14 - La secte islamique nigériane Boko Haram, aujourd'hui Etat Islamique dans la Province d'Afrique de l'Ouest, sème la terreur, par des attentats suicides et des attaques armées, aussi bien au Nigéria, au Cameroun, au Tchad et au Niger. Une force multinationale de ces différents Etats tente vainement de lutter contre ce mouvement.

15 - Communiqué du Service d'information du gouvernement, publié par [lefaso.net](http://www.lefaso.net), Tambao : Le gouvernement confirme l'enlèvement d'un expatrié européen, Communiqué, 05 avril 2015, in <http://www.lefaso.net/spip.php?article64089> (consulté le 12 octobre 2015)

16 - Mali Presses, « Attaque à Ouenkoro : les interrogations qui taraudent les esprits », in

<http://www.malipresses.info/2015/09/23/attaque-a-ouenkoro-les-interrogations-qui-taraudent-les-esprits/> (consulté le 12 octobre 2015)

17 - Il s'agit du Docteur Kenneth Arthur Elliot et son épouse Joceline de nationalité australienne, installés à Djibo depuis 1972 et responsables de la clinique Elliot dans cette localité.

18 - « L'attaque a été revendiquée par le groupe jihadiste Al-Qaïda au Maghreb Islamique (Aqmi), qui l'a attribuée au groupe Al-Mourabitoune du chef jihadiste Mokhtar Belmokhtar, rallié à Aqmi, selon SITE, une organisation américaine qui surveille les sites internet islamistes. » (Source AFP)

19 - « Des forces spéciales françaises sont stationnées dans la banlieue de Ouagadougou dans le cadre de la lutte anti-jihadiste dans le Sahel. Washington dispose également de 75 militaires dans le pays, et a indiqué apporter un soutien aux forces françaises dans l'opération. » (Source AFP).

II. Conséquences

Les attaques terroristes enregistrées au Burkina Faso ont des conséquences sur les plans politique, économique, socio-psychologique et géopolitique. Des scénarii d'évolution pourraient être dessinés.

II.1. Niveaux de conséquences

Ces attaques terroristes contre le Burkina Faso ont des conséquences à quatre niveaux :

a) Niveau politique

Les djihadistes déstabilise le pays et met en évidence la fragilité de son système sécuritaire. Ces attaques portent une atteinte aux droits humains. Pour certains observateurs, les terroristes veulent s'attaquer à l'exemple démocratique du Burkina Faso issu du scrutin couplé du 29 novembre 2015.

b) Niveau économique

Le Burkina qui compte énormément sur le secteur minier risque de voir partir les investisseurs étrangers. Ces attaques portent atteinte à l'image du Burkina en tant que pays sûr et fréquentable ;

c) Niveau socio-psychologique

Les attaques terroristes pourraient fragiliser la cohésion sociale si le discours extrémiste reçoit un écho favorable auprès de certaines couches de la population. Le gouvernement interpelle déjà les citoyens à éviter les violences verbales et physiques contre des personnes portant une barbe fournie, enturbannées ou voilées²⁰. Il y a également le risque de voir la population sombrer dans une certaine psychose face à ces tueurs sans foi ni loi convaincus de leur mission « divine » et prêts à mourir en martyrs du djihad ;

II.2. L'impact de la déstabilisation du Burkina Faso sur la sous-région

En tant que zone tampon entre le Nord et le Sud de l'espace ouest africain, les attaques terroristes perpétrées au Burkina Faso rendent davantage vulnérables d'autres capitales du Sud telles que Cotonou, Lomé, Accra, Abidjan et même Dakar. Il faut craindre la progression vers le sud de la pieuvre djihadiste, programme porté depuis les années 90 par le GSPC, devenu AQMI et ayant favorisé la naissance d'autres groupes secondaires. Pour le Burkina Faso, trois scénarii possibles sont envisageables.

III. Scénarii possibles

III.1. Meilleur scénario

Le Burkina Faso répond efficacement à la menace djihadiste par un service de renseignement professionnel et par une action sécuritaire robuste permettant de repousser toute tentative d'incursion terroriste sur le territoire national. Le pays est complètement à l'abri des attaques terroristes, les investisseurs sont rassurés et la croissance économique est relancée. Le pays devient une référence de paix et de prospérité dans la sous-région.

Ce scénario demeure idéaliste car sa réalisation dépend de la victoire des autres pays sur les mouvements djihadistes, notamment du Mali, du Niger, de la Mauritanie et de l'Algérie. La fin de la crise en Libye est aussi une exigence pour que ce scénario se réalise. Il s'agit d'un scénario qui dépend beaucoup de la loi de l'interdépendance en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme dans la région sahélo-saharienne.

20 - Ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité intérieure, Communiqué du 17 janvier 2016.

III.2. Scénario réaliste

Le Burkina Faso dispose d'une bonne réponse en matière de renseignement et de lutte contre le terrorisme. Les forces de sécurité et de défense dispose de moyens conséquents pour faire face aux incursions opportunistes des mouvements djihadistes. Les frontières sont mieux contrôlées. La coopération régionale contre le terrorisme, notamment à travers le G5 Sahel, est opérationnelle et permet de réduire sur l'ensemble de la région sahélo-saharienne les attaques. La menace est alors sous contrôle.

Les Burkinabè intègre la donne terroriste et vivent dans la vigilance. Des actions de sensibilisation permettent d'éviter l'intégration de la pensée extrémiste dans les mentalités. Des efforts de développement sont entrepris afin d'éviter l'utilisation de la pauvreté des populations pour les convertir aux idées extrémistes et engager les jeunes comme combattants aux côtés des terroristes.

Ce scénario est le plus probable en tenant compte des possibilités nationales et des capacités régionales de réponses aux attaques terroristes.

III.3. Pire scénario

Le Burkina Faso devient un sanctuaire djihadiste. Des mouvements s'y installent. Les populations, notamment musulmanes se convertissent aux idées extrémistes. Des attentats-suicides, des opérations de guérilla, des attaques contre les intérêts de l'Etat, contre les autres confessions religieuses et contre les occidentaux sont enregistrés au quotidien. Le pays sombre dans la violence. Les investisseurs quittent le pays. La pauvreté se généralise et s'approfondit.

Ce scénario est improbable car le pays dispose d'un ciment national en matière de tolérance religieuse. Presque chaque famille au Burkina Faso est multiconfessionnelle avec des musulmans, des catholiques, des protestants et des adeptes des religions traditionnelles vivant en harmonie sous le même toit. Une déstabilisation sociale et une déstructuration de ce ciment ne peuvent pas se réaliser. C'est le sens de l'appel de l'analyste Boukary Sawadogo : « *Les forces vives de la nation se dresseront unies contre cet ennemi qui veut faire régner la peur, la suspicion et la discorde. Nous sommes encore plus unis et déterminés dans la construction d'un Faso plus fort. La marche inexorable des Burkinabé sur le chemin de la paix et du bonheur ne saura être retardée par des terroristes qui ne promeuvent que la haine et la désunion.* »²¹

IV. Recommandations

Afin de contribuer à une lutte plus efficace contre l'extrémisme religieux et le terrorisme, des actions doivent être entreprises par les acteurs aux niveaux communautaire, national, transnational, continental et international.

IV.1. Aux niveaux communautaire et national

- A l'endroit des acteurs de la société civile (associations, ONG, structures d'éducation, de formation et de recherche, artistes) : entreprendre et intensifier les actions de sensibilisation, d'éducation et de promotion du développement afin que le savoir et le progrès servent de remparts à l'idéologie extrémiste. Avant d'être une réalité militaire et une menace sécuritaire, le phénomène de l'extrémisme religieux et du terrorisme est d'abord un discours, en ensemble de mots, une perception de la vie. La réduction du phénomène passe par un changement de perception du phénomène et de ses tendances profondes. Le renforcement des capacités des acteurs demeure une absolue nécessité pour assurer avec efficacité les missions.

21 - SAWADOGO (Boukary), « *Ils ont encore frappé.* », samedi 16 janvier 2016, in <http://lefaso.net/spip.php?article69134>

- A l'endroit des médias : donner une bonne information sur le phénomène extrémiste et terroriste et éviter que le discours extrémiste ne fasse écho au sein des populations. Reconnaître la dimension discursive du radicalisme religieux invite à le contrecarrer par une offensive informationnelle porteuse de valeurs de paix et de tolérance. Une meilleure compréhension par les acteurs du phénomène extrémiste et terroriste, de son idéologie, de ses causes profondes, de son évolution dans le temps et dans l'espace, de ses conséquences est nécessaire. Les acteurs des médias doivent bénéficier d'une formation adéquate pour plus de professionnalisme.
- A l'endroit des autorités nationales : œuvrer au service d'une gouvernance vertueuse porteuse de prospérité pour tous et surtout pour les populations défavorisées et fournir les moyens pour la sécurisation des frontières et de l'ensemble du territoire national.
 - Les autorités nationales doivent faire preuve d'une démarche inclusive afin de rassembler toutes les forces politiques et sociales du pays dans le cadre d'une réflexion approfondie sur la recherche des solutions aux problèmes de l'extrémisme religieux et du terrorisme.
 - C'est de la responsabilité de l'Etat d'encadrer les espaces confessionnels pour qu'il s'y diffuse un message de paix et de tolérance. L'enseignant-chercheur Jacob Yarabatioula propose : « *Globalement, il faut apprendre aux gens à être tolérants, à dire la vérité à leurs fidèles, à leur prêcher l'amour, la solidarité et la paix. (...) Il faut avoir un œil sur tout cela mais encore une fois il faut avoir une approche intégrée. Il ne faudra pas chercher à résoudre un problème tout en créant d'autres. Je suis de ceux-là qui pensent que, que ce soit les imams, les prêtres et les pasteurs et les évangélistes, tous ces acteurs soient sensibilisés sur les questions fondamentales relatives aux valeurs de notre pays afin qu'ils les défendent dans leurs espaces de services : mosquées et églises* »²².
 - En plus du volet religieux, l'Etat doit assumer sa responsabilité d'éducation pour construire un citoyen respectueux des règles et soucieux de la cohésion nationale.
 - Il n'y aura pas de réussite de la lutte sans une volonté politique franche et manifeste des autorités nationales et avec la fédération des efforts des Etats de l'espace sahélo-saharien.

IV.2. Aux niveaux transrégional et continental

- **A l'endroit des pays de la zone sahélo-saharienne (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad)** : rendre opérationnel les actions de lutte dans le cadre du G5 Sahel. C'est le sens du message du président du Faso, le 29 décembre lors de son investiture : « *Au moment où j'accède à la plus haute charge de l'Etat, la situation sécuritaire dans le monde en général et dans la sous-région ouest africaine en particulier est préoccupante en raison de l'ampleur des menaces et actions terroristes. C'est pourquoi nous devons mutualiser nos moyens de défense, nos informations, entre nos pays et de concert avec tous les autres pays qui luttent contre le terrorisme dans le monde pour présenter un front uni contre ces fléaux qui menacent l'existence même de nos Etats* »²³. C'est ce qu'il rappelle le 25 janvier 2016 dans son allocution d'hommage aux victimes des attaques du 15 janvier 2016 aux Burkina Faso : « *Pour clore mon propos, dois-je rappeler que le défi de la paix et de la sécurité que nous devons relever est grand. Ce sera une lutte de chaque instant. C'est pourquoi, nous devons construire un front uni et efficace au plan interne, sous-régional et international pour apporter la riposte appropriée à toutes les forces du mal qui veulent déstabiliser nos pays.*

22 - « *ATTAKES TERRORISTES AU BURKINA : « L'approche sécuritaire à elle seule ne suffit pas pour protéger tout un pays. » »*, Jacob Yarabatioula, enseignant-chercheur, *Le Quotidien*, mardi 27 janvier 2016, in <http://metafrique.net/attaques-terroristes-au-burkina-lapproche-securitaire-a-elle-seule-ne-suffit-pas-pour-protoger-tout-un-pays-jacob-yarabatioula-enseignant-chercheur/> (consultée le 29 janvier 2016)

23 - « *Discours d'investiture du Président Roch Marc Christian KABORE* », mardi 29 décembre 2015, in <https://lefaso.net/spip.php?article68881>

C'est en restant debout, déterminés, vigilants et sans aucune concession au terrorisme que nous rendrons le meilleur hommage à toutes celles et à tous ceux qui ont été fauchés si atrocement à la vie lors de ces attaques meurtrières. »²⁴

- **A l'endroit de la CEDEAO** : développer des projets sur la prévention et la gestion des crises liées à l'extrémisme religieux dans l'espace CEDEAO. La communauté régionale doit opérationnaliser sa stratégie de lutte antiterroriste. Un dialogue est aussi nécessaire entre la CEDEAO et les autres régions (Afrique du Nord, Afrique centrale et Afrique de l'Est) dans la dynamique d'une action transnationale contre l'extrémisme religieux et le terrorisme. Elle peut se faire dans le cadre de la réactivation de la CEN-SAD. Des actions transnationales des différentes communautés économiques régionales africaines sont indispensables pour réduire les effets possibles de la connexion des différents groupes tels qu'AQMI dans le Sahel, Boko Haram au Nigéria, l'Etat islamique en Libye, les Frères musulmans en Egypte et les Shebabs en Somalie.
- **A l'Union Africaine** : appuyer les régions pour rendre opérationnelles les forces africaines en attente afin de faire face à la menace terroriste dans l'espace sahélo-saharien, en Afrique centrale, en Afrique du Nord et en Afrique de l'Est.

IV.3. Au niveau international

- A l'endroit de la Communauté internationale : octroyer les financements nécessaires pour soutenir les initiatives communautaires, nationales, régionales et africaines de prévention et de gestion des crises liées à l'extrémisme religieux et au terrorisme. Le concours de la communauté des investisseurs étrangers et des partenaires techniques et financiers est indispensable pour créer un espace favorable aux affaires en Afrique. La question de la lutte contre l'extrémisme religieux et le terrorisme devrait être une priorité dans les débats lors des négociations entre l'Afrique et ses partenaires (UE, USA, Brésil, Canada, Chine, Inde, Turquie...).

A l'image des promesses faites par la communauté des donateurs ayant octroyé deux cent cinquante millions de dollars pour lutter contre Boko Haram²⁵, une attention similaire doit être accordée aux autres régions sous la menace terroriste afin que la prise en charge des actions contre l'extrémisme religieux soit à la fois globale et transversale.

La pertinence de ces recommandations dépendra de l'action synergique des acteurs. La lutte contre l'extrémisme religieux et contre le terrorisme doit privilégier une approche intégrée prenant en compte dans le temps et dans l'espace les dimensions politique, religieuse, éducative, développementaliste, institutionnelle, diplomatique, transnationale, sécuritaire et militaire²⁶. L'extrémisme religieux et le terrorisme tirent leur raison d'être de causes multiples et mouvantes. Les efforts de réduction du phénomène doivent prendre une dimension multidimensionnelle et engager des acteurs multiples capables de s'adapter, dotés d'imagination et de créativité.

Le phénomène est très complexe. Il se nourrit à la fois de l'extrême pauvreté et de l'ignorance mais aussi peut prospérer dans un milieu de grande richesse, de savoir et de savoir-faire avancés. Certains combattants, acculés par la pauvreté et vivant sous l'ombre de l'ignorance, adhèrent aux idées extrémistes par volonté de sortir de la pauvreté. D'autres, issus de familles riches et de niveau d'éducation élevé, s'engagent dans l'extrémisme religieux par volonté de lutter contre « l'injustice ». Par une approche appropriée, les promoteurs de l'extrémisme religieux et du terrorisme recrutent au

24 - Allocution du Président du Faso à la cérémonie d'hommage, 25 janvier 2016, in <https://www.facebook.com/sig.burkina.9/posts/474438596093898> (consultée le 26 janvier 2016)

25 - « Nigeria : Lutte contre Boko Haram: 250 millions de dollars promis », 1er février 2016, in <http://netafrique.net/nigeria-lutte-contre-boko-haram-250-millions-de-dollars-promis/> (consultée le 02 février 2016)

26 - RTB, émission « La Riposte contre le terrorisme », par Fousseni KINDO (17 janvier 2016).

sein des populations aisées et des milieux prospères de la société. La plupart de ces promoteurs ont un niveau académique avancé (ingénieurs, docteurs) dans des domaines théologiques, scientifiques, techniques, technologiques, entre autres²⁷.

Les discours des extrémistes reçoivent un écho favorable auprès des personnes vivant dans l'ignorance et victimes de l'arrogance des injustes, internes et externes²⁸. En résumé, les principaux domaines qui nécessitent le regard de l'ensemble des acteurs interpellés sont :

- o éducation, information, sensibilisation ;
- o bonne gouvernance ;
- o création d'un cadre formel de concertation entre les principaux dignitaires de la communauté musulmane ;
- o renforcement de la politique d'emplois des jeunes par le gouvernement ;
- o adoption d'une stratégie globale de lutte contre le radicalisme religieux ;
- o réduction du fossé entre l'Etat et les populations ;
- o renforcement des institutions et amélioration du fonctionnement de l'Etat pour mieux répondre aux besoins des populations ;
- o lutte contre l'injustice sur toutes ses formes²⁹.

Conclusion

En définitive, il est important d'anticiper pour éviter l'injection du venin du radicalisme religieux dans le corps social burkinabè à travers un discours extrémistes de justification des attaques enregistrées. Avec 60% de musulmans, toute stigmatisation à connotation religieuse peut déboucher sur des violences. Il faut œuvrer à préserver l'harmonie, la cohésion et la tolérance religieuses séculaires que connaît le pays. Ces attaques aveugles sont perpétrées contre tous les Burkinabè et les amis du Burkina Faso sans distinction de religion. Les réponses doivent être collectives et inclusives prenant en compte l'approche tridimensionnelle : « *diplomatie, développement et défense* »³⁰. Au niveau communautaire et national, cette approche peut être convertie en « éducation, développement et sécurisation. »

Cela nécessite un consensus national car les fissures au sein du tissu social interne sont favorables à l'infiltration des éléments nuisibles extérieurs. Tant qu'à l'intérieur des personnes se sentent lésées, discriminées et exclues du processus d'approfondissement de la démocratie, les risques de déstabilisation sont significatifs. La véritable sécurité commence à l'intérieur. La concorde et la cohésion nationale sont les ciments de la paix et du développement. Les Burkinabè doivent accepter leur interdépendance pour s'engager dans un nouvel élan de « vivre ensemble » en toute confiance et fraternité.

Le Président du Faso, suite à la prise d'otages de Ouagadougou du 15 janvier 2016, abonde dans le même sens : « Ma conviction est établie que dans l'unité et la cohésion nationale, nous sortirons victorieux de cette guerre qu'ils imposent à notre Peuple ainsi qu'à tous les autres peuples du monde, épris de paix et de liberté. »

27 - RTB, émission « La riposte contre le terrorisme », par Fousseni KINDO (17 janvier 2016).

28 - Les principales victimes sont les jeunes et les femmes.

29 - Notes de l'atelier de Gorée Institute (cas du Mali), 04-05 février 2015, à Gorée (Dakar).

30 - Approche privilégiée par les Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme.

Sources bibliographiques

- **BETH (Emmanuel)**, « Les terroristes veulent gêner le développement et instaurer la peur », Invité Afrique (RFI), par BOIBOUVIER (Christophe), mercredi 20 janvier 2016, in <http://www.rfi.fr/emission/20160120-general-emmanuel-beth> (consultée le 20 janvier 2016).
- **HIEN (Olló Romaric)**, « Burkina: au moins 20 morts dans une attaque jihadiste à Ouagadougou, assaut en cours. », AFP, in <https://fr.news.yahoo.com/burkina-faso-tirs-d%C3%A9tonations-principaux-h%C3%B4tels-centre-ouagadougou-203219282.html> (consultée le 16 janvier 2016)
- **LOADA (Augustin)**, et ROMANIUK (Peter), Prévention de l'extrémisme violent au Burkina Faso : Vers une résilience nationale dans un contexte d'insécurité régionale, juin 2014 (étude conduite par le Global Center on Cooperative Security), 56 p (document pdf), in <http://www.globalcenter.org/wp-content/uploads/2014/07/BF-Assessment-FR-with-Logos-low-res.pdf> (consultée le 13 janvier 2016).
- **SOMA (Abdoulaye)**, Il y avait déjà eu « des velléités d'attaques sur le Burkina », Invité Afrique (RFI), par BOISBOUVIER (Christophe), lundi 18 janvier 2016, in <http://www.rfi.fr/emission/20160118-abdoulaye-soma-burkina-instrumentalisation-manipulation-terroristes-compaore> (consultée le 18 janvier 2016)
- **SAWADOGO (Boukary)**, « Attaques de Ouagadougou : je me pose des questions ! », mercredi 20 janvier 2016, in <http://lefaso.net/spip.php?article69220> (consultée le 20 janvier 2016).
- **SAWADOGO (Boukary)**, « Ils ont encore frappé. », samedi 16 janvier 2016, in <http://lefaso.net/spip.php?article69134> (consultée le 17 janvier 2016)
- **YARABATIOULA (Jacob)**, enseignant-chercheur, « ATTAQUES TERRORISTES AU BURKINA : L'approche sécuritaire à elle seule ne suffit pas pour protéger tout un pays. » », Le Quotidien, mardi 27 janvier 2016, in <http://netafrique.net/attaques-terroristes-au-burkina-lapproche-securitaire-a-elle-seule-ne-suffit-pas-pour-protoger-tout-un-pays-jacob-yarabatioula-enseignant-chercheur/> (consultée le 29 janvier 2016)
- « **Allocution du Président du Faso à la cérémonie d'hommage** », 25 janvier 2016, in <https://www.facebook.com/sig.burkina.9/posts/474438596093898> (consultée le 26 janvier 2016)
- « **Attaques terroristes : Le Président Roch-Marc Christian KABORE s'adresse à la nation.** », samedi 16 janvier 2016, in <http://lefaso.net/spip.php?article69142> (consultée le 17 janvier 2016)
- « **Discours d'investiture du Président Roch Marc Christian KABORE** », mardi 29 décembre 2015, in <https://lefaso.net/spip.php?article68881> (consultée le 17 janvier 2016)
- **Gouvernement de la Transition**, Communiqué du 05 avril 2015, in <http://www.lefaso.net/spip.php?article64089> (consulté le 12 octobre 2015)
- **Gouvernement de la Transition**, Communiqué du 09 octobre 2015, Le Pays, in <http://lepays.bf/gouvernement-les-putschistes-font-appel-a-des-forces-etrangeres-et-a-des-djihadistes/> (consultée le 16 janvier 2016)
- **Mali Presses**, « **Attaque à Ouenkoro : les interrogations qui taraudent les esprits** », in <http://www.malipresses.info/2015/09/23/attaque-a-ouenkoro-les-interrogations-qui-taraudent-les-esprits/> (consulté le 12 octobre 2015)
- **Nigeria : Lutte contre Boko Haram: 250 millions de dollars promis**, 1er février 2016, in <http://netafrique.net/nigeria-lutte-contre-boko-haram-250-millions-de-dollars-promis/> (consultée le 02 février 2016)

- **Notes de l'atelier de Gorée Institute (cas du Mali)**, 04-05 février 2015, à Gorée (Dakar) « Réfugiés maliens aux bailleurs de fonds : « Il y a encore près de 30 000 âmes qui comptent sur vous », mardi 23 juin 2015, in <http://www.lefaso.net/spip.php?article65415> (consulté le 12 octobre 2015)
- **RFI, « Attaque terroriste au Burkina Faso: des signes avant-coureurs »**, in <http://www.rfi.fr/afrique/20160116-attaque-terroriste-burkina-faso-signes-avant-coureurs> (consultée le 17 janvier 2016)
- **RTB, émission « La riposte contre le terrorisme »**, par Fousseni KINDO (17 janvier 2016).

© copyright : Gorée Institute – Edition 2016

ISBN : 979-10-92136-03-6



Gorée Institute
Rue du Jardin
B.P. 05 – Ile de Gorée
Sénégal

